

Niveau(x) d'enseignement: 0
Centre d'intérêt: 100

Numéro EDUQ : 8570591

Boutet, Yvon.

Le système scolaire québécois : ses objectifs, ses clientèles et ses ressources, ses composantes administratives, son fonctionnement : document de travail / Yvon Boutet, André Martin ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification. -- [Québec] : La Direction, Secrétariat, 1975.

vii, 255 p. ; 28 cm.

Bibliogr. : p. 255.

Cote Dewey: 370.9'714/Q3s

Cote LC: LA/418/.Q3

Descripteur(s): *Système scolaire *Objectifs d'éducation *Population étudiante *Ressources humaines *Organisation administrative *Gestion financière *Régime pédagogique

L'étude vise principalement à faire saisir la nature même et le fonctionnement général du système scolaire québécois actuel. On y présente une synthèse des différents éléments constitutifs de ce système et de leurs relations. Car la description du système d'éducation du Québec suppose qu'on montre comment ces éléments interagissent entre eux dans une dynamique qui est propre à tout système visant des objectifs précis.

Le premier chapitre identifie les objectifs poursuivis par les systèmes d'éducation. Il traite des objectifs particuliers à chacune des clientèles scolaires et indique comment les régimes pédagogiques scolaires contribuent à l'atteinte des objectifs fixés. Le second chapitre est consacré à une description plus quantitative des éléments du système. On y trouve un portrait des clientèles scolaires, des ressources humaines, financières et matérielles qui contribuent à l'atteinte des objectifs. Le troisième chapitre trace le portrait des entités administratives chargées de faire fonctionner le système et définit leurs responsabilités. Enfin, le dernier chapitre décrit la dynamique du système scolaire et rappelle le partage des responsabilité qui existe entre ces divers éléments.

Trois grandes caractéristiques spécifient le système scolaire québécois: 1. le système est centré sur l'étudiant; 2. le système est mis à la disposition de toute la population; 3. le système est décentralisé et basé sur la participation de la population.

Type de document: r



LE SYSTÈME SCOLAIRE QUÉBÉCOIS

- SES OBJECTIFS
- SES CLIENTÈLES ET SES RESSOURCES
- SES COMPOSANTES ADMINISTRATIVES
- SON FONCTIONNEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

SECRÉTARIAT
DGP
JANVIER 1975

YVON BOUTET
ANDRÉ MARTIN

20-1134

LE SYSTÈME SCOLAIRE QUÉBÉCOIS

- SES OBJECTIFS
- SES CLIENTÈLES ET SES RESSOURCES
- SES COMPOSANTES ADMINISTRATIVES
- SON FONCTIONNEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

SECRÉTARIAT
DGP
JANVIER 1975

YVON BOUTET
ANDRÉ MARTIN

28-1154

TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 <u>Les objectifs généraux et des niveaux d'enseignement et les régimes pédagogiques</u>	9
1.1- Les objectifs généraux du système d'éducation au Québec	12
1.2- L'enseignement préscolaire (maternelle) et l'enseignement élémentaire	20
1.3- L'enseignement secondaire	29
1.4- L'enseignement collégial	39
1.5- L'enseignement universitaire	46
1.6- L'éducation aux adultes	51
1.7- Conclusion	59
CHAPITRE 2 - <u>Les clientèles et les ressources</u>	63
2.1- <u>Les clientèles scolaires</u>	66
- par niveau d'enseignement	66
- par réseau linguistique, confessionnel, public et privé	68
- par type d'enseignement	72
2.2- <u>Les ressources humaines</u>	74
- Le personnel enseignant	74
- Le personnel de direction	76
- L'expérience du personnel enseignant et de direction	77

2.3- <u>Les ressources financières</u>	78
- les dépenses totales pour le secteur public	78
- les dépenses subventionnées pour le réseau privé	80
- les autres dépenses	81
- les sources de revenus du réseau public	81
2.4- <u>Les ressources matérielles</u>	82
- l'équipement de l'école élémentaire	82
- l'équipement de l'école secondaire polyvalente	86
- l'équipement du collège d'enseignement général et professionnel	90
- l'équipement de l'enseignement universitaire	96
- l'équipement de l'enseignement aux adultes	96
2.5- <u>Conclusion</u>	97
CHAPITRE 3 - <u>Les composantes administratives: le ministère de l'Éducation, les corporations scolaires et les institutions d'enseignement</u>	101
3.1- <u>Le niveau central</u>	104
- La composante administrative centrale: Le ministère de l'Éducation	104
- Les composantes institutionnelles de consultation	112
- Les composantes de consultation informelles	116
3.2- <u>Le niveau intermédiaire</u>	119
- La commission scolaire (préscolaire et élémentaire)	120
- La commission scolaire régionale (secondaire)	127
- La corporation du collège d'enseignement général et professionnel (collégial)	131
- Le conseil de l'Université	138
- Conclusion: Les organismes intermédiaires responsables de la gestion du système scolaire	146

	Page
3.3- <u>Le niveau local: Les établissements d'enseignement</u>	149
- Objectif et fonctions des établissements d'enseignement	150
- Les établissements d'enseignement maternelle et élémentaire	155
- Les établissements d'enseignement secondaire	158
- Les établissements d'enseignement collégial	163
- Les établissements d'enseignement universitaire	168
- Conclusion sur les établissements d'enseignement	171
3.4- <u>Caractéristiques générales des composantes chargées de la gestion du système scolaire</u>	174
CHAPITRE 4 - <u>Le fonctionnement: La gestion administrative du système scolaire</u>	179
4.1- <u>Administration financière</u>	185
- La perception des fonds	185
- La redistribution des fonds et le contrôle de leur utilisation	193
- Conclusion sur l'administration financière	196
4.2- <u>Administration des équipements</u>	198
- Les équipements immobiliers	198
- L'achat et l'entretien d'équipement et de matériel didactique	201
- Conclusion sur l'administration des équipements	204

	Page
4.3- <u>Administration des ressources humaines</u>	206
- Détermination des critères d'embauche	206
- Négociation collective et conditions générales de travail	208
- Embauche du personnel et application des conventions collectives	210
- Formation du personnel du système d'éducation	211
- Conclusion sur la gestion des ressources humaines	212
4.4- <u>Administration pédagogique</u>	215
- Elaboration des contenus: Les programmes d'enseignement	215
- Implantation des programmes d'études au sein des institutions d'enseignement	221
- Coordination des activités de formation	222
- Certification des acquis	227
4.5- <u>La recherche et l'expérimentation</u>	230
- Recherches sur les orientations générales du système scolaire	231
- Recherches sur les nouvelles techniques d'enseignement	232
4.6- <u>Conclusion sur l'administration pédagogique</u>	233
CONCLUSION	237
- Un système centré sur l'étudiant	239
- Un système mis à la disposition de toute la population	242
- Un système décentralisé basé sur la participation de la population	244
- Un niveau de participation différencié quant aux objets de décisions	245

ANNEXES

- Annexe 1: Lois administrées par le ministère
de l'Éducation du Québec 249
- Annexe 2: Liste des principaux documents consultés 253

INTRODUCTION

On peut entrevoir la description du système scolaire québécois, comme de tout système d'ailleurs, de différentes façons. En effet les attentes du lecteur face à ce document dépendent en grande partie de sa situation personnelle au sein de ce système, étudiant, parents, enseignant, fonctionnaire de l'éducation, etc. Ces attentes sont aussi conditionnées par le degré d'informations préalables que possède le lecteur sur le système scolaire lui-même et ses diverses facettes administratives, pédagogiques, financières etc... Ainsi entreprendre une telle description, c'est prendre le risque que le lecteur y trouve autant de frustrations que de bénéfices.

C'est pourquoi, il faut au point de départ fixer les limites à l'intérieur desquelles doit se situer cette description, en identifier les objectifs et les parties qui la composent et la nature des renseignements qui s'y trouvent.

1- Ce que n'est pas ce document

La description qui va être entreprise ci-après n'est pas historique. En effet, il n'est pas dans notre intention de retracer la genèse du système scolaire québécois afin d'expliquer le fondement historique de sa nature actuelle. Plusieurs historiens ont déjà contribué à l'explicitation de ces causalités historiques.

D'historique qu'il n'est pas, ce document n'aborde pas non plus une perspective futuriste ou prévisionnelle face à ce que pourrait ou devrait devenir le système scolaire québécois des années 1985 par exemple.

Les deux limites précédentes nous amènent inévitablement à une troisième. Si la description entreprise n'explique pas la causalité historique du système actuel non plus qu'elle ne tente d'en prévoir les orientations éventuelles, elle ne

comportera pas non plus une évaluation des politiques mises en place. Une évaluation de politiques importantes constitue d'ailleurs l'essentiel de la "revue des politiques québécoises d'éducation" entreprise pour le compte de l'OCDE dont ce document constitue en fait un document de support.

Enfin si cette description n'est ni historique, ni prospective, ni évaluative, elle ne possède pas non plus le caractère d'exhaustivité que pourraient rechercher certains lecteurs déjà en possession d'un bon nombre d'informations sur la nature du système scolaire québécois. Ce document ne vise donc pas à décrire dans tous les détails possibles, les composantes du système scolaire et leur fonctionnement propre.

2- Ce qu'est ce document

En fait, la présente description du système scolaire québécois vise principalement à faire saisir la nature même et le fonctionnement général du système scolaire actuel. Il s'agit donc avant tout de présenter une synthèse des différents éléments constitutifs de ce système et de leurs relations. Ainsi faire saisir d'une façon intégrée et systématique la nature et le fonctionnement du système scolaire nous force donc à sacrifier les perspectives historiques, prospectives ou évaluatives qu'il aurait pu être intéressant d'aborder.

Bien plus, puisque l'objectif initial de ce document est de procurer une compréhension de l'ensemble intégré de tout le système scolaire du Québec, la nature de la description qui doit être entreprise doit permettre de saisir d'emblée l'essentiel des éléments constitutifs. Une description complète et exhaustive aurait constitué un ouvrage d'envergure où la précision au niveau même des détails qu'elle nécessiterait aurait fourni au lecteur une connaissance approfondie des divers éléments du système. Toutefois ce

qu'une telle description aurait dû forcément abandonner c'est la vision synthétique de la nature et du fonctionnement de l'ensemble du système.

En effet chaque entité administrative responsable de la réalisation d'opérations concernant l'éducation représente elle-même un sous-système en soi, qu'il s'agisse du ministère, d'une corporation scolaire ou d'un établissement d'enseignement. De même les clientèles scolaires auxquelles s'adressent le système d'éducation possèdent des caractéristiques générales communes mais aussi des particularités qui fondent l'existence de réseaux d'enseignements spécifiques; les réseaux élémentaire, secondaire, collégial, universitaire, et l'enseignement aux adultes.

Compte tenu de la perspective synthétique qui est la nôtre, la description entreprise n'abordera donc pas ces particularités, mais sera essentiellement axée sur les caractéristiques communes des clientèles et des éléments constituant le système scolaire. Il sera toutefois nécessaire au cours de cet exposé de tenir compte de certaines spécificités qui conditionnent le fonctionnement d'ensemble du système.

Par ailleurs, même s'il s'agit d'une description synthétique qui par la force des choses sacrifie l'exhaustivité des informations disponibles sur l'un ou l'autre des éléments constituant le système scolaire, elle permettra au lecteur qui possède des informations plus complètes sur certains de ces éléments de les replacer dans l'ensemble que constitue le système scolaire du Québec.

3- Ce que comporte ce document

Décrire le système d'éducation du Québec suppose non seulement une présentation statique de la nature des éléments qui le constituent mais bien plus, qu'on montre comment ces éléments enterragissent entre eux dans une dynamique qui est propre à tout système visant des objectifs précis.

Le point de départ de la description consistera donc à identifier dans un premier chapitre quels sont les objectifs actuellement poursuivis par les systèmes d'éducation. On y traitera aussi des objectifs particuliers à chacune des clientèles scolaires. Enfin on verra comment les régimes pédagogiques auxquels sont soumis les diverses clientèles scolaires contribuent à l'atteinte des objectifs fixés.

Le second chapitre sera consacré pour sa part à une description plus quantitative des éléments du système. Ainsi on y retrouvera le portrait général des clientèles scolaires pour qui les objectifs ont été élaborés ainsi qu'un portrait des ressources humaines, financières et matérielles qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs.

Après avoir établi la nature des objectifs et des éléments constituant le système d'éducation, le troisième chapitre établira le portrait de la composition et les responsabilités des entités administratives responsables de faire fonctionner le système et qui, par le fait même, ont la responsabilité de l'aménagement des ressources en fonction de l'atteinte des objectifs mentionnés.

Enfin au dernier chapitre, on décrira la dynamique

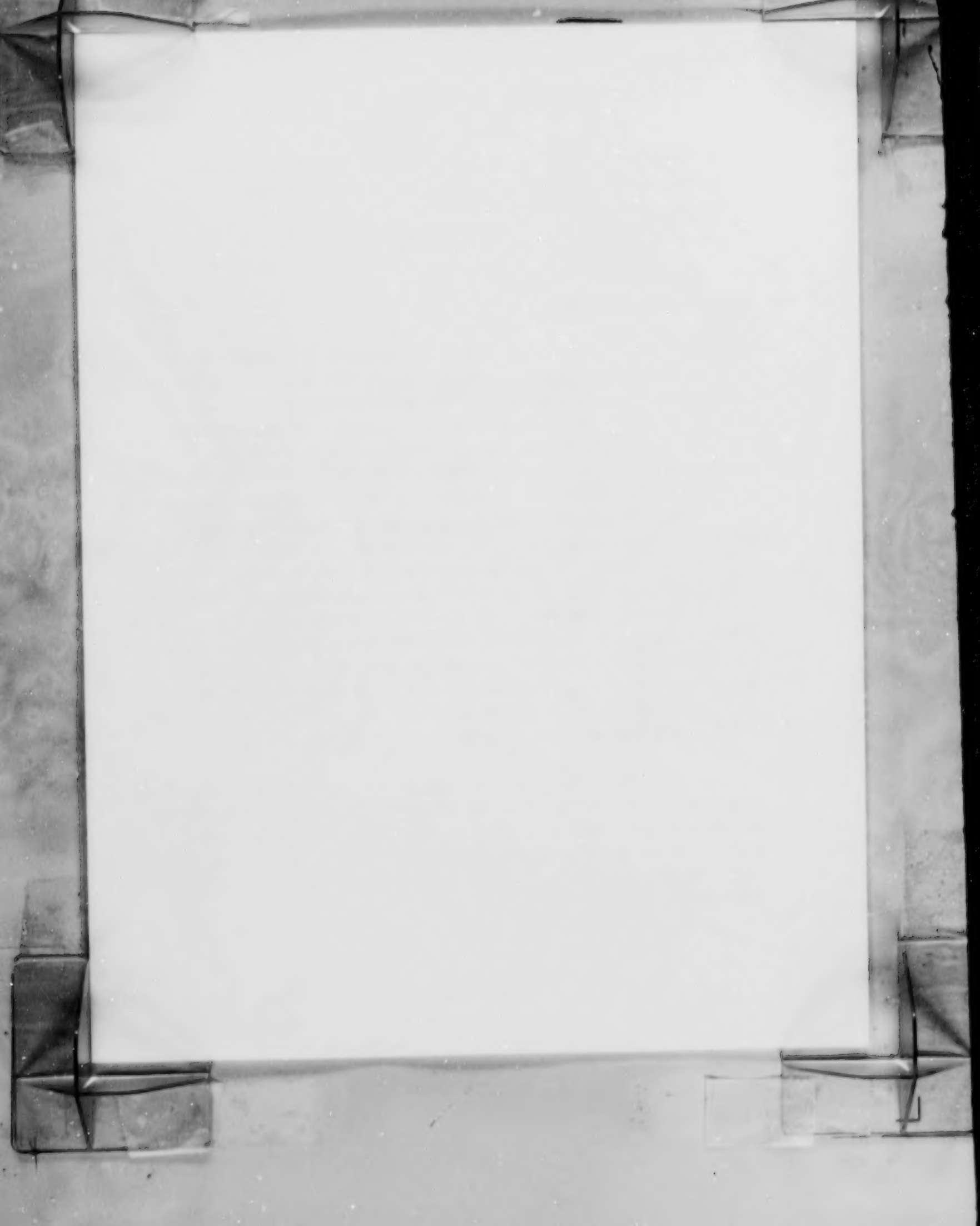
du système scolaire en identifiant le partage actuel des responsabilités existant entre ces divers éléments.

4- Les sources d'information

Comme il s'agit de présenter un portrait d'ensemble de la réalité du système scolaire québécois, il est apparu essentiel que les sources d'informations utilisées pour réaliser cette description soit les plus officielles possible et ne présentent pas de jugement de valeur puisque l'objectivité représente un caractère recherché pour ce document.

C'est donc au sein même de documents officiels que nous avons puisé la majorité de nos informations. Devant la multiplicité des sources d'informations officielles, de leur caractère spécifique et de la nécessité d'en établir une synthèse qui respecterait les objectifs de la présente description, il a été nécessaire, de reformuler la présentation des informations qui y étaient contenues et souvent de l'abrégé. Nous nous excusons donc auprès des auteurs de ces documents, d'avoir ainsi modifié leurs écrits en prenant garde, toutefois, nous l'espérons, de ne pas déformer leurs pensées.

C'est d'ailleurs pourquoi la majorité des citations que l'on trouvera au sein du document ne seront constituées que d'extraits de législation. Par ailleurs, le lecteur trouvera, en annexe, une liste des principaux ouvrages utilisés qu'il pourra consulter afin d'approfondir ses informations sur l'un ou l'autre des éléments du système scolaire.



CHAPITRE I

LES OBJECTIFS

- LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX
- LES OBJECTIFS DES NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT
- LES RÉGIMES PÉDAGOGIQUES

INTRODUCTION

Ce premier chapitre traite des objectifs d'éducation et des régimes pédagogiques. Six sections forment cette partie, chaque niveau d'enseignement faisant l'objet d'une section.

- 1.1 Les objectifs généraux du système d'éducation du Québec
- 1.2 L'enseignement pré-élémentaire (maternelle) et l'enseignement élémentaire
- 1.3 L'enseignement secondaire
- 1.4 L'enseignement collégial
- 1.5 L'enseignement universitaire
- 1.6 L'éducation des adultes

Pour chacun des niveaux, nous décrirons d'abord des objectifs généraux, puis nous tracerons les grandes lignes de leur régime pédagogique qui fixent les modalités:

- de l'admission
- de l'inscription
- de la durée et du calendrier scolaire
- des groupes d'élèves
- des programmes, des cours
- des méthodes d'enseignement
- de l'évaluation ou l'accréditation
- du passage inter-niveau
- des supports à la formation

1.1. LES OBJECTIFS GENERAUX DU SYSTEME D'EDUCATION AU QUEBEC

"Tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité."

Ce court extrait du préambule de la loi créant le ministère de l'Education permet de constater que le système d'éducation réformé depuis 1964, s'est donné comme but principal le développement maximal des potentialités de l'étudiant en accord avec ses besoins propres et les besoins de la société québécoise. Cette intention bien qu'inscrite dans les textes officiels de 1964 constitue encore le fondement des grands objectifs poursuivis par le système scolaire en 1974.

Il serait ambitieux de vouloir résumer et expliciter les objectifs multiples d'un système scolaire en quelques paragraphes. Tout au plus serviront-ils à cerner les politiques d'éducation au Québec et à circonscrire des grandes catégories d'objectifs qui constituent le fondement de toutes les politiques passées et actuelles en éducation.

Dans les pages qui suivent, il ne sera pas fait état du grand objectif d'accessibilité générale qui a été à la base même de la mise en place des structures scolaires depuis 1964. Les politiques d'éducation reliées à cet objectif sont d'ailleurs analysées en détail dans le document évaluant les politiques d'éducation québécoises entre 1964 et 1974. L'explication des grands objectifs actuels d'éducation sera centrée sur l'essence même de l'activité éducative telle qu'elle se présente à l'étudiant québécois de 1974.

Le but général du plein épanouissement de la personnalité, tel que cité plus haut donne naissance à quatre grandes catégories d'objectifs:

- les objectifs liés à l'apprentissage intégré des rôles de l'individu
- les objectifs liés à l'apprentissage des habilités conduisant à l'exercice d'une profession
- les objectifs liés au développement de la créativité et de l'esprit d'initiative
- les objectifs liés à l'adaptation de l'apprentissage aux capacités individuelles.

Bien qu'en apparence, ces objectifs ne semblent pas être intimement reliés, ils s'intègrent dans la visée globale du plein épanouissement de l'individu. En effet le système d'éducation doit contribuer à préparer tout étudiant à participer activement à l'évolution et au progrès de la société québécoise d'aujourd'hui et de demain. Dans cette perspective l'éducation doit faire une large place au développement des aptitudes que l'on peut appeler humanistes c'est-à-dire celles qui permettent à l'individu de participer aussi pleinement que possible à la vie sociale par l'exercice adéquat des rôles qui lui sont dévolus. La préparation à l'exercice d'une profession, prise dans ce contexte, doit donc nécessairement prendre racine dans l'intégration et la complémentarité de la formation sociale et de la formation professionnelle. C'est pourquoi les politiques d'éducation québécoises tendent vers un juste équilibre entre ces deux types de formation.

Par ailleurs, dans une société technologique en constante transformation, l'exercice adéquat de rôles socio-économiques nécessite une haute capacité d'adaptation aux changements. C'est à ce moment

qu'entre en jeu l'esprit d'initiative et de créativité face aux situations nouvelles. Puisque cette capacité s'adresse aux développements d'aptitudes individuelles, l'activité éducative doit donc être conçue dans une optique d'individualisation qui tienne compte des aptitudes et des capacités de chacun.

Il n'est toutefois pas possible, dans le bref exposé qui va suivre, d'exprimer de façon plus approfondie la complémentarité existante entre ces quatre catégories d'objectifs. Cette complémentarité deviendra toutefois évidente lors de l'exposé des régimes pédagogiques.

1ère catégorie d'objectifs

Développer de façon optimale les potentialités de l'individu de telle sorte qu'il puisse remplir l'ensemble des rôles qui lui sont ou seront dévolus au cours de sa vie.

Au cours de sa vie un individu est appelé à remplir simultanément ou concurremment plusieurs rôles différents. Les principaux rôles identifiés sont les rôles familial, social, politique, culturel et économique. Le rôle économique comporte en lui seul deux volets: La consommation et la production. Comme la préparation au rôle de production revêt une grande importance dans notre société, une série d'objectifs d'éducation lui sont assignés et seront exposés dans la partie suivante.

Face à l'ensemble des rôles dévolus à tout individu, le système d'éducation du Québec doit assurer à chaque étudiant la transmission des connaissances et des apprentissages visant à le rendre apte à remplir actuellement et dans le futur chacun d'eux. Ainsi les objectifs d'éducation retenus par le système scolaire québécois vise à:

- la préparation adéquate à l'exercice du rôle familial par l'acquisition de connaissances et l'apprentissage de responsabilités reliées aux obligations de l'individu envers les membres de sa famille selon la position qu'il y occupe (enfant, époux, (se), père, mère)
- la préparation adéquate à l'exercice du rôle socio-politique du citoyen. Cette préparation prend son origine dans l'acquisition de connaissances sur les réalités économiques, juridiques et politiques pour se poursuivre jusqu'à l'apprentissage de la participation. Elle vise donc à rendre l'étudiant capable de comprendre ce qui se passe dans son milieu et de collaborer au développement de la collectivité en devenant un usager critique du système socio-politique et un agent actif du processus de transformation de la société.
- la préparation adéquate au rôle économique de consommateur qui a pour objectif de rendre tout étudiant capable d'ajuster ses besoins à ses capacités, de percevoir les réalités sous-jacentes à la publicité et au crédit et d'administrer convenablement son budget.
- la préparation adéquate au rôle culturel par le développement d'aptitudes d'expression et de création permettant un épanouissement complet de la personnalité au niveau d'activités de détente ou de loisirs.

2e catégorie d'objectifs

Développer de façon optimale les potentialités de l'individu de telle sorte qu'il puisse exercer adéquatement la profession qu'il a choisie.

Un des principes moteurs du système d'éducation québécoise réside dans le fait que tout étudiant doit recevoir une formation professionnelle rendant son insertion possible au marché du travail. L'enseignement professionnel au Québec vise donc:

- l'acquisition d'un ensemble de connaissances spécifiques à l'exercice d'un métier. Il faut noter que ces connaissances sont à la fois théoriques et pratiques puisque le travailleur doit être capable de s'adapter aux changements apportés par la technologie, i.e. capable de relier son expérience concrète de travail à des principes plus généraux.
- L'acquisition d'un savoir faire spécifique à un métier. en effet le travailleur doit non seulement posséder les connaissances nécessaires, mais aussi maîtriser les divers procédés qui lui permettront d'appliquer ces connaissances. Cette dimension de la formation professionnelle est importante car certaines professions font largement appel à des habilités psychomotrices.
- Le développement chez le travailleur de sa sociabilité. Puisque dans la majorité des cas l'exercice d'une profession prend sa source dans le travail d'équipe, il est donc important de développer chez le futur travailleur, sa capacité de communication et de collaboration.

- Le développement chez le travailleur de sa capacité d'adaptation aux changements. En effet, puisque les progrès scientifiques apportent de constantes mutations au processus de production, il est nécessaire que le futur travailleur puisse s'y adapter. C'est pourquoi la formation professionnelle doit développer chez l'étudiant sa capacité à poser des gestes autonomes empreints d'initiative et de créativité.

3e catégorie d'objectifs

Développer chez l'étudiant les facultés de créativité et d'initiative nécessitées par l'exercice de l'ensemble des rôles.

Si le système d'éducation doit offrir les conditions objectives de formation à l'ensemble des rôles d'un individu, il convient de noter immédiatement que les exigences reliées à l'accomplissement de chacun d'eux ne peuvent être acquises de façon définitive. En effet, la société actuelle est marquée par des mutations rapides de la vie économique, sociale, culturelle et politique, de sorte que l'homme est appelé à se renouveler constamment.

L'évolution rapide de la société apporte donc des modifications constantes du contenu des rôles ou à leur importance relative dans la vie quotidienne. Le système d'éducation vise donc à développer des aptitudes à accomplir adéquatement les diverses facettes actuelles ou prévues des rôles de l'individu dans la société. Il doit viser à développer chez l'étudiant des aptitudes à s'adapter constamment aux changements apportés dans la nature des rôles qui lui sont dévolus.

C'est pourquoi, la formation dispensée par le système scolaire québécois est axée sur le développement des aptitudes de l'étudiant à l'autonomie et à la créativité par l'intégration des connaissances acquises aux actions concrètes de la vie quotidienne et par l'exercice répété d'expériences conduisant au développement de facultés d'adaptation personnelle à des circonstances nouvelles et l'ouverture à la mentalité du changement et à l'éducation continue.

4e catégorie d'objectifs

Adapter la pédagogie aux différences individuelles, de besoins, d'aspirations et de rythmes d'apprentissage de l'étudiant.

Les trois catégories précédentes d'objectifs réfèrent directement aux objectifs de développement des capacités de l'individu à accomplir de façon adéquate et intégrée l'ensemble des rôles qui lui sont ou seront dévolus. La quatrième catégorie d'objectifs réfère beaucoup plus à l'organisation même de l'activité éducative.

L'acquisition des connaissances et des habilités à remplir des fonctions individuelles, sociales ou économiques de façon autonome et créatrice entraîne que toutes les activités pédagogiques soient centrées sur l'élève en tant qu'agent principal de sa propre transformation. C'est donc dire que le développement équilibré de l'étudiant nécessite qu'il puisse progresser intellectuellement, affectivement et socialement à son propre rythme et selon ses propres besoins.

Les politiques d'éducation du système d'éducation québécois visent donc l'individualisation de l'enseignement et cela de trois façons:

- En offrant à chaque étudiant des moyens pédagogiques différenciés permettant d'adapter les méthodes pédagogiques et les rythmes d'apprentissage à ses propres capacités.
- En offrant à l'étudiant de choisir une formation adaptée à ses besoins et aspirations propres par le développement de programmes d'études individuels.
- En offrant à l'étudiant des services de support à la formation adaptés à sa situation socio-affective et intellectuelle.

Ces quatre catégories d'objectifs (formation à l'ensemble des rôles, formation professionnelle, développement de la créativité et de l'initiative et pédagogie en accord avec les potentialités et les aspirations de l'étudiant) constituent les options fondamentales actuelles du système d'éducation québécois. Il faut de plus noter que les objectifs spécifiques s'adressant aux diverses clientèles scolaires y trouvent tous leurs fondements.

Dans les pages qui suivent, les objectifs spécifiques de chacun des niveaux scolaires seront donc identifiés à la lumière de l'exposé précédent et reliés aux caractéristiques des clientèles scolaires auxquelles ils s'adressent.

1.2- L'enseignement préscolaire et élémentaire

1.2.1. OBJECTIFS:

A) L'enseignement préscolaire

La maternelle est la première étape du processus éducatif. Cette étape en est une d'initiation à une vie nouvelle. La maternelle sert de lien ou de pont entre le foyer (univers connu de l'enfant) et l'école (univers inconnu). L'enfant passe d'une société sécuritaire à une société plus vaste où il jouit d'une plus grande liberté.

L'objectif de la maternelle est d'encourager la spontanéité, d'inculquer la joie d'apprendre et le plaisir de créer et d'aider l'enfant à se découvrir à travers les autres.

Le règlement No 7 du ministère de l'Education qui régit la formation préscolaire, élémentaire et secondaire ne prévoit pas de cours à ce niveau mais programme des activités dans lesquelles l'enfant trouve l'occasion de:

- s'informer et de communiquer par la parole
- d'explorer par son sens tactile
- de découvrir au moyen de ses sens
- de créer au moyen de son corps

Il découvre aussi l'autre faisant les mêmes activités.

En d'autres mots, il découvre son monde et s'y situe. Par extension, il développe sa personnalité.

On ne saurait trop insister sur l'importance de ce premier pas sur le reste du chemin à parcourir.

B) L'enseignement élémentaire

Le deuxième pas ou la deuxième étape est l'école élémentaire. L'enseignement élémentaire poursuit les mêmes buts que l'enseignement préscolaire. Toutefois, à ce niveau, des cours sont programmés et adaptés à la psychologie de chaque âge ou groupe d'âges allant de 6 à 12 ans.

- L'objectif général de l'enseignement élémentaire est le suivant: "Favoriser chez l'enfant une maîtrise suffisante de ses moyens d'expression et de communication ainsi que son adaptabilité à une société en évolution"
- A cet objectif général de personnalisation et de socialisation sont reliés les quatre objectifs suivants:
 - Assurer à chaque enfant l'acquisition progressive des outils permanents d'apprentissage.
 - Assurer à chaque enfant une initiation méthodique aux différents champs de connaissance.
 - Assurer le développement de l'enfant aux points de vue physique, affectif, social, moral et religieux.
 - Assurer à chaque enfant le développement du sens de l'émerveillement, de la créativité, de l'initiative.

Tous ces objectifs montrent bien que l'éducation à l'école élémentaire est plus formation qu'information. En quelque sorte, l'école élémentaire place l'enfant dans une situation d'apprentissage où son intérêt est éveillé, où il peut s'exprimer dans un climat favorable de telle sorte qu'il devienne l'artisan de son éducation. C'est lui apprendre non seulement des connaissances mais l'exercice de celles-ci par des activités adaptées à l'âge et aux capacités de l'enfant.

Chacun des programmes-cadres de formation a été élaboré dans cet esprit d'éveil et d'expression:

- Eveil aux réalités humaines et sociales.
L'enseignement religieux, la formation personnelle, familiale et économique ainsi que les sciences humaines poursuivent ce but.
- Eveil à l'esprit scientifique et mathématique.
Ce but est celui de l'enseignement des sciences de la nature et des mathématiques.
- Expression artistique et linguistique.
L'enseignement du français, de l'anglais et l'enseignement des arts poursuivent ce but particulier.
- Expression corporelle et mouvement
C'est l'objectif particulier de l'éducation physique et des activités de plein air.

Bien que chaque programme-cadre poursuive un objectif particulier, il n'en demeure pas moins que tous ces objectifs se complètent et contribuent à atteindre l'objectif général. Chacun d'eux fait référence d'une façon plus ou moins évidente aux capacités de l'enfant de percevoir, observer, imaginer, penser, juger, vouloir, se rappeler, créer et s'adapter. L'enfant apprend donc à utiliser ses sens, ses capacités d'observation, de réflexion, d'exploration, de création et d'échanges.

L'enfant se développe à tous les points de vue à son propre rythme, selon ses propres caractéristiques. Enfin cette étape prépare l'enfant à recevoir un enseignement plus élaboré et plus spécifique à l'école secondaire...

1.2.2 RÉGIME PÉDAGOGIQUEA) Régime de la maternelle

- L'admission Les élèves sont admis à la classe maternelle à l'âge de 5 ans.
- L'inscription L'inscription annuelle est obligatoire pour tout élève fréquentant une école d'une commission scolaire.
- La durée et le calendrier scolaire La durée du cycle est d'une année à raison d'une demi-journée (150 minutes) par jour de classe du calendrier scolaire. Le calendrier scolaire prévoit 5 jours de classe par semaine.
- Groupes d'élèves La classe est constituée d'un groupe de 20 élèves
 - Les maternelles pour enfant de 4 ans fonctionnent à peu près sous le même principe que les maternelles destinées aux enfants de 5 ans. Ces maternelles furent créées pour aider les enfants des milieux défavorisés à s'insérer sans difficulté dans le système scolaire.
 - Les maternelles-maisons se retrouvent surtout en milieu rural où l'isolement crée un problème de regroupement des élèves. Une jardinière itinérante groupe 5 ou 6 enfants dans le logis de l'un d'eux à raison de deux demi-journées par semaine. Les locaux disponibles chez les parents sont utilisés et les ressources du milieu servent de matériel éducatif de préférence aux équipements standards de maternelle. La jardinière assure elle-même le transport des élèves.

- Programmes A la maternelle, il n'y a pas de cours programmés pour les élèves. Des activités sont toutefois organisées.
 - Activités d'organisation du travail
 - Activités d'apprentissage et de formation
 - Activités de consultation, d'évaluation et de synthèse
 - Activités récréatives
- Passage à l'élémentaire Le passage à l'élémentaire se fait automatiquement après ce cycle.

B) Régime de l'élémentaire

- L'admission et l'inscription L'âge d'admission à l'élémentaire est de 6 ans et l'inscription annuelle est obligatoire.
- La durée et le calendrier scolaire Le calendrier scolaire comporte au moins 200 jours dont 180 sont réservés à des activités de formation, les autres jours servant à la planification, à l'évaluation, à des rencontres avec les parents et à diverses activités étudiantes. Les jours du calendrier sont répartis en au moins 4 étapes d'activités de formation. Au cours d'une semaine de 5 jours, l'élève doit participer à 1500 minutes d'activités. Toutefois, par résolution, ce minimum peut être réduit à 1250 minutes pour les enfants de 6,7 et 8 ans.

La répartition des programmes d'études officiels doit être conçue en fonction de six années d'études. Toutefois le programme peut être complété en 5 ans par les enfants doués et en 7 ans par les enfants qui éprouvent des difficultés d'apprentissage.

- Groupes
d'élèves

Au début de l'année scolaire, les élèves sont répartis en groupes de travail. Le premier critère de regroupement est l'âge chronologique. D'autres critères influencent aussi le regroupement. Le rythme d'apprentissage, la maturité, l'affinité des groupes. Entre les étapes d'activités de formation, il est possible au personnel de l'école de procéder à de nouveaux regroupements en respectant le principe de l'individualisation et du respect des caractéristiques individuelles. Le progrès continu détermine le cheminement de l'élève de préférence à la promotion par degré.

- Programmes et
cours

Les disciplines retenues sont les suivantes:

- La langue maternelle
- La langue seconde
- Les sciences de la nature
- Les sciences humaines
- Les mathématiques
- Les arts plastiques
- L'expression musicale
- L'expression dramatique
- L'éducation physique
- Les activités de mouvement

- Méthodes
d'enseigne-
ment

Il existe des programmes-cadres pour chacune des disciplines. Le maître a une certaine liberté quant au contenu, aux méthodes et au contrôle. Les programmes-cadres lui servent de guide ou de point d'appui. Ils tracent les grands objectifs et suggèrent des modalités quant à l'évaluation des contenus et des acquis.

- Evaluation

Le Ministère prépare des tests pour évaluer le développement général de l'élève à diverses étapes. Ces tests sont mis à la disposition des commissions scolaires qui peuvent toutefois préparer leurs propres tests de mesure et d'évaluation.

- Passage au
secondaire

Le passage de l'élémentaire au secondaire se fait après 6 ans d'études c'est-à-dire vers l'âge de 12 ans. Pour le bien de l'enfant, un comité de liaison établit des modalités de passage basées sur les années d'études et l'âge, le rendement scolaire, le fonctionnement intellectuel ainsi que la maturité affective et sociale.

L'élève n'ayant pas complété avec succès le programme après 6 années peut entreprendre une 7^e année à l'élémentaire ou passer au secondaire en inscrivant à son programme des cours d'appoint. Quoi qu'il en soit, l'élève passe obligatoirement au secondaire après 7 ans à l'élémentaire, soit à l'âge de 13 ans.

Exceptionnellement un élève peut passer au secondaire à l'âge de 11 ans si celui-ci a complété le programme de l'élémentaire et en est jugé apte au point de vue de sa maturité affective et sociale.

- Supports Le profil scolaire de l'élève doit inclure des ac-
à la for- tivités étudiantes organisées à l'intérieur du ca-
mation lendrier scolaire.

La consultation par l'élève du personnel professionnel doit être facilitée par un horaire assoupli. Les situations de dialogue et d'échange doivent être encouragées et doivent permettre à l'élève d'y avoir recours aussi souvent que le besoin s'en fait sentir.

Les membres des services aux étudiants établissent les dossiers personnels des élèves suivant les consultations survenues en cours d'année. Ce dossier est soumis à un code d'éthique quant à son utilisation et à sa consultation.

1.3- L'enseignement secondaire

1.3.1 OBJECTIFS:

Alors que l'enseignement élémentaire se veut une étape d'éveil et de prise de conscience des moyens d'expression, l'enseignement secondaire se caractérise par l'approfondissement et la maturation. L'exploration des différents champs d'expression se poursuit. Les disciplines deviennent objet de découverte et de formation grâce à une exploration plus poussée de l'univers.

On pourrait dire de l'enseignement secondaire qu'il cherche à développer chez l'élève les plans physique, affectif, social, moral et religieux. Cependant cet objectif pris comme tel se retrouve au niveau élémentaire aussi bien qu'aux niveaux supérieurs.

- Afin d'atteindre cet objectif au niveau secondaire, l'enseignement doit favoriser:

- Le développement de l'autonomie personnelle, qui engage la responsabilité directe de l'élève et le motive face à sa croissance.
- La maturation affective de l'élève qui prend conscience de ses possibilités et de ses lacunes.
- La maturation sociale de l'élève qui prend conscience de sa valeur et de son utilité au sein de la société
- La découverte personnelle des valeurs, exigeant l'exercice combiné du jugement et d'une réflexion sur soi et sur le monde.

Les autres objectifs de l'école secondaire sont plus spécifiques à ce niveau et mettent davantage en lumière les caractéristiques d'exploration et d'approfondissement dont nous avons parlé au début:

- Assurer à chaque élève l'acquisition et le développement d'habiletés verbales, cognitives et motrices.

Ainsi l'enseignement secondaire doit favoriser:

- Le développement de la créativité et de l'imagination et de toutes les formes de la pensée inventive
- La communication par le langage. C'est par la communication que l'élève s'ouvre davantage au monde.
- Permettre à chaque élève une exploration méthodique et équilibrée des différents champs de connaissance.

L'enseignement secondaire en effet favorise l'exercice de la pensée scientifique au sens large, ce qui sert d'orientation aux différentes problématiques et d'éveil à la curiosité intellectuelle par l'ouverture à l'expérience.

- Assurer à chaque élève la possibilité de se définir une fonction reliée au développement culturel et économique de la société.

Il s'agit dans ce cas de favoriser l'acquisition et le perfectionnement d'habilités, de méthodes de travail et de connaissance afin que l'élève puisse accroître et approfondir le champ de son savoir.

- Assurer à chaque élève le développement de la motivation pour une éducation permanente en vue d'un enrichissement personnel et d'une adaptation constante au contexte social et économique.

Cet objectif est assez important puisque l'école secondaire veut développer chez l'élève sa curiosité intellectuelle et son désir d'apprendre, de connaître, que ce soit pour celui qui entend accéder à un niveau d'enseignement supérieur ou pour celui qui désire aller sur le marché du travail.

Nous venons de décrire les 5 objectifs que l'enseignement secondaire poursuit pour tous les élèves de ce niveau. Cette formation de base visée cherche à éviter une spécialisation exclusive et prématurée. La formation se diversifie graduellement par un jeu d'options permettant à l'élève d'orienter son choix vers des domaines de connaissances conformes à ses goûts et à ses aptitudes.

L'enseignement polyvalent cherche à éviter cette spécialisation prématurée tout en permettant aux élèves des choix ou des orientations qu'il peut modifier en tout temps. Le profil scolaire doit comporter les cours et activités suivantes:

- Des cours dans des disciplines communes à tous les élèves

Le but de ces cours est de donner une formation de base à tous.

- Des cours dans une concentration

Le but de ces cours est de permettre à l'élève d'approfondir le champ de connaissance répondant à ses goûts et aptitudes

- Des cours complémentaires

Le but de ces cours est de cultiver l'intérêt et le respect pour les disciplines et les orientations qui n'ont pas fait l'objet du choix principal de l'élève.

- Des activités étudiantes

Ces activités ont pour but de permettre à l'étudiant de communiquer avec d'autres élèves partageant ses goûts, ses affinités.

En d'autres mots, l'interdépendance des groupes doit développer une mentalité sociale en habituant les adolescents à prendre conscience de ce que chaque citoyen apporte, selon ses dons et ses habilités, au bien commun de la collectivité.

La formation professionnelle vise à préparer l'élève à exercer immédiatement une fonction de travail qui serve la société et à lui

permettre, par une autonomie accrue, de se mieux épanouir sur les plans personnel et social.

Bien sur, l'élève qui reçoit une formation professionnelle ne peut prétendre connaître à fond la fonction de travail pour laquelle il se destine. Il faut prévoir que l'entreprise se chargera de parfaire sa formation en ce sens. L'élève possèdera toutefois, au terme des études secondaires, une formation d'une part assez approfondie pour lui permettre de s'adapter rapidement aux situations particulières de la fonction de travail qu'il doit exercer, et d'autre part assez diversifiée pour lui permettre d'accéder sans trop de difficultés à des fonctions de travail connexes ou de niveau supérieur. Enfin l'enseignement polyvalent reçu, aura développé chez l'étudiant les capacités de créativité et d'initiatives et les connaissances scientifiques nécessaires à la découverte de nouveaux procédés au sein même de l'exercice de sa profession.

La formation générale poursuit à peu près les mêmes objectifs mais ne prépare pas l'élève à une fonction de travail immédiate. Elle le prépare à accéder à un niveau d'études supérieur où il pourra approfondir davantage le domaine qui l'intéresse, l'enseignement collégial représentant ce niveau d'approfondissement.

1.3.2 RÉGIME_PÉDAGOGIQUE_

- L'inscription L'inscription annuelle est obligatoire.
- La durée et le calendrier scolaire Le calendrier scolaire comporte au moins 200 jours de classe dont 180 sont réservés à des cours et à des activités étudiantes. Les jours du calendrier scolaire doivent être divisés en au moins deux étapes. L'élève doit participer à 1575 minutes de cours et d'activités étudiantes au cours d'une semaine de 5 jours.

Le cours secondaire comprend normalement 5 années divisées en deux cycles:

Le premier cycle est de deux ans et constitue le cours de formation générale. Le deuxième cycle est de trois ans et procure un début de spécialisation soit dans l'ordre de la formation générale ou de la formation professionnelle.

- Groupes d'élèves La population de l'école est répartie en cellules-communautés formées de 100 à 150 élèves. Ces cellules sont formées de façon à ce que les groupes d'élèves puissent se rencontrer le plus souvent possible. Ainsi il est avantageux de regrouper les élèves poursuivant des cours communs. Les activités d'information, de formation et d'apprentissage, prévues au programme de cours sont alors précisées au niveau de chaque école et de cha-

que cellule-communauté.

- Programmes_et
cours

Le profil scolaire d'un élève doit comporter:

- Des cours dans des disciplines communes, fondamentales au niveau secondaire.
- Des cours dits de concentration, déterminés par l'option choisie par l'élève
- Des cours complémentaires destinés à élargir l'horizon de l'élève
- Des activités étudiantes

Les disciplines communes sont les suivantes:

- Langue maternelle
- Religion et morale
- Mathématiques
- Langue seconde
- Education physique
- Développement personnel
- Sciences de la nature et sciences humaines
- Arts
- Techniques/sciences familiales

Les cours de concentration et les cours complémentaires sont choisis parmi une gamme variée de cours.

- Pour la formation générale, l'école secondaire offre:

1- Des cours de formation

- Formation personnelle, familiale, civique et économique
- Formation morale et religieuse
- Education physique
- Formation à la méthode et aux techniques de travail intellectuel

2- Des enseignements

- Sciences humaines
- Sciences de la nature
- Mathématiques
- Arts
- Langues

3- Des sessions d'informations sur les écoles et les professions... etc.

- Pour la formation professionnelle, il y a eu au-delà de 200 cours regroupés selon les secteurs d'activités suivants:

- Techniques biologiques

- Techniques physiques
- Techniques humaines
- Techniques administratives
- Techniques artistiques

- Evaluation

Au niveau secondaire, il n'y a pas d'examens annuels sanctionnant de façon globale la réussite d'une partie d'un programme d'études divisé en étapes bien déterminées. La promotion se fait par cours si bien qu'un élève peut avancer normalement ou de façon accélérée, dans une discipline même s'il accuse un certain retard dans une autre. Chaque cours fait cependant l'objet d'un examen. Advenant un échec dans l'un d'eux, l'élève doit le reprendre et ne peut s'inscrire à un cours de niveau supérieur que s'il a réussi les cours considérés comme préalables. A la fin du secondaire, une attestation d'études est remise à l'élève.

L'élève ayant réussi les examens administrés par le Ministère de l'éducation reçoit un certificat de fin d'études secondaires avec la mention, s'il y a lieu, de la spécialité professionnelle.

- Passage au collégial

Les étudiants ayant obtenu leur certificat d'études secondaires en formation professionnelle se dirigent normalement vers le marché du travail. Les étudiants de formation générale s'apprêtent à poursuivre des études collégiales.

- Supports
à la
formation

Les activités étudiantes font maintenant partie du profil scolaire de l'élève. Ces activités sont choisies par l'élève d'après ses aptitudes et ses intérêts particuliers. Ces activités peuvent être organisées pendant le calendrier scolaire de 200 jours et les périodes de temps libres, les soirées et les fins de semaine, et peuvent aussi être utilisées à cette fin.

Les activités sont facilitées par la création dans l'école de cellules de vie étudiante. La cellule-communauté dont nous avons parlé précédemment et les cellules-foyers (20 à 25 élèves) formées à l'intérieur de la cellule-communauté.

Les activités de formation sont complétées par des services aux étudiants. Les élèves peuvent consulter le personnel professionnel de l'école pour des questions d'information scolaire et professionnelle, d'orientation de problèmes psychologiques ou socio affectifs etc...

1.4- L'enseignement collégial

1.4.1- OBJECTIFS

Comme pour le niveau secondaire, les objectifs de l'enseignement collégial sont basés sur la polyvalence des enseignements. En effet la formation dispensée à ce niveau vise à préparer l'étudiant à remplir adéquatement l'ensemble intégré des rôles qui lui seront confiés dans l'avenir. C'est pourquoi on y retrouve trois objectifs principaux de formation:

- une formation d'ensemble permettant de posséder les connaissances générales nécessaires à l'apprentissage de l'ensemble de ces rôles
- une formation générale et scientifique permettant l'accès aux études universitaires
- une formation technique et scientifique permettant à l'étudiant d'acquérir les connaissances et les habiletés nécessaires à l'exercice adéquat d'une profession au terme des études collégiales.

De plus même si les deux types de formation (générale et professionnelle) conduisent à des débouchés différents, l'enseignement polyvalent en vigueur au niveau collégial vise à favoriser au sein même du processus de formation, un esprit de compréhension mutuelle, de dialogue et de collaboration entre les étudiants inscrits à l'une ou l'autre des voies.

En effet les étudiants sont groupés, pour les activités de formation à partir de concentration de disciplines connexes qui conduisent tout autant à l'accès aux études universitaires prolongeant la formation à ces disciplines ou préparant à l'exercice d'une profession.

C'est par ce groupement d'étudiants en concentration disciplinaire que s'instaure l'esprit de collaboration souhaité entre ceux qui auront plus tard à travailler en complémentarité soit les techniciens (inscrits en formation professionnelle) et les professionnels (les étudiants qui se destinent à des études universitaires).

Cette continuité que vise à instaurer la société québécoise entre les travailleurs occupant des fonctions de travail de niveaux différents mais complémentaires, se voit donc favorisée par l'intégration des deux types d'enseignement au niveau du Collège d'enseignement général et professionnel.

1.4.2 RÉGIME PÉDAGOGIQUE

- L'admission Normalement l'âge de l'entrée au CEGEP est de 17 ans. Pour être admis dans un collège comme étudiant régulier, les conditions sont les suivantes:
 - détenir un certificat d'études secondaires
 - satisfaire aux exigences spécifiques du programme choisi
 - répondre aux conditions particulières du collège

- La durée et le calendrier scolaire Pour les étudiants de formation générale (ceux qui entendent poursuivre des études universitaires), les études collégiales durent 3 ans. Pour ceux de formation professionnelle qui se dirigent sur le marché du travail, les études durent 2 ans.

L'année scolaire se divise en trois sessions. Au moins 2 de ces sessions comportent chacune 15 semaines d'enseignement sans compter la période d'examen. L'une des sessions peut servir à certains étudiants pour reprendre des cours des sessions antérieures. Elle peut aussi servir à d'autres étudiants pour compléter le nombre de cours requis pour ce niveau d'étude.

Une session comporte normalement 6 cours et 2 heures d'éducation physique par semaine. Un cours est composé de 45 leçons (ou 45 heures).

- Programmes et cours • Un programme comprend les trois éléments suivants:

- 12 cours obligatoires
- 1 champ de concentration (pour ceux qui s'orientent vers l'université) ou de spécialisation (pour ceux qui se destinent à une fonction de travail)
- 4 cours complémentaires

1- Tout étudiant est tenu de suivre les cours obligatoires quelque soit son orientation. Ce sont:

- 4 cours de langue et de littérature
- 4 cours de philosophie ou 4 cours jugés équivalents
- 4 cours d'éducation physique

2- Un champ de concentration est formé de 12 cours d'un même bloc de disciplines choisis de la façon suivante:

- Les cours sont choisis dans 3 ou 4 disciplines
- Le maximum de cours dans une même discipline est de 6.

Le champ de spécialisation comprend tous les cours requis par une spécialité donnée compte tenu des exigences de la coordination des cours et de celles des fonctions de travail.

A chaque session, le champ de concentration ou de spécialisation comprend un minimum de 3 cours.

3- Les cours complémentaires permettent à l'étudiant d'entrer en contact avec d'autres domaines du savoir. Ces cours sont choisis dans les disciplines autres que celles qui composent le champ de concentration ou de spécialisation.

- Les disciplines qui composent les champs de concentration sont regroupées en 4 blocs:

Bloc 1:	Mathématiques	Biologie
	Physique	Géologie
	Sciences	
Bloc 2:	Histoire	Anthropologie
	Géographie	Psychologie
	Sociologie	Commerce
	Economique	Mathématiques
Bloc 3:	Langue moderne	
	Langues classiques	
	Théologie et sciences religieuses	
	Histoire	
	Français	
	Anglais	
Bloc 4:	Musique	
	Arts plastiques	

- Pour la formation professionnelle, 70 spécialités sont actuellement enseignées; elles sont regroupées au sein des secteurs d'enseignement suivants:

- 1- Sciences et techniques biologiques
- 2- Sciences et techniques physiques
- 3- Sciences et techniques humaines
- 4- Sciences et techniques administratives
- 5- Arts
- 6- Lettres

- L'évaluation et le passage à l'université

L'évaluation du rendement et des acquis se fait de la façon suivante:

La note finale d'un cours est déterminée par un examen final obligatoire qui compte pour 40% et par les travaux et examens requis pour le cours qui comptent pour 60%.

Les études collégiales sont sanctionnées par un diplôme d'études collégiales donnant accès soit à l'université, soit au marché du travail. Pour obtenir ce diplôme, l'étudiant doit avoir suivi au moins 4 sessions d'études et s'être vu accorder 24 cours (36 dans le cas de certaines spécialités). Il devra en outre avoir accompli un travail de synthèse ou de création à ses deux dernières sessions. Au diplôme est accordée une mention qui tient compte de tous les résultats obtenus pour les cours suivis pendant le cycle choisi au collégial.

- Supports Tout comme au secondaire, il existe au collégial
 à la des services qu'on peut qualifier d'animation de
 formation la vie étudiante. Les services d'aide personnelle
 à l'étudiant regroupent les domaines de consultation
 suivants:- Psychologie
 Orientation
 Placement
 Santé
 Service social
 Pastorale.

On développe aussi le domaine des activités para-
 scolaires et étudiantes qu'on intègre à la formation.
 Un projet éducatif réalisé par un étudiant ou un groupe
 d'étudiants peut faire l'objet d'une accréditation.
 Citons comme exemple quelques réalisations: Montage
 d'une pièce de théâtre, d'un film, création d'un
 journal étudiant, participation à une exposition scien-
 tifique... etc.

1.5- L'enseignement universitaire

Chaque université québécoise possède des caractéristiques qui lui sont propres. Les objectifs et les régimes pédagogiques de chacune d'elles font l'objet d'une carte spécifique (ou d'une loi, pour l'Université du Québec). Bien qu'on puisse y noter des différences d'une université à l'autre, les objectifs et les principes généraux compris dans les régimes pédagogiques sont sensiblement les mêmes; c'est pourquoi la description qui va suivre consistera à décrire les caractéristiques générales communes à toutes les universités québécoises.

1.5.1- Objectifs

Les objectifs de l'enseignement universitaire sont doubles:

- Transmettre des connaissances tant théoriques que pratiques permettant d'accéder à l'exercice adéquat d'une profession;
- Favoriser et organiser la recherche scientifique conduisant à la découverte de nouvelles connaissances et de nouvelles techniques.

L'université possède donc un double mandat, qui constitue en fait le fondement des cycles d'études. En effet, les études du premier cycle préparent l'étudiant à acquérir les connaissances de base conduisant, soit à l'exercice d'une profession, soit à l'accès à des études de niveau supérieur axées vers la recherche. Les études du premier cycle sont donc centrées sur des activités d'enseignement proprement dit (cours magistraux, travaux pratiques, séminaires, stages, etc.). Par ailleurs, c'est à l'intérieur des études de 2^e et de 3^e cycle que l'université répond au second objectif relatif au développement de la recherche scientifique.

Le deuxième cycle, même s'il comporte une part non négligeable d'enseignement proprement dit, est axé sur des activités d'initiation à la recherche scientifique par des travaux personnels de l'étudiant. Enfin, les études de troisième cycle permettent à l'étudiant d'effectuer des recherches personnelles et d'expérimenter des techniques nouvelles reliées à la discipline où il est inscrit.

Il apparaît donc évident que les objectifs de l'enseignement universitaire au Québec permettent à l'étudiant d'être l'agent principal de sa formation et de progresser à son rythme personnel tout en s'orientant graduellement à partir d'une formation de base vers une spécialisation admettant des degrés divers (baccalauréat, maîtrise ou doctorat) et donnant accès au marché du travail au terme de chacune de ces étapes.

1.5.2- Régimes pédagogiques

Bien qu'encore ici, des différences peuvent être notées d'une université à l'autre, les divers régimes pédagogiques comportent en général les caractéristiques suivantes:

- L'admission

Pour être admis à l'université, l'étudiant doit avoir obtenu un diplôme d'études collégiales ou l'équivalent. Les candidats possédant des connaissances et une expérience pertinentes peuvent aussi être admis sur recommandation d'un comité de sélection ou selon certaines conditions spécifiques.

- L'inscription

Un candidat admis doit s'inscrire au programme pour lequel il a été admis et choisir ses cours. Il est possible à un étudiant de modifier le programme choisi ou encore le choix de ses cours s'il procède suivant les normes et les règles établies.

- La durée et le calendrier scolaire

Il y a 3 cycles d'études universitaires:

- le baccalauréat, qui dure en général 3 ans et comprend 90 crédits;
- la maîtrise, qui dure 1 an (ou 3 sessions de 45 crédits) après l'obtention du baccalauréat
- le doctorat (2 ans ou 6 sessions), après l'obtention de la maîtrise.

- Les programmes et les cours

De façon générale, la confection du programme d'études est individualisée, c'est-à-dire que l'étudiant peut choisir les cours qui conviennent le mieux à ses aspirations, ses besoins et son rythme d'apprentissage. Toutefois, l'étudiant, dans la détermination de son programme individuel, est soumis à certaines règles qui identifient:

- un certain nombre de cours obligatoires dans la discipline où l'étudiant s'inscrit
- un certain nombre de cours choisis en dehors du champ de spécialisation
- un nombre minimum et maximum de cours auxquels un étudiant peut s'inscrire au cours d'une même session.

- L'organisation de l'enseignement

- Les activités pédagogiques faisant partie d'un programme peuvent prendre diverses formes:

- enseignement magistral
- travaux dirigés (en groupe)
- travail personnel de l'étudiant

- L'année scolaire comporte, en général, 3 sessions. Chacune d'entre elles s'étend en moyenne sur 15 semaines. L'horaire hebdomadaire de l'étudiant comporte habituellement 15 heures de cours. Par ailleurs, la session d'été est en majorité utilisée pour reprendre des cours échoués ou pour accélérer la réalisation du programme d'études.
- Les domaines de spécialisation sont regroupés, en général, de la façon suivante:

- Arts
- Ingénierie
- Lettres
- Sciences biologiques
- Sciences médicales
- Sciences administratives
- Sciences humaines
- Sciences sociales
- Sciences physiques
- Sciences de l'éducation

- Les méthodes d'enseignement

A ce propos, mentionnons seulement qu'une bonne partie du travail de l'étudiant s'effectue sous forme de séminaires, de travaux en laboratoires et de recherches personnelles et cela, surtout aux 2^e et 3^e cycles. L'initiative personnelle joue un rôle de première importance. Le professeur sert davantage de guide et d'animateur.

- L'évaluation

L'évaluation se fait par le professeur chargé du cours et est basée sur l'appréciation du travail effectué et du rendement de l'étudiant lors des examens et des travaux dirigés et personnels.

- Passage à la maîtrise

Pour entreprendre le programme de maîtrise, l'étudiant doit habituellement avoir obtenu le diplôme de baccalauréat spécialisé.

- Passage au doctorat

La maîtrise est habituellement nécessaire à celui qui désire poursuivre un programme de doctorat.

- Support à la formation

L'université offre également les services d'aide personnelle tels que l'orientation, la santé, l'aide financière, la pastorale, le placement, etc.

En plus de ces services, l'université offre aux étudiants une gamme étendue d'activités socio-culturelles et sportives permettant de créer, au sein de chaque campus, une vie communautaire correspondant aux besoins diversifiés des étudiants et du corps professoral.

1.6- L'éducation aux adultes

1.6.1 OBJECTIFS

Si l'on admet le principe que tout individu doit avoir la possibilité d'apprendre tout au long de sa vie, on comprendra pourquoi beaucoup d'énergies ont été dépensées depuis quelques années dans le domaine de l'éducation permanente.

Les constants changements technologiques, les découvertes scientifiques obligent souvent les adultes à se recycler pour mieux comprendre le nouveau mode de vie que ces transformations impliquent. Cependant ce besoin d'apprendre ne se situe pas uniquement au niveau de la science et de la technologie. L'adulte désire aussi être membre actif de la société dans les domaines culturels et artistiques. En d'autres mots, il veut parfaire sa formation autant générale et professionnelle.

- Les objectifs de l'éducation aux adultes sont les suivants:

- 1- Mettre à la disposition de tous les adultes les ressources éducatives et les programmes adaptés aux besoins de formation et de perfectionnement professionnel. Il faut bien faire comprendre que l'éducation est un processus continu qui doit se poursuivre tout au long de la vie de l'individu en favorisant le développement de sa personnalité.

- Pour ce qui est des objectifs particuliers à chaque niveau de formation, ils demeurent les mêmes que ceux décrits précédemment, que ce soit pour le secondaire ou le collégial. Il en est de même pour les objectifs de formation générale ou de formation professionnelle.

1.6.2 REGIME PEDAGOGIQUE

A) DISPOSITIONS GENERALES

- Admissibilité Les conditions générales d'admissibilité aux cours pour adultes sont les suivantes:
 - Etre un adulte c'est-à-dire dépasser d'au moins un an l'âge normal de fin de scolarité obligatoire au Québec.
 - Avoir laissé l'école régulière depuis au moins 12 mois.
 - Satisfaire aux exigences propres à ces cours.

Il faut dire que les conditions sont souples et tiennent compte des acquis.

- Inscriptions L'inscription se fait
 - dans les établissements d'enseignement, à Multi-Média, au service des cours par correspondance ou dans tout autre organisme de formation reconnu, pour tout cours ou projet éducatif
 - Au centre de la Main-d'œuvre du Canada s'il s'agit du cours à temps plein en formation générale ou en formation professionnelle.

- Durée Puisque la formation aux adultes doit tenir compte de leur situation de vie particulière, la durée du programme est également assez souple.

Tout dépend de l'ampleur du programme, de la formation visée et du temps disponible. Certains adultes suivent le programme à temps complet (recyclage), d'autres à temps partiel (formation et perfectionnement)

15 heures d'enseignement équivaut à 1 crédit

- Méthodes
d'enseigne-
ment

Les méthodes d'enseignement sont adaptées à chaque groupe d'adultes.

B) DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA FORMATION GENERALE

Admission

Chaque unité de formation comporte des pré-requis d'inscription suivant le détail des profils de formation générale.

Objectif

Acquérir le niveau de scolarité requis pour entreprendre un plan de formation professionnelle.

Programmes et cours

- Les domaines de connaissances sont les suivants:

Sciences humaines
Sciences pures et appliquées
Sciences de l'administration
Arts et lettres

- Les niveaux de formation suivants sont couverts:

Formation de base

Pré-secondaire

Secondaire I

Secondaire II

Secondaire III

Secondaire IV

Secondaire V

L'évaluation

La reconnaissance des études se fait selon le système des crédits. Ainsi chaque cours suivi donne lieu à un examen et à une attestation des résultats obtenus.

B) DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Admission

Pour le cours de formation professionnelle à temps plein, on doit se faire inscrire par le conseiller du centre de la Main-d'oeuvre du Canada. Pour les cours à temps partiel, on doit travailler dans un métier ou une spécialité reliée au cours de perfectionnement désiré.

Pour le cours de formation agricole, on doit posséder une formation générale de niveau secondaire II, être agriculteur et être accepté par le comité consultatif régional.

Objectif

Acquérir ou augmenter la compétence dans l'exercice d'un métier ou d'une spécialité.

Programmes et cours

Toutes les disciplines de travail sont couvertes et correspondent soit à des fonctions de travail soit à des spécialités déterminées.

Evaluation

La reconnaissance des études varie selon le niveau de la formation suivie:

- au niveau secondaire: Une attestation d'études, un bulletin cumulatif ou un certificat de fin d'études secondaires est remis pour sanctionner la réussite de chaque plan de formation professionnelle.
- Au niveau collégial: Tous les plans de formation donnent droit à un bulletin cumulatif, une attestation ou un certificat d'études collégiales.

C) DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA FORMATION SOCIO-CULTURELLE

Objectif

Mieux comprendre notre milieu pour le modifier et l'améliorer

Programmes et cours

Les cours portent sur des thèmes de rencontres concernant des problèmes à résoudre dans la vie quotidienne. Les commissions scolaires proposent plusieurs cadres de rencontres permettant aux individus et aux groupes d'échanger sur différents thèmes. De plus des programmes cadre qui servent de guides à la formation sont élaborés par le ministère de l'Education.

Il est aussi possible à une personne ou un groupe de proposer d'autres thèmes de rencontres que ceux déjà proposés.

D) AUTRES MODALITES DE FORMATION AUX ADULTES

En plus des programmes de formation en établissements scolaires, le système d'éducation québécois offre des services d'appoint pour les adultes

Multi-média

Ce programme est conçu pour permettre de développer une meilleure compréhension de soi-même et du milieu de vie.

Un projet éducatif peut grouper un certain nombre de personnes désireuses de trouver une solution à des problèmes ou simplement pour apprendre. La base de ce programme est l'animation pédagogique, l'utilisation des média et la participation.

Cours par correspondance

Il est possible de suivre des cours de formation en utilisant le mode d'enseignement par correspondance. L'adulte peut établir lui-même son propre rythme d'étude. Les cours comportent aussi des examens et les conditions de reconnaissance des études et de certification sont les mêmes que pour les autres cours destinés aux adultes.

E) SUPPORT A LA FORMATION

Pour ceux qui éprouvent de la difficulté à faire un choix, il existe un service aux étudiants-adultes. Ces services sont composés de professionnels, de spécialistes en information, d'animateurs, de conseillers pédagogiques et de conseillers en orientation. Ces services sont disponibles en tout temps de l'année, le jour comme le soir. Ils aident à définir des objectifs personnels, à choisir les méthodes pédagogiques qui conviennent aux aptitudes et à l'expérience professionnelle de chacun. Ces services sont regroupés dans les institutions d'enseignement qui dispensent des cours aux adultes.

1.7- CONCLUSION

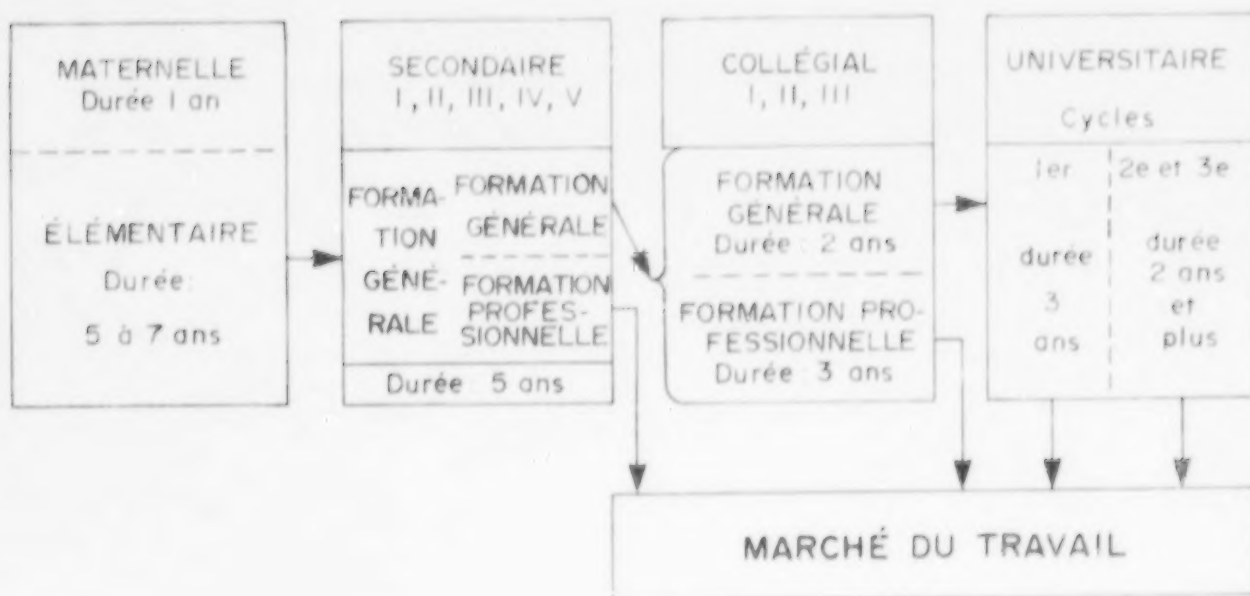
En guise de conclusion sur l'exposé des objectifs d'éducation et des régimes pédagogiques, il est utile de rappeler certaines tendances générales qui se dégagent de la description précédente.

- Les objectifs actuels du système d'éducation du Québec sont centrés non pas uniquement sur la transmission de connaissance mais sur le développement des facultés d'initiative et de créativité favorisant chez l'étudiant l'apprentissage de l'autonomie.
- De plus, les régimes pédagogiques possèdent un caractère de souplesse qui permet une adaptation des contenus de formation aux besoins particuliers des clientèles scolaires. Ces régimes permettent aussi à l'étudiant de se constituer un programme personnel de formation qui correspond le plus étroitement possible à ses goûts et ses aspirations.
- Enfin les régimes en vigueur et les méthodes pédagogiques permettent d'adapter le processus de formation aux différences individuelles par le respect des aptitudes et des rythmes d'apprentissage différents.

Ainsi l'étudiant reçoit une formation qui correspond à ses besoins et ses aspirations et qui est adaptée à ses aptitudes. De plus, le système scolaire québécois offre la possibilité à tout étudiant d'atteindre le niveau de formation qui correspond à ses aptitudes et aspirations. En effet, comme l'indique le graphique suivant, le système scolaire québécois assure des passages souples entre les niveaux d'enseignement et permet à l'étudiant d'accéder au marché du travail en fonction de ses aspirations professionnelles. Ce graphique présente de façon schématique les divers cheminement que peut suivre un étudiant pour atteindre la formation qu'il a choisi.

LE SYSTÈME SCOLAIRE ET LES CHEMINEMENTS DE L'ÉTUDIANT

----- SCOLARITÉ OBLIGATOIRE -----





CHAPITRE 2

LES CLIENTÈLES ET LES RESSOURCES

- LES CLIENTÈLES SCOLAIRES
- LES RESSOURCES HUMAINES
- LES RESSOURCES FINANCIÈRES
- LES RESSOURCES MATÉRIELLES

INTRODUCTION

Pour faire suite au chapitre précédent concernant les objectifs généraux d'éducation et les objectifs des divers niveaux d'enseignement, le présent chapitre sera consacré à la description des clientèles scolaires visées par ces objectifs ainsi que des ressources humaines, financières et matérielles qui sont affectées à la réalisation de ces objectifs.

Il est toutefois nécessaire de rappeler, que la description du système scolaire que constitue ce document ne se veut ni historique, ni prospective. C'est pourquoi la description des clientèles et des ressources présente le portrait actuel plutôt qu'une image évolutive. Par ailleurs, les renseignements statistiques que comprend cette partie se veulent synthétiques puisque plusieurs documents statistiques décrivant le détail des clientèles, des ressources financières et des ressources humaines existent déjà. Les données qui seront donc présentées ici, ne le sont que pour rendre plus compréhensibles les divers éléments du système scolaire qui sont exposés dans les chapitres suivants.

Enfin il faut noter que le terme actuel qui vient d'être utilisé doit être pris dans un sens relatif; en effet la description des données quantitatives du système scolaire sera tout de même échelonnée sur une période deux ou trois ans compte tenu du caractère de disponibilité variable des statistiques concernant les clientèles, les ressources humaines et les ressources matérielles. Quoi qu'il en soit, les variations qu'on peut y observer dans le temps sont assez mineures dans l'ensemble puisque depuis 1970 on assiste à une stabilisation des effectifs scolaires et des ressources à leur service.

2.1- LES CLIENTELES SCOLAIRES

Les données quantitatives sont de première importance sur les clientèles scolaires puisque les élèves sont ceux vers qui sont orientées toutes les activités du système d'éducation. De plus le volume des clientèles scolaires conditionnent l'importance des ressources humaines, financières et matérielles qui sont affectées à leur formation.

La description des clientèles scolaires peut être effectuée selon un nombre assez considérable de variables ou de caractéristiques. Toutefois afin d'abréger cette partie et de ne donner que les renseignements essentiels à l'explication du système scolaire comme tel, seules les caractéristiques ayant une incidence sur le fonctionnement du système scolaire seront analysées.

A) Les clientèles scolaires par niveau d'enseignement

Le tableau 1 présente l'ensemble des clientèles scolaires inscrites pour l'année scolaire 1972/73 par niveau d'enseignement allant de la maternelle au niveau collégial inclusivement. Ces clientèles sont présentées par sexe. Le même tableau comprend aussi la clientèle universitaire, toutefois les statistiques par sexe ne sont pas disponibles.

On y constate donc que pour l'année 1972/73, 1,747,400 élèves étaient inscrits aux cours réguliers dispensés par les divers établissements du système scolaire. Un nombre à peu près égal d'élèves fréquentaient

Tableau 1

Clientèle scolaire par sexe et par niveau d'enseignement
année scolaire 1972/73

Niveaux Sexe	Mater- nelle	Elémen- taire	Secon- daire	Collé- gial	Univer- sitaire	Total
M	50,435	401,060	362,389	54,580	*	874,464
F	48,579	375,642	352,338	45,787	*	822,346
Indétermi- né*					50,590	50,590
T	99,014	776,702	720,727	100,367	50,590	1,747,400

* Statistiques des clientèles universitaires non disponibles par sexe

à ce moment les écoles de niveau élémentaire et les écoles de niveau secondaire. Il faut noter qu'en général les études élémentaires et les études secondaires sont obligatoires au Québec puisque l'âge de la scolarité obligatoire est fixée à 16 ans, ce qui correspond à toute fin pratique à l'âge d'un étudiant terminant ses études secondaires.

En fait pour la même année les taux de fréquentation scolaire pour les enfants dont l'âge correspond aux études élémentaires se situaient aux environs de 99% et de 95% pour le niveau secondaire. C'est donc dire qu'à toute fin pratique le système d'éducation du Québec rejoint toute la population susceptible de fréquenter les classes maternelle, élémentaire et secondaire. D'ailleurs, les clientèles de ces trois niveaux représentent à elles seules 90% des clientèles scolaires totales.

Les clientèles de niveau collégial, représentent pour leur part environ 6% de la clientèle scolaire québécoise; il faut toutefois noter que les études collégiales durent 2 ou 3 ans comparativement à 11 pour l'ensemble des études de niveaux inférieurs. On note aussi que si pour les niveaux d'enseignement inférieurs on retrouvait une proportion égale de garçons et de filles, on retrouve au niveau collégial une certaine sur représentation de la clientèle masculine qui représente 55% du total des inscriptions à ce niveau.

Par ailleurs, il faut rajouter aux 1,747,400 étudiants qui composent la clientèle scolaire régulière, la clientèle scolaire adulte. A ce niveau on note que 57,085 adultes sont inscrits à des cours à plein temps et que 302,383 inscriptions sont recensées pour les cours à temps partiel. Il faut toutefois noter que le dernier chiffre cité ne représente pas un nombre réel d'étudiants mais bien d'inscriptions, ainsi une même personne inscrite à plusieurs cours est donc comptabilisée plusieurs fois.

B) Les clientèles scolaires par réseaux linguistique, confessionnel, public et privé

Comme on l'a indiqué précédemment pour répondre aux besoins diversifiés des clientèles scolaires, le système scolaire québécois est composé de plusieurs réseaux.

1e) Les écoles françaises et les écoles anglaises

Le Québec offre donc à la majorité francophone comme à la minorité anglophone des écoles françaises ou anglaises et de la maternelle aux études universitaires. Le tableau 2 indique pour la dernière année dont les statistiques sont disponibles.

Tableau 2

Clientèle scolaire selon la langue, par niveau d'enseignement
1971/72

	Français	Anglais	TOTAL
Maternelle	87,303 82.7%	18,253 17.3%	105,556 100%
Elementaire	716,164 83.5%	141,575 16.5%	857,739 100%
Secondaire	574,584 85.6%	96,267 14.4%	670,851 100%
Collégial	78,064 86.4%	12,255 13.6%	90,319 100%
Université	35,204 69.6%	15,386 30.4%	50,590 100%
TOTAL	1,491,319 84.0%	283,736 16.0%	1,775,055 100%

soit 1971/72 que les étudiants anglophones composaient 16.0% des clientèles inscrites à tous les niveaux d'enseignement. Par ailleurs ce même tableau nous indique que la proportion d'élèves anglophones tend à s'accroître légèrement par rapport à la moyenne observée pour les études maternelles. On note enfin que 30.4% de la clientèle inscrite au niveau universitaire fréquente les universités anglophones du Québec.

2e) Les réseaux confessionnels

En plus d'offrir des écoles françaises ou anglaises aux communautés francophones et anglophones, le système scolaire québécois offre à la population un réseau d'écoles élémentaires et secondaires confessionnelles. Ainsi le tableau 3

nous indique qu'en 1971/72, 91.3% des clientèles étaient inscrites à des écoles catholiques et que 8.7% fréquentaient des écoles protestantes. On note aussi très peu de variation d'un niveau d'étude à l'autre.

Tableau 3

Clientèle scolaire selon la confession et le niveau d'enseignement

1971/72

	Catholique	Protestant	TOTAL
Maternelle	94,907 89.9%	10,649 10.1%	105,556 100%
Elementaire	778,519 90.8%	79,220 9.2%	857,739 100%
Secondaire	618,242 92.2%	52,609 7.8%	670,851 100%
TOTAL	1,491,668 91.3%	142,478 8.7%	1,634,146 100%

3e) Les réseaux publics et privés

Enfin le système scolaire québécois en plus d'offrir aux diverses communautés québécoises, un réseau d'écoles qui respecte à la fois leur appartenance religieuse et linguistique permet par ses subventions le maintien d'un réseau privé d'enseignement et cela de la maternelle au niveau collégial. Ainsi comme l'indique le tableau 4, 6% des clientèles scolaires inscrites à ces niveaux en 1973/74 fréquentaient des institutions privées d'ensei-

gnement et cela de la maternelle au niveau collégial. Ainsi comme l'indique le tableau 4, 6% des clientèles scolaires-inscrites à ces niveaux en 1973/74 fréquentaient des institutions privées d'enseignement. On y

Tableau 4

Clientèle scolaire selon les réseaux public et privé par niveau d'enseignement 1973/74

	Public	Privé	TOTAL
Maternelle	91,981 96.9%	2,948 3.1%	94,929 100%
Elementaire	719,932 97.4%	19,325 2.6%	739,257 100%
Secondaire	650,364 91.1%	63,726 8.9%	714,090 100%
Collégial	100,176 88.9%	13,280 11.1%	113,456 100%
TOTAL	1,562,453 94.0%	99,279 6.0%	1,661,732 100%

constate aussi que les institutions privées demeurent plus populaires aux niveaux collégial et secondaire qu'au niveau élémentaire.

c) Clientèles par type d'enseignement

Le tableau 7 montre, si l'on compare les années d'études où sont dispensés à la fois des cours de formation générale et des cours de formation professionnelle, que, sur l'ensemble des jeunes et des adultes engagés dans des cours à temps plein en 1973/74, près de 70% d'entre eux étaient inscrits dans des cours de formation générale conduisant aux études supérieures. Par ailleurs, 47.7% des adultes inscrits suivent des cours de formation professionnelle les conduisant directement au marché du travail, tandis que seulement 36.4% des clientèles régulières s'inscrivent au même type de cours. Toutefois, il faut souligner que plus de 44% des étudiants du collégial se destinent au marché du travail à la fin des études de ce niveau, comparativement à 32.9% pour les étudiants du secondaire.

TABLEAU 5

CLIENTELE INSCRITE SELON LE TYPE D'ENSEIGNEMENT
POUR LE SECONDAIRE, LE COLLEGIAL ET LA CLIENTELE
ADULTE, INSCRITE A TEMPS PLEIN

ANNEE SCOLAIRE 1973/74

NIVEAU	TYPE D'ENSEI- GNEMENT		TOTAL
	GENERAL	PROFESSIONNEL	
Secondaire IV & V	162,973 67.1%	80,047 32.9%	243,020 100%
Collégial	59,410 55.6%	47,426 44.4%	106,836 100%
TOTAL - clientèle régulière	222,383 63.6%	127,473 36.4%	349,856 100%
Adultes à temps plein	24,917 52.3%	22,768 47.7%	47,685 100%
TOTAL	247,300 62.2%	150,241 37.8%	397,541 100%

Source: Groupe Démographie scolaire, D.G.P., ministère de l'Education

2-2 LES RESSOURCES HUMAINES

Le système scolaire québécois s'est fixé comme objectif de dispenser à la population du Québec un enseignement de qualité. Puisque près d'un million et trois quarts d'étudiants se retrouvent dans les écoles du Québec, il est important que ceux-ci puissent avoir à leur disposition les personnes ressources nécessaires à leur formation en quantité suffisante. Les quelques tableaux qui suivent permettront d'illustrer sommairement l'ampleur des ressources humaines engagées en éducation.

A) Le personnel enseignant

Comme l'indique le tableau 6, on dénombrait au Québec 77,200 enseignants en 1971/72. De ce nombre le tiers représente l'élément féminin, il faut toutefois souligner que les enseignantes forment à elles seules plus de 90% du personnel enseignant du niveau élémentaire. Par contre au niveau secondaire on note que la proportion d'enseignants masculin est de près de 60% et qu'elle passe à près de 70% au niveau collégial. On y constate aussi que 46% des enseignants sont affectés à l'enseignement secondaire et une proportion sensiblement égale à l'enseignement de niveaux maternelle et élémentaire.

Tableau 6

Personnel enseignant par sexe et par niveau d'enseignement
1972/73

	Masculin	Féminin	TOTAL
Maternelle	9 0.3%	2,629 99.7%	2,638 100%
Elementaire	3,049 9.8%	28,085 90.2%	31,134 100%
Secondaire	21,936 56.7%	16,749 43.3%	38,685 100%
Collégial	3,314 69.7%	1,442 30.3%	4,756 100%
TOTAL	28,308 36.7%	48,905 63.3%	77,213 100%

Par ailleurs le tableau 7 montre que plus de 85% du personnel enseignant se retrouvent dans des écoles francophones et que 94% font partie du réseau public d'écoles québécoises.

Tableau 7

Répartition des enseignants selon les réseaux public et privé
et suivant la langue

1971/72

	Français	Anglais	TOTAL
Public	61,956 85.0%	10,571 15.0%	72,527 100%
Privé	3,227 79.0%	846 21.0%	4,073 100%
TOTAL	65,183 85.0%	11,417 15.0%	76,600 100.0%

B) Le personnel de direction

En plus du personnel enseignant, le système scolaire québécois s'est doté de personnel d'encadrement et de direction qui est nécessaire à la bonne marche des établissements d'enseignement. Le tableau indique en effet qu'en 1971/72 que les établissements d'enseignement étaient dotés

Tableau 8

Personnel de direction selon le niveau, le réseau public privé et le sexe

1971/72

	Public			Privé			Ensemble		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T
Maternelle	2	25	27	-	11	11	2	36	38
	8%	92%	100%	-	100%	100%	5.0%	95%	100%
Elementaire	1527	1353	2880	33	68	101	1560	1421	2981
	53%	47%	100%	32%	68%	100%	52%	48%	100%
Secondaire	3806	971	4777	430	213	643	4236	1184	5420
	79%	21%	100%	66%	34%	100%	78%	22%	100%
Collégial	616	122	732	89	95	184	715	217	916
	84%	16%	100%	48%	52%	100%	78%	22%	100%
Ensemble	5945	2471	8416	552	387	939	6497	2858	9355
	70%	30%	100%	58%	42%	100%	69%	41%	100%

de 9355 personnes occupant des postes d'encadrement ou de direction. Dans ce tableau il faut souligner que la majorité des effectifs de direction se retrouvent dans le secteur public, ce qui rend compte en fait de la répartition des établissements d'enseignement entre les deux secteurs.

Par ailleurs, on y note aussi que 69% des postes de direction sont détenus par des hommes. Cette proportion est par contre plus faible au niveau élémentaire (52%) qu'aux niveaux secondaire ou collégial. (78%)

C) L'expérience du personnel enseignant et de direction

Enfin le système d'éducation ne doit pas uniquement veiller à mettre à la disposition des étudiants un personnel d'éducation en quantité suffisante; il doit s'assurer que ce personnel possède les qualifications requises. Le tableau 9 indique la moyenne d'expérience dans le secteur de l'éducation. On y remarque qu'en moyenne

Tableau 9

Expérience moyenne en éducation du personnel enseignant et du personnel de direction selon le sexe

1971/72

	Enseignant	Direction
Hommes	7.9 ans	14.6 ans
Femmes	10.6 ans	22.1 ans
Ensemble	9.7 ans	16.3 ans

le personnel enseignant possède une expérience de neuf ans dans le domaine de l'éducation et que le personnel de direction possède plus de 16 ans d'expérience. Il faut aussi souligner que l'élément féminin possède une expérience plus étendue et cela tant au niveau des enseignants que du personnel de direction.

2.3- Les ressources financières

Il est bien évident que l'effort fourni par le Québec pour mettre à la disposition de toute la population un système scolaire public de qualité exige un investissement financier considérable. C'est ainsi que, depuis quelques années, le gouvernement du Québec consacre près du tiers de son budget au secteur de l'éducation. Les sommes investies dans le domaine de l'éducation sont partagées entre le secteur public (deux milliards cent vingt quatre millions), le secteur privé (trente quatre millions) et les autres dépenses.

2.3.1- Les dépenses totales pour le secteur public

Le tableau 10, qui présente les dépenses totales en éducation pour le secteur public, montre qu'elles se chiffrent, en 1971/72, à plus de deux milliards de dollars. On y constate que les réseaux élémentaire et secondaire reçoivent les deux tiers de ce budget. Il faut toutefois rappeler que la majorité des clientèles scolaires appartiennent à ce niveau.

TABLEAU 10
DEPENSES AUX FINS D'ENSEIGNEMENT, SELON LE NIVEAU,
POUR L'ANNEE 1971/72, EN MILLIERS DE DOLLARS

NIVEAU NATURE	Elémentaire et secondaire	Collégial	Universitaire	Education des adultes	TOTAL
Fonctionnement	1,275,483	139,499	284,123	42,546	1,741,651
Immobilisations	255,504	66,032	61,548	-	383,084
TOTAL	1,530,987	205,531	345,671	42,546	2,124,735

Source: Economie de l'Education, D.C.P. Ministère de l'Education

Quant à l'utilisation de ces sommes, on note qu'environ 82% sont consacrées à payer les coûts de fonctionnement, alors que 18% permettent la construction, l'achat ou la rénovation majeure d'édifices. Ces dépenses de fonctionnement se distribuent par niveau de façon suivante:

- Les dépenses de fonctionnement des niveaux élémentaire et secondaire exprimées en milliers de dollars, se répartissent comme suit en 1971/72:

- Services administratifs	\$ 82,030.4
- Services pédagogiques	759,420.1
- Services éducatifs	55,117.7
- Services auxiliaires et communautaires	97,400.1
- Autres services	281,614.8
TOTAL	\$ 1,275,483.1

- Les dépenses de fonctionnement du niveau collégial se répartissent comme suit, en 1971/72 (milliers de dollars):

- Services administratifs	\$ 15,238.4
- Services pédagogiques	70,937.8
- Services éducatifs	14,157.9
- Services auxiliaires et communautaires	5,981.4
- Autres services	33,183.2
	\$ 139,498.8

- Les dépenses de fonctionnement du niveau universitaire se répartissent comme suit, en milliers de dollars, pour la même année:

- Enseignement	\$ 125,674.5
- Recherche	45,873.1
- Bibliothèque	7,258.2
- Informatique	5,889.1
- Services aux étudiants	7,644.6
- Entreprises auxiliaires	17,655.7
- Terrains et bâtiments	17,598.8

- Administration	45,332.3
- Autres	9,196.6
TOTAL	\$284,122.9

2.3.2- Les dépenses subventionnées pour le réseau privé

En plus des sommes affectées aux divers organismes publics d'éducation, le gouvernement du Québec permet, par ses subventions, le maintien d'un réseau privé d'établissements d'enseignement. La presque totalité des subventions accordées est appliquée aux dépenses de fonctionnement. Si un établissement privé est déclaré d'intérêt public (par exemple, si l'enseignement qu'il dispense est jugé équivalent à celui du réseau public et si les cours qu'on y donne sont sanctionnés par un examen du ministre), 80% des dépenses de fonctionnement sont défrayées par des subventions, alors que, pour un établissement privé reconnu (c'est-à-dire lorsque les programmes ne correspondent pas aux programmes officiels du réseau public mais sont jugés valables), 60% des dépenses de fonctionnement sont acquittées par des subventions. Il existe une troisième catégorie d'établissement privé: celui qui reçoit un permis d'enseignement. Il faut noter qu'aucune subvention n'est accordée à ce type d'établissement.

Ainsi, en 1971/72, le montant des subventions de fonctionnement pour le secteur privé se répartissait comme suit, en milliers de dollars:

- Maternelle et élémentaire \$	1,422.8
- Secondaire	20,640.8
- Collégial	10,586.9
- Enfance inadaptée	1,731.2
TOTAL	\$ 34,381.7

2.3.3-Autres dépenses

En plus des dépenses directement reliées au maintien des réseaux publics et privés, certaines autres sommes sont directement ou indirectement affectées au domaine de l'Éducation. Une des principales dépenses qu'il serait bon de mentionner est le maintien d'un système de prêts et bourses qui aide l'étudiant de niveau collégial ou universitaire à équilibrer ses dépenses et ses revenus. En 1971/72, un montant de \$44.8 millions fut affecté à ce chapitre, la moyenne des montants alloués s'élevant à \$850 par étudiant.

2.3.4-Sources de revenus du réseau public

Les revenus qui permettaient, en 1971/72, d'acquitter des dépenses au montant de \$1,741 millions de dollars pour le réseau public provenaient des sources suivantes:

\$	447,184.5 millions de l'impôt foncier perçu par les commissions scolaires
	1,019,183.6 millions des subventions du gouvernement du Québec
	73,843.1 millions du gouvernement fédéral, sous forme de subventions directes
	26,564.8 millions des services autofinancés et des locations
	38,078.1 millions des droits de scolarité versés par les étudiants
	136,796.8 millions provenant d'autres sources (dons, vente de services, etc.)

\$ 1,741,650.9 millions

2.4- LES RESSOURCES MATERIELLES

Il serait fastidieux pour le présent exposé de dresser la liste des équipements immobiliers ou mobiliers qui sont directement affectés à l'éducation. Il est toutefois nécessaire de décrire dans ses grandes lignes l'équipement mis à la disposition des clientèles scolaires. On trouvera donc ci-après, une description type de la conception actuelle d'une école dispensant l'un ou l'autre des niveaux d'enseignement.

a) L'équipement de l'école élémentaire

Comme nous l'avons vu au chapitre I, l'enseignement de niveau élémentaire comprend des activités d'organisation du travail, des activités d'apprentissage et de formation et des activités d'évaluation et de synthèse pour lesquelles l'élève peut travailler tantôt seul, tantôt en groupe, ou avec le maître. Les locaux scolaires de l'école élémentaire doivent donc être à la fois de grandeurs différentes et être flexibles et fonctionnels pour répondre à cette organisation pédagogique diversifiée. On observe donc plusieurs types de locaux:

- L'aire d'enseignement dont la superficie en principe dépend de la clientèle globale de l'école doit permettre de regrouper dans un espace physique (sans murs) tous les élèves d'un même groupe d'âge. Toutefois le nombre maximum d'élèves pour une aire d'enseignement ne devrait pas dépasser 180 et la superficie moyenne est de 28 pieds carrés par élève. Chaque aire d'enseignement doit être équipée de murs mobiles mais doit comporter un local fermé pour recevoir un petit groupe d'élèves et une petite salle de travail en équipe pour les maîtres d'une même aire. Les aires

d'enseignement doivent contenir tout le matériel nécessaire à l'enseignement, tableaux, chaises, pupitres, matériel audio-visuel etc..

En plus des aires d'enseignement décrites l'école élémentaire peut comporter, selon le besoin, des locaux pour l'enfance inadaptée qui servent à des cours complémentaires et à l'enseignement correctif. Ces locaux doivent pouvoir recevoir 15 élèves et être adjacents aux aires d'enseignement.

- Le centre de documentation est le local d'individualisation de l'enseignement par excellence. Il est principalement destiné à la lecture et à la poursuite de travaux de recherche. Ce local peut être conçu selon deux formules:

- un centre de documentation unique et central constituant en quelque sorte le noyau autour duquel gravitent toutes les aires d'enseignement
- un centre de documentation décentralisé et réparti par groupe d'aires d'enseignement. Cette formule convient davantage aux écoles à plus d'un étage.

Dans l'une ou l'autre des formules il doit être au centre physique de l'école et ouvrir sur les aires d'enseignement. Le centre comprend obligatoirement deux zones, une zone de rangement du matériel (rayonnage de volumes) et une zone de travail. La zone de rangement prévoit un espace pour la bibliothécaire,

le fichier et le comptoir de prêt. Enfin on peut aménager une troisième zone qui sert alors de remise pour l'équipement audio-visuel, au montage et à la fabrication de ressources pédagogiques ou au visionnement de films.

- La maternelle est un milieu de transition entre le foyer et l'école. Situé au rez-de-chaussée de l'école, ce local comprend un espace d'enseignement de forme habituellement concentrique auquel sont intégrés le dépôt, le vestiaire et les toilettes. La maternelle doit pouvoir recevoir des groupes d'environ 20 à 40 enfants. De plus afin de faciliter les rapprochements entre les enfants de la maternelle et les élèves de 6 et 7 ans la localisation de la maternelle sera située à proximité de l'aire d'enseignement des enfants de cet âge.
- Le gymnase. Puisqu'il appartient à l'école élémentaire de perfectionner la psychomotricité de l'enfant par la pratique d'exercices corporels et le développement de la personnalité et l'amélioration des rapports avec autrui par le jeu, chaque école élémentaire possède un gymnase. Ce local dont la plus grande part de la superficie est accordée au plateau des jeux comprend deux zones celle des jeux et des exercices physiques, celle des services qui comprend vestiaire, toilettes, dépôt de matériel, bureau du moniteur et cuisinette si le local sert au dîner des élèves.
- Les locaux optionnels. Selon l'étendue de la clientèle, une école élémentaire peut comporter une salle de musique, une salle d'art plastique ou une salle polyvalente pouvant s'adapter aux deux types d'enseigne-

ment.

- La salle de musique sert particulièrement aux activités de pratique (vocaliser, chanter, danser, etc.) ou à l'audition de disques. Selon le besoin, des cabines peuvent être aménagées pour la pratique d'instruments en solo.
- La salle d'arts plastiques est complémentaire des aires d'enseignement. Elle doit être aménagée de façon à permettre les activités suivantes: dessin, modelage, peinture, lettrage, coupage, collage, sculpture, impression, travaux collectifs, exposition de travaux, etc... Elle doit aussi comprendre un espace de rangement.

- Les locaux des services administratifs comprennent habituellement, le bureau du principal, le bureau de l'adjoint, le secrétariat, des bureaux ou salles de travail pour le personnel enseignant et les professionnels non enseignants, une salle des professeurs avec cuisinette, un magasin de fourniture scolaire, une salle de photocopie et une salle de conférence.
- Les locaux des services généraux sont habituellement distribués à l'intérieur de l'école, ils comprennent des aires de circulation, une clinique médicale avec unité de secours, des postes d'eau (toilettes et lavabo) un vestiaire, la conciergerie et le dépôt pour le mobilier.

b) L'équipement de l'école secondaire polyvalente

Le chapitre I a laissé voir que les situations et techniques d'apprentissage de l'enseignement secondaire polyvalent sont très variables mais peuvent se ramener à trois grandes catégories: apprendre en recevant des connaissances dispensées par un enseignant (information), apprendre en partageant des connaissances avec ses collègues (exploration) apprendre en découvrant des connaissances par la recherche individuelle. Le cadre physique de l'école secondaire polyvalente doit favoriser ces trois types d'apprentissage.

- Les aires d'enseignement de l'école secondaire sont organisées autour des départements, chaque département comprend donc une aire d'enseignement qui est de plus pourvue de services de laboratoire ou d'ateliers, de bibliothèques (centre de documentation). Elle est subdivisible par des cloisons mobiles ou des écrans visuels selon la nature des activités et le volume de la clientèle à desservir. On peut toutefois identifier quatre types principaux d'aménagement qui correspondent aux situations diversifiées d'apprentissage:

- le grand local favorise l'enseignement à un groupe allant de 100 à 150 élèves, ce local est équipé autant que possible de moyens audio-visuels.
- le local moyen doit permettre une transmission de connaissances à des groupes plus restreint d'étudiants ou permettre un séminaire, il comprend donc en général 35 places. Il est généralement issu d'une subdivision effectuée dans le grand local à l'aide de cloisons amovibles.

- le petit local doit permettre le travail en petit groupe (de 5 à 15 personnes). Il est une subdivision du local moyen effectué au moyen d'écrans mobiles.
- le centre de documentation est intégré à chaque département et complète l'organisation didactique de l'aire d'enseignement. Il comporte un espace de rangement pour la littérature et le matériel audio-visuel approprié à la discipline du département et un nombre suffisant d'isoloirs favorisant la concentration nécessaire à la recherche et à l'apprentissage individuel.
- Les aires d'enseignement professionnel. Comme l'école secondaire polyvalente dispense une formation préparatoire à l'exercice d'un métier sur le marché du travail les exigences particulières de la formation professionnelle amène donc une conception particulière de l'aménagement spatial et de l'équipement didactique. Ainsi l'aire d'enseignement en formation professionnelle nécessite en plus des locaux prévus pour l'enseignement de connaissances, en grands moyens ou petits groupes, l'aménagement de locaux spécifiques reliés aux apprentissages techniques comportant des laboratoires ou des ateliers où se retrouve une variété d'équipements. Afin de faciliter un enseignement polyvalent, il est nécessaire que les élèves soient inscrits au sein d'un regroupement basé sur des connaissances communes à plusieurs professions. Ainsi pour la formation il y a communément deux aires d'enseignement:

- l'aire de base est une aire pourvue des équipements

nécessaires à l'exploration et à l'acquisition de connaissances communes à plusieurs fonctions de travail connexes. C'est la disposition, la diversité et l'importance des équipements qui rendent le local polyvalent.

- l'aire de spécialisation est l'aire de base enrichie par l'ajout des équipements nécessaires à l'enseignement des concentrations professionnelles de fonctions de travail spécifiques. Cette aire permet de dispenser un enseignement plus spécialisé répondant aux besoins du monde du travail

• Les locaux réservés à la vie étudiante

Puisque l'école doit constituer non seulement un établissement d'enseignement mais un milieu de vie attrayant pour l'étudiant, plusieurs locaux doivent être réservés à la vie étudiante et aux activités d'animation ou de services qu'elle nécessite. Ces locaux peuvent être regroupés en deux catégories:

- 1)- les locaux d'animation propices à l'animation étudiante et aux activités libres comportent habituellement une galerie d'accueil qui sert de hall de rencontre et de détente au service de la clientèle de l'école et de ses visiteurs. Elle supplée au besoin ou manque d'espace créé par la saturation de l'auditorium, de la bibliothèque et du centre social étudiant.

le centre social étudiant est la cellule centrale de l'animation étudiante par les élèves eux-mêmes. Il est géré par les responsables étudiants qui en assument également l'organisation esthétique.

Il comporte habituellement trois zones, l'une réservée aux activités récréatives bruyantes, une autre consacrée aux activités plus calmes qui constitue une sorte de vivair pour la lecture ou la conversation libre, une troisième comporte des petits locaux pour les activités internes des associations étudiantes, telles que les ciné-clubs, le conseil étudiant, etc...

les services communs auditorium, cafétéria, gymnase offrent tous les services normaux nécessaires à créer au sein même de l'école un milieu de vie attrayant pour les étudiants et le personnel.

2)-les locaux de consultation sont réservés pour les activités individuelles de support aux activités de formation proprement dites. Ils comportent habituellement:

- un centre de documentation scolaire et professionnelle
- une salle de test et de conférence
- une salle de réception et un secrétariat de services
- des bureaux pour les conseillers d'orientation, psychologues, travailleurs sociaux, infirmières, etc...
- une salle d'examen médical et des espaces de repos.

• Les locaux réservés à l'administration

Ces locaux sont plus ou moins vastes mais en proportion de la clientèle de l'école on y retrouve prin-

ciatement des espaces prévus pour:

- les bureaux du personnel administratif de l'école (direction et secrétariat)
- les bureaux du personnel enseignant et la salle des professeurs
- des locaux réservés à l'entreposage du matériel et du mobilier, des ateliers d'entretien et de la conciergerie.

c) L'équipement du collège d'enseignement général et professionnel

Dans l'ensemble, l'équipement d'un collège d'enseignement général et professionnel comporte comme pour l'école secondaire, des locaux réservés à l'enseignement, à la vie étudiante et à l'administration. Toutefois compte tenu de la nature même de l'enseignement collégial, de la vocation spécifique de chaque collège et du volume de la clientèle desservie, on observe des variations assez grandes dans les aménagements physiques des établissements. Afin de donner une juste image de la réalité, la description des équipements didactiques et de l'aménagement physique qui va suivre sera basée sur un CEGEP moyen comportant environ 3,000 étudiants, dont 60% sont inscrits en formation professionnelle et situé dans une ville de moyenne importance.

• L'aire d'enseignement

Comme il a été indiqué au chapitre précédent, la formation générale aussi bien que la formation professionnelle dispensée au niveau collégial, est centrée sur un enseignement polyvalent regroupé selon des secteurs ou des familles. On observe alors quatre types

de locaux qui sont directement reliés aux activités d'enseignement:

- 1)- Les locaux réguliers d'enseignement regroupent des classes et des amphithéâtres équipés de matériel didactique et audio-visuel nécessaire à l'enseignement. Le CEGEP moyen sélectionné comme exemple comporte 37 de ces locaux d'une superficie moyenne de 800 pieds carrés.
- 2)- Les laboratoires de sciences pures complètent l'équipement affecté à la didactique commune aux enseignements général et professionnel. Ces laboratoires ont comme fonction de permettre à l'étudiant de mettre en application les diverses notions théoriques par une expérimentation des connaissances et techniques enseignées. On y retrouve donc des laboratoires de physique générale, de biologie générale et de chimie générale. Chaque laboratoire est pourvu des instruments nécessaires à l'expérimentation prévue au programme d'enseignement en nombre suffisant pour desservir adéquatement la clientèle inscrite. Le CEGEP qui sert ici d'exemple comporte 5 laboratoires qui sont utilisés en rotation par les élèves.
- 3)- Les laboratoires professionnels sont directement reliés à l'enseignement des techniques permettant d'acquérir les apprentissages nécessaires à l'exercice adéquat de professions du marché du travail. Il est dès lors évident que le nombre et l'importance de l'équipement qui y est affecté varie en fonction du nombre de spécialités professionnelles offertes par chaque CEGEP. Il faut toutefois noter que l'équipement didactique

qui y est inclus (meublier, appareillage et machinerie) varie aussi selon la nature même des apprentissages prévus. Le CEGEP moyen dispense quant à lui l'enseignement de 17 techniques professionnelles pour lesquelles on a prévu 26 laboratoires, dont la superficie varie de 800 à 5200 pieds carrés selon la technique enseignée.

- 4)-Les locaux spéciaux regroupent en général des espaces prévus pour l'enseignement ou l'apprentissage reliées à l'enseignement général ou l'enseignement des techniques humaines qui nécessitent des aménagements spécifiques. Dans l'ensemble ils comprennent des laboratoires de langues d'histoire, de mathématiques, de dessin, de musique et d'arts plastiques. Un CEGEP de 3,000 élèves comporte généralement 7 laboratoires de ce type.

• L'aire de support à l'enseignement

Les équipements didactiques et physiques permettant de fournir aux étudiants une assistance dans leur effort personnel de formation comprend:

- 1) la bibliothèque, qui est complétée par une audio-vidéothèque, comporte, en plus d'espace réservé à l'entreposage des documents, des espaces d'études individuels réservés aux usagers (125 pour un CEGEP de 3,000 élèves) des salles de périodiques, des salles de séminaires et des salles de visionnement. On y trouve en plus des salles de lecture, un service de prêt, de catalogage, un service de photocopie. Ces locaux comprennent aussi les bureaux du

personnel et parfois un salon de repos.

- 2) l'auditorium qui doit comprendre des places en nombre suffisant, un équipement audiovisuel complet, un vestiaire, des services sanitaires et des salles d'habillage.
- 3) le gymnase comprend les locaux et les équipements physiques nécessités par l'enseignement ou l'exercice physique libre. Pour un CEGEP de 3,000 élèves on y trouve habituellement un gymnase double, une piscine, une salle de conditionnement et une salle de rythmique. Des équipements communautaires tels douches, vestiaire, espace de rangement du matériel et casiers personnels sont aussi prévus de même que les bureaux du personnel enseignant et non enseignant.

• L'aire de la vie étudiante

Comme pour le secondaire, des locaux sont réservés pour les services aux étudiants (psychologie, orientation, placement étudiant, santé et pastorale) et pour les activités d'animation de la vie étudiante (loisirs et sports, activités socio-culturelles). Ces locaux sont généralement regroupés.

- 1) Les locaux des services aux étudiants comportent surtout des bureaux pour la consultation personnelle (psychologie, orientation, placement) une ou des salles de tests ou d'examens, un centre de documentation et des salles d'attentes. On y retrouve aussi au niveau du service de santé une salle d'examens, une clinique d'urgence et le bu-

reau de l'infirmière. Enfin le service du culte et de la pastorale comporte une salle de réunion qui peut servir de sanctuaire et les bureaux des responsables de ce service.

- 2) Les locaux de la vie étudiante comprennent les bureaux du responsable et des animateurs du sport scolaire et des activités socio-culturelles. Ils comportent aussi un certain nombre de bureaux de grandeurs variables pour les associations étudiantes, telles que le conseil de l'école, la presse étudiante et les autres associations à caractère socio-culturel et sportif. Enfin des salles de différentes dimensions permettent le regroupement libre d'étudiants.

• L'aire de l'administration

Enfin divers locaux sont réservés à loger l'administration du Collège ainsi que les services administratifs. Ils regroupent aussi l'équipement mis à la disposition du personnel des services pédagogiques. En plus de ces bureaux, il faut noter les particularités suivantes:

- 1) Le service de l'informatique sert à la fois aux fins de l'administration et d'enseignement. C'est pourquoi en plus des espaces prévus pour l'appareillage technique et le personnel administratif, on y retrouve des locaux à fonction pédagogique, tels des laboratoires d'informatique et des salles de travail.
- 2) Les bureaux des services pédagogiques abritent en plus de la direction, un secrétariat.

un nombre suffisant de bureaux pour les conseillers pédagogiques, les chefs de départements et les enseignants. Enfin on y trouve un salon des professeurs.

• La résidence et la cafétéria

Comme les CEGEP reçoivent en général une bonne partie de leur clientèle en provenance de régions éloignées, la majorité d'entre eux possèdent une cafétéria et une résidence d'étudiants. C'est habituellement dans ces locaux que l'on retrouve aussi le salon des étudiants, lieu de rencontres informelles et de détente.

D) L'équipement de l'enseignement universitaire

Il n'existe pas à proprement parler d'équipement universitaire type. Ceux-ci varient selon la nature des études dispensées dans les facultés ou départements. Par ailleurs, les services centraux de l'administration, des services sportifs et récréatifs sont généralement centralisés sur les campus universitaires. L'importance physique des campus et des édifices qui les composent est directement proportionnelle à la clientèle inscrite.

E) L'équipement de l'enseignement aux adultes

L'équipement scolaire régulier qui vient d'être décrit sert en fait à l'enseignement des adultes. Il faut toutefois noter que certains équipements de laboratoires sont requis de façon complémentaire pour dispenser l'enseignement à une clientèle adulte nombreuse dans certaines régions.

2.5 - CONCLUSION

En fait on a pu constater par l'exposé qui vient d'être fait que l'effort fiscal consenti par les québécois pour le secteur de l'éducation permet au système d'éducation de mettre à la disposition de 1,829,025 personnes qui composent sa clientèle régulière en 1972/73 des ressources humaines et matérielles importantes.

Le tableau synthèse de la page suivante nous permet de comparer les divers ordres de grandeur des ressources investies en comparaison avec les clientèles scolaires régulières inscrites aux divers niveaux d'enseignement.

Au niveau des ressources humaines, on y note que 80,420 enseignants sont au service de 1,770,940 étudiants (en excluant les inscriptions aux cours aux adultes) ce qui représente pour l'ensemble des clientèles un enseignant par 22 élèves. Par ailleurs ces taux sont différents selon les niveaux d'enseignement, passant d'un enseignant pour 23 élèves à l'élémentaire, à un enseignant par 21 étudiants au secondaire, à un enseignant par 25 étudiants au collégial et à un enseignant par 15 étudiants à l'université.

Par ailleurs, on note aussi que le système scolaire québécois couvre la totalité du territoire québécois. Ceci est surtout vrai des 2,234 écoles élémentaires dispensées sur tout le territoire et qui groupent donc en moyenne 390 élèves. Au niveau secondaire l'enseignement est dispensé par 958 écoles qui groupent donc en moyenne plus de 750 étudiants. On retrouve au niveau collégial, un campus par 2,230 étudiants alors qu'à l'université ou l'université constituante regroupe en moyenne 4,170 étudiants.

Tableau 11

Synthèse des clientèles, des ressources humaines, matérielles et financières investies en éducation au Québec

	Clientèles scolaires (1)	Personnel enseignant (2)	Nombre d'écoles publiques (3)	Nombre de corporations scolaires (4)	Budget de fonctionnement en millions (5)
Elémentaire (y compris maternelle)	875,716	35,646	2,234	245	\$1,085.0
Secondaire	720,727	35,707	958 ⁽⁸⁾	89	503.0
Collégial	100,367	4,247	45 ⁽⁹⁾	37	102.0
Universitaire	75,130	4,820	18 ⁽¹⁰⁾	7	250.0
Education des adultes	57,085 ⁽⁶⁾	-- ⁽⁷⁾	--- ⁽¹¹⁾	---	33.1
TOTAL	1,829,025	80,420	3,255	378	\$1,973.1

(1) Statistiques de l'année 1972/73

(2) Statistiques de l'année 1972/73

(3) Statistiques de l'année 1972/73

(4) Statistiques de l'année 1972/73

(5) Statistiques de l'année 1970/71

(6) Etudiants à temps plein seulement

(7) Statistiques non disponibles

(8) Ce chiffre représente en fait le nombre de bâtiments. De ce nombre 647 écoles donnent seulement un enseignement général, 26 seulement l'enseignement professionnel et 253, l'enseignement polyvalent. Les 28 autres écoles dispensent divers types d'enseignement spécialisé.

- (9) Des 37 CEGEP, cinq sont régionaux; ils totalisent 13 campus
- (10) En tout, les 7 universités gèrent 18 campus ou universités
constituantes
- (11) Statistiques non disponibles

Enfin notons qu'il est impossible de préciser le coût
de fonctionnement moyen par élève, car nous ne possédons pas
les statistiques financières pour l'année 1972/73.

CHAPITRE 3

LES COMPOSANTES ADMINISTRATIVES

- LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
- LES CORPORATIONS SCOLAIRES
- LES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

INTRODUCTION

Ce chapitre est consacré à la description des composantes administratives du système scolaire québécois. Il s'agit en fait d'identifier la nature, le cadre juridique et le mandat de chaque organisme exerçant au sein du système scolaire une fonction de gestion reconnue par législation. Pour faire mieux saisir l'essence même de chacune de ces composantes l'exposé qui va suivre décrira en plus du mandat confié, la composition et la nature des ressources qui permettent à chacune d'elles de remplir adéquatement les responsabilités qui lui sont confiées.

L'exposé tiendra aussi compte de trois types de composantes administratives. Cette catégorisation provient en fait du niveau de responsabilités exercé:

- les composantes centrales sont celles qui sont responsables des prises de décisions affectant l'ensemble du système scolaire.
- les composantes intermédiaires sont celles qui se préoccupent des décisions régionales. Il s'agit de fait d'un niveau de décisions intermédiaire entre l'instance centrale et les établissements d'enseignement.
- les composantes locales constituent en fait les établissements d'enseignement.

Il faut toutefois noter qu'une liaison très étroite s'établit entre ces trois niveaux de composantes dans le processus unifié de gestion du système scolaire. Toutefois le but du présent chapitre n'est pas de décrire ces liaisons. Il s'agit plutôt de définir les responsabilités respectives de chacune des composantes et des modalités de prises de décision qui leur sont propres.

Quant au processus unifié de gestion dont il vient d'être fait état, il sera analysé dans le chapitre suivant. C'est alors que les liaisons entre les diverses composantes pourront clairement être perceptibles.

3.1-LE NIVEAU CENTRAL

Les composantes de ce niveau possèdent comme caractéristiques communes la participation à la prise de décisions concernant l'orientation, le développement et la gestion de l'ensemble du système d'éducation du Québec. On y distinguera trois types de composantes: la composante administrative, les composantes institutionnelles de consultation et les composantes de consultation informelle.

3.1.1-La composante administrative centrale: le ministère de l'éducation

Il n'existe au Québec qu'un seul organisme central responsable des politiques de développement et de la gestion du système d'éducation québécois, le ministère de l'éducation.

Le mandat juridique

Créé en 1964, le ministère de l'éducation s'est vu confier le mandat suivant:

"Le ministre a la responsabilité de promouvoir l'éducation, d'assister la jeunesse dans la préparation et l'orientation de son avenir et d'assurer le développement des institutions d'enseignement" [1]

"Le ministre de l'éducation désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre" est chargé de la direction et de l'administration du ministère de l'éducation.

[1] Loi du ministère de l'éducation, RQ 1964 c. 27, article 2.

Il est également chargé de l'application des lois relatives à l'éducation et des lois d'aide à la jeunesse, sauf celles dont l'application est confiée par la loi à un autre ministre" (1)

Comme on peut le constater, la définition juridique du mandat du ministère de l'éducation n'est pas très explicite sur son mandat réel. Elle fixe plutôt les limites de sa juridiction, à l'intérieur desquelles le ministère promulgue des lois, édicte des politiques et voit à l'application de règlements aptes à promouvoir le développement de l'éducation au Québec, en accord avec les objectifs du système d'éducation tels que définis au premier chapitre.

Quoiqu'il en soit, on peut noter qu'au point de vue juridique le ministère de l'Éducation administre, en 1974, 23 lois dont la liste est placée en annexe.

Rôle du ministère

Si le mandat législatif tel qu'inscrit dans la loi créant le ministère de l'éducation n'est pas très explicite sur son rôle réel face au fonctionnement et au développement du système d'éducation québécois, il est toutefois possible de décrire ce rôle tel qu'exercé actuellement.

Il faut toutefois noter que ce rôle actuel n'est pas celui que le ministère de l'éducation a toujours joué depuis sa création. Le ministre de l'Éducation, monsieur François Cloutier disait, en septembre 1972, les grandes lignes directrices de l'action du ministère, lors du discours de la rentrée scolaire. Il déclarait notamment:

"... Je ne dis pas que le ministère de l'Éducation n'a pas été centralisateur. Il l'a été surtout à ses débuts et il devait l'être. Ne suffit-il pas de penser à la situation qui prévalait alors,

(1) Loi du ministère de l'éducation, SN 1964 c233 article 1

avec la multiplicité des commissions scolaires et la disparité des programmes. Il fallait mettre de l'ordre, harmoniser, établir des politiques et des procédures administratives, en un mot, faire en sorte que tous les enfants du Québec puissent recevoir un traitement comparable. Mais si cette phase centralisatrice s'imposait, elle appelle maintenant une phase d'écocentralisatrice. Celle-ci est déjà amorcée grâce à certaines mesures...

"Le ministère de l'Éducation de par sa responsabilité générale, se doit d'assurer la pérennité des ressources tant financières qu'humaines, la qualité et le contrôle de l'enseignement tout en laissant aux instances locales la marge de manœuvre dont elles ont besoin." (1)

C'est donc dans le cadre de cette redéfinition amorcée au début des années 1970, que s'inscrit le rôle actuel du ministère de l'Éducation. Les fonctions du ministère seront donc décrites sommairement ci-après.

Dans l'optique de l'application de ce nouveau rôle, le ministère de l'Éducation a comme principales responsabilités, la définition des objectifs d'éducation, la coordination des recherches et des innovations pédagogiques, l'établissement des standards minimaux, l'établissement de normes de répartition des ressources humaines, financières et matérielles, l'élaboration d'orientations pédagogiques, la coordination des politiques concernant les contenus pédagogiques et les supports à la formation.

Le chapitre suivant sera consacré à l'exposé de la façon dont le ministère de l'Éducation exerce actuellement ses responsabilités face aux autres entités responsables du système scolaire. On peut cependant résumer la configuration des rôles du ministère de la façon suivante.

(1) Discours de la rentrée scolaire - François Cloutier, ministre de l'Éducation, septembre 1972.

Rôle de planification

Le ministère définit les objectifs généraux du système scolaire québécois et les objectifs spécifiques de chacun des niveaux d'enseignement. Il est dans ce contexte responsable d'établir les politiques générales susceptibles de favoriser l'atteinte de ces objectifs, et doit assurer les travaux de prospectives conduisant à définir les orientations à long terme du système d'éducation.

Rôle de contrôle

Face aux objectifs généraux formulés, le ministère de l'Éducation voit à l'établissement de priorités. Il fixe aussi la répartition générale des ressources en tenant compte des principes de justice distributive et de rentabilité. Il met en place des mécanismes de contrôle du respect des priorités et de l'affectation réelle des ressources.

Rôle de coordination

Il voit à assurer la création et le fonctionnement des mécanismes de coordination assurant une cohérence des activités entre les instances décentralisées responsables d'un même niveau d'enseignement ou entre les instances décentralisées responsables de niveaux différents.

Rôle d'évaluation

Le ministère de l'Éducation voit à mettre en place des mécanismes d'évaluation de l'atteinte des objectifs poursuivis et est responsable de l'élaboration de politiques générales concernant l'adaptation aux changements ou aux nouveaux besoins.

Rôle de support, d'animation et d'information

Compte tenu du fait que le ministère de l'Éducation n'est pas l'unique organisme responsable du fonctionnement et du développement du système d'éducation du Québec, il est appelé à jouer un rôle de support et d'animation auprès des autres organismes responsables. Ce rôle s'exerce surtout par la proposition de guides méthodologiques de guides de gestion, d'instrument d'élaboration et de contrôle des objectifs particuliers. Le ministère de l'Éducation voit aussi à transmettre aux autres organismes les informations nécessaires aux prises de décisions locales.

Bien que l'exposé de l'ensemble des rôles du ministère de l'Éducation soit assez théorique, il sera précisé dans le prochain chapitre par la description des champs d'activité où ces rôles s'exercent présentement.

La composition

Comme tous les autres ministères québécois, le ministère de l'Éducation est dirigé par un ministre, député élu à la magistrature québécoise.

Le ministère de l'Éducation est composé de fonctionnaires qui réalisent les diverses activités relatives aux rôles qui lui sont assignés. Pour l'exercice financier 1974/75 les effectifs du ministère comportent 3100 personnes se répartissant comme suit: 120 cadres supérieurs, 70 adjoints aux cadres, 760 professionnels, 240 techniciens et 910 employés de bureau.

Quant à l'organisation administrative du ministère lui-même, on peut distinguer quatre types différents d'unités administratives:

a) Le bureau des sous-ministres

Le bureau des sous-ministres assiste le ministre quant à la direction générale du ministère. Son rôle se situe

au niveau de la gestion générale du système scolaire, de la définition et de la recommandation des politiques nouvelles et de la coordination des activités relevant de la responsabilité des unités administratives formant le ministère, conformément aux politiques énoncées par le ministre.

La loi du ministère de l'Éducation prévoit pour le bureau des sous-ministres la structure suivante:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'Éducation-- et deux sous-ministres associés: l'un après consultation du comité catholique et l'autre après consultation du comité protestant du Conseil supérieur de l'Éducation". (1)

"Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère et il en administre les affaires courantes.

Sous l'autorité du ministre et du sous-ministre et tenant compte des exigences de la coordination établie par le ministère, chaque sous-ministre associé a la responsabilité de l'orientation et de la direction générale des écoles reconnues comme catholiques ou protestantes, selon le cas. Il exerce, en outre, les pouvoirs du sous-ministre dans les sphères que détermine le ministre. (2)

Ainsi le bureau des sous-ministres est obligatoirement composé d'un sous-ministre et de deux sous-ministres associés, un à la foi catholique et l'autre à la foi protestante.

De plus le bureau des sous-ministres est complété par un certain nombre de sous-ministres adjoints qui assistent le sous-ministre au niveau des tâches de direction du ministère. En 1974/75 le bureau des sous-ministres compte 7 sous-ministres adjoints.

(1) Loi du ministère de l'Éducation SR 1964 c233 article 7

(2) Loi du ministère de l'Éducation SR 1964 c233 article 8

b) Les unités chargées de l'administration des réseaux

Ces unités ont la responsabilité de définir les politiques générales de fonctionnement et de développement des réseaux d'enseignement dans le cadre des politiques globales définies par la direction générale du ministère. Elles ont aussi la responsabilité de l'application et du contrôle de ces politiques.

Pour une meilleure efficacité ces unités ont été regroupées en deux zones placées sous la responsabilité d'un sous-ministre adjoint.

- La zone élémentaire et secondaire gère dans le réseau d'écoles maternelles et élémentaires ainsi que le réseau d'écoles secondaires. Cette zone est composée des unités suivantes:
 - Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire
 - Direction générale de l'équipement
 - Direction générale du financement
 - Service des Bureaux régionaux
- La zone supérieure gère les réseaux des collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) et les universités. Cette zone est composée de
 - La Direction générale de l'enseignement collégial
 - La Direction générale de l'enseignement supérieur
 - Le Service des prêts et bourses aux étudiants

En plus des unités comprises dans les deux zones, la Direction générale de l'éducation des adultes est chargée de l'élaboration et de la mise en application des politiques concernant cette clientèle. Lui est aussi rattaché le programme multi-média de formation des adultes.

c) Les unités administratives de support

L'organisation du ministère de l'éducation est complétée par un certain nombre d'unités dites de support parce qu'elles assistent pour des secteurs particuliers, la direction au ministère, les directions générales de réseaux ou les réseaux eux-mêmes dans le développement de leurs activités. Ces unités sont:

- la Direction générale de la planification
- la Direction générale de la gestion
- le Service général de l'enseignement privé
- les Services de l'enseignement catholique et de l'enseignement protestant
- le Service général des personnels des organismes d'enseignement
- le Service général des communications
- le Service de la coopération avec l'extérieur
- le Service de l'informatique
- le Service général des moyens d'enseignement

d) Unités à caractère spécial

Enfin deux unités à caractère spécial sont rattachées au ministère de l'Éducation et sont respectivement dirigées par un sous-ministre adjoint.

- La Régie de la langue française qui conseille le gouvernement sur toute mesure législative ou administrative qui pourrait être adoptée pour que la langue française soit la langue d'usage dans les entreprises publiques et privées au Québec.
- Le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports chargés de l'élaboration et de l'application des politiques visant à développer le loisir sous ses différents aspects tels que les activités sportives, les activités socio-culturelles et les activités de plein air.

Un ministre d'Etat assiste de plus le ministre de l'Education pour la direction de chacune de ces unités.

3.1.2- Les composantes institutionnelles de consultation

En plus des diverses unités composant le ministère de l'Education, trois organismes consultatifs créés par législation assistent le ministre de l'Education dans l'élaboration des politiques générales guidant le développement du système scolaire québécois. Ces organismes visent à faire participer la population concernée à l'élaboration des politiques d'éducation.

A) Le Conseil Supérieur de l'Education

Le Conseil supérieur de l'Education est un organisme consultatif que le ministre peut consulter sur toute question relative à l'éducation et qu'il doit consulter dans les cas précis stipulés par la loi du Conseil.

"Le Conseil est composé de vingt-quatre membres. Au moins seize doivent être de foi catholique, au moins quatre de foi protestante et au moins un doit n'être ni de foi catholique ni de foi protestante"(1)

"Vingt-deux membres du Conseil sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des autorités religieuses et des associations ou organisations les plus représentatives des parents, des enseignants, des administrateurs scolaires et des groupes socio-économiques"(2)

"Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne parmi les membres du conseil un président et un vice-président, l'un de foi catholique et l'autre de foi protestante"(3)

(1) Loi du Conseil Supérieur de l'Education SR 1964 c234 article 3

(2) Loi du Conseil Supérieur de l'Education SR 1964 c234 article 4

(3) Loi du Conseil Supérieur de l'Education SR 1964 c234 article 5

Comme on peut le constater le Conseil supérieur de l'Éducation est responsable de l'aspect religieux et moral de l'enseignement. Le ministre de l'Éducation doit donc consulter le Conseil supérieur pour toute question relative à cet aspect. C'est pourquoi le Conseil supérieur est tenu de par la loi de maintenir deux comités l'un catholique et l'autre protestant. Ces comités sont chargés:

" de faire des règlements pour reconnaître les institutions d'enseignement confessionnelles comme catholiques ou protestantes selon le cas et pour assurer leur caractère confessionnel" ---

" de faire des règlements concernant l'éducation chrétienne, l'enseignement religieux et moral, le service religieux dans les institutions d'enseignement reconnues comme catholiques ou protestantes selon le cas" ---

" d'approuver, au point de vue religieux et moral les programmes, les manuels et le matériel didactique pour l'enseignement dans ces institutions d'enseignement"

" d'approuver pour l'enseignement religieux catholique ou protestant selon le cas, les programmes, les manuels et le matériel didactique..."(1)

En plus de cette responsabilité sur l'aspect moral et religieux de l'éducation au Québec, le Conseil supérieur conseille le ministre, sur tout autre question qui lui est référée par ce dernier, ou de sa propre initiative. Pour remplir ce mandat le Conseil supérieur est assisté par cinq commissions; quatre correspondent aux niveaux d'enseignement élémentaire, secondaire, collégial et supérieur, la cinquième se consacrant à l'éducation des adultes.

Les membres des commissions et comités du Conseil sont nommés par le Conseil lui-même après consultation d'organismes les plus représentatifs des divers milieux reliés à l'enseignement.

(1) Loi du Conseil Supérieur de l'Éducation SR 1964 c264 article 2

Enfin pour réaliser les recherches nécessaires à l'atteinte de son mandat et le support technique aux activités du Conseil, de ses comités et commissions, le Conseil supérieur jouit d'un certain nombre d'employés permanents qui s'élevait en 1974/75 à 25 personnes.

B) Le Conseil des universités

Le Conseil des universités a pour fonction principale de donner avis au ministre de l'Education sur les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire et de lui faire ces recommandations sur les mesures à prendre pour combler ces besoins. C'est de sa propre initiative ou à la demande du ministre que le Conseil soumet ses avis ou recommandations.

Toutefois, le ministre de l'Education est tenu de le consulter sur un certain nombre de questions précisées par la loi du Conseil:

"Tout plan qu'il entend mettre en oeuvre pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire, à chaque phase majeure de son élaboration"

"les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des établissements d'enseignement supérieur"

"la répartition entre les établissements d'enseignement supérieur, du montant global des crédits annuels dégagés pour fins d'enseignement supérieur et de recherche universitaire"

"les mesures qu'il entend adopter pour assurer la coordination entre les établissements d'enseignement supérieur"

"des règles relatives à la standardisation des méthodes comptables des établissements d'enseignement supérieur"(1)

(1) Loi du Conseil des universités 1968 c64 article 4

Le Conseil des universités est composé de dix-sept membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et comprend, outre le président

"neuf personnes du milieu universitaire nommées après consultation des dirigeants, des professeurs et des étudiants des universités"

"quatre personnes nommées après consultation des associations les plus représentatives du monde des affaires et du travail"

"le président de la Commission de recherche universitaire"

"deux fonctionnaires du gouvernement"(1)

Afin de remplir adéquatement son mandat, le Conseil des universités est assisté par une Commission de la recherche universitaire, organisme consultatif qui a pour fonction de lui donner avis sur toute question relative à la recherche universitaire au Québec. Un comité des programmes, nommé conjointement par le Conseil et par le ministère, est responsable de la coordination des activités universitaires par secteur disciplinaire ou par champ d'étude. Le Comité du financement assiste enfin le Conseil dans la préparation de ses recommandations au ministre sur les principes et méthodes de financement des universités en même temps que sur l'allocation annuelle des subventions aux universités.

Le support des activités du Conseil des universités est assuré par un personnel permanent qui se chiffre en 1974/75 à onze personnes.

C) La Commission consultative de l'enseignement privé

La Commission consultative de l'enseignement privé, créée par législation, est composée de neuf membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; au moins six membres sont sommés après consultation des groupes les plus représentatifs des dirigeants, des enseignants et des parents d'élèves du réseau d'établissements privés.

(1) Loi du Conseil des universités 1968 c64 article 5

Le ministre de l'Education est tenu d'obtenir l'avis de la Commission dans tous les cas spécifiés par la loi et notamment au sujet de:

- l'octroi d'un statut à une institution privée (permis d'enseignement, reconnaissance pour fins de subvention, déclaration d'intérêt public),
- l'acceptation du programme d'étude de la dite institution.

Le Conseil consultatif de l'enseignement privé reçoit pour la réalisation de ses activités, le support du Service général de l'enseignement privé du ministère de l'Education.

3.1.3- Les composantes de consultation informelles

Même si le ministère de l'Education n'est pas tenu par la loi de consulter d'autres organismes que ceux mentionnés plus haut pour l'élaboration ou la mise en application de politiques concernant le système scolaire, une forme de consultation bien qu'informelle et sporadique est souvent amorcée auprès de certains organismes, associations ou groupements québécois concernés par l'une ou l'autre des politiques d'éducation.

Certains de ces organismes sont même supportés en partie ou en totalité par des subventions spéciales provenant du ministère de l'Education.

Comme cette consultation est informelle, elle prend diverses formes. Il faut toutefois noter que dans la majorité des cas, la forme de consultation la plus couramment en vigueur demeure la mise sur pied de divers comités du ministère de l'Education composés de représentants de ces organismes ou associations.

Il serait trop fastidieux pour les fins du présent exposé de décrire toutes les modalités que prend en réalité ces formes de consultation. Il suffira d'énoncer les principales associations qui d'une façon ou de l'autre participent à ce processus.

- a) Les associations représentant les organismes responsables de l'éducation au Québec.
 - La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec
 - La "Quebec Association of Protestant School Board"
 - La Fédération des Collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
 - L'association des institutions d'enseignement secondaire
 - La Conférence des recteurs des universités
- b) Les associations représentant les diverses catégories de personnel oeuvrant dans le système d'éducation
 - La Corporation des enseignants du Québec
 - La "Provincial Association of Catholic Teachers of Quebec"
 - L'association provinciale des instituteurs protestants du Québec
 - La Fédération des principaux d'écoles du Québec
 - L'Association des cadres scolaires du Québec
 - La corporation des psychologues de la province de Québec
 - La corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec
- c) Les associations représentant la population
 - La Fédération des associations de parents
 - L'association des parents catholiques du Québec

- L'association d'éducation du Québec
- L'Institut canadien d'Education des adultes
- L'association canadienne des éducateurs de langue française

Il est à noter que cette énumération des associations consultées par le ministère de l'Education n'est que partielle. Elle ne regroupe que les principaux organismes consultés par le ministère de l'Education au cours des dernières années.

3.2 - LE NIVEAU INTERMEDIAIRE

Après avoir décrit sommairement les organismes centraux concernés par le fonctionnement et le développement du système scolaire québécois, la présente partie sera consacrée à la description du pouvoir et de la nature des organismes intermédiaires responsables des politiques d'éducation au Québec.

Ces organismes sont dits "intermédiaires" parce que les responsabilités qui leur sont dévolues dépendent des politiques générales définies par l'organisme central, le ministère de l'Éducation, mais visent à diriger le fonctionnement et le développement des établissements chargés de l'enseignement.

En effet certains aspects du système d'éducation du Québec étant décentralisés, les organismes qui seront décrits ci-après possèdent des pouvoirs réels de décision qui se situent à mi-chemin entre le ministère de l'Éducation et les établissements d'enseignement.

De plus ces organismes intermédiaires possèdent au moins une caractéristique commune; les membres qui les composent sont, soit élus par la population concernée, soit nommés après consultation auprès des principaux organismes représentatifs. Il s'agit en fait de véritable gouvernement habilité à prendre des décisions.

Il faut toutefois noter que ces responsabilités comme leur modalité d'exercice varient selon la nature des organismes et le niveau d'enseignement concerné. C'est pourquoi la présentation tiendra compte des niveaux d'enseignement.

3.2.1- Organisme responsable de l'enseignement de niveau maternelle et élémentaire: LA COMMISSION SCOLAIRE

A) La corporation scolaire

La commission scolaire locale est l'organisme responsable de dispenser les services éducatifs de la maternelle et du niveau élémentaire aux enfants vivant sur le territoire qui lui est assigné. Il s'agit en fait d'une corporation publique au sens même de la loi.

"Les commissaires et les syndics d'école forment dans chaque municipalité, une corporation qui a succession perpétuelle et est habile à ester en justice et à poser tous les actes qu'une corporation peut faire pour les fins pour lesquelles elle est constituée"

"chaque corporation de commissaires d'école est soumise à l'autorité d'un Conseil des commissaires composé de tous les commissaires d'écoles de la corporation"

"Il est aussi constitué pour chacune d'elles, un comité exécutif composé de cinq commissaires incluant le président de la commission scolaire, nommés annuellement par le Conseil des commissaires".(1)

"La votation, lorsqu'elle est nécessaire pour l'élection de commissaires ou syndics d'écoles se fait au scrutin secret"(2)

"Pour avoir le droit de voter aux élections des commissaires ou syndics d'écoles, il faut être inscrit sur la liste des électeurs.

Pour être inscrit sur cette liste, il faut:

- 1^o avoir au moins 18 ans et être citoyen canadien;
- 2^o être domicilié dans la municipalité scolaire ou être propriétaire d'un bien-fonds ou d'un bâtiment et être inscrit comme tel au rôle d'évaluation;

(1) Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires 1971 article 23

(2) Loi de l'Instruction publique SR 1964 c235 article 139

3^e n'être frappé d'aucune incapacité
légale autre que la minorité" (1)

Ainsi comme on peut le constater le conseil des commissaires constitue véritablement une corporation publique au sens de la loi. En effet ses membres sont élus au suffrage universel par vote secret. La corporation scolaire qui a la responsabilité de dispenser les services éducatifs à la population vivant sur son territoire est donc dirigée par un conseil élu par cette population.

Ce véritable gouvernement scolaire par son caractère électif possède aussi selon les dispositions de la législation, les pouvoirs et devoirs réels d'un gouvernement. Les principales responsabilités du Conseil des commissaires sont les suivantes:

- Au niveau des services pédagogiques

- a) engager pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle des instituteurs et institutrices ayant les qualités requises par la loi
- b) résilier l'engagement des personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative
- c) prendre les mesures nécessaires pour que les cours d'études soient dispensés à tous les enfants dans le territoire soumis à leur juridiction
- d) s'assurer que les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études édictés ou approuvés pour les écoles publiques
- e) faire des règlements pour la régie de leurs écoles y compris les règlements concernant l'hygiène

(1) Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires 1971 article 27

- f) pourvoir du transport des enfants à une école si elle le juge nécessaire
- g) mettre gratuitement les livres de classe à la disposition de tous les enfants qui fréquentent les écoles sous sa direction
- h) s'assurer de la fréquentation scolaire obligatoire des enfants ayant atteint l'âge de six ans jusqu'à l'âge de quinze ans compris dans son territoire à moins d'exception prévue à cette fin dans la loi

• Au niveau des propriétés scolaires et des emprunts

- a) administrer les biens meubles et immeubles appartenant à la corporation
- b) acquérir et posséder des biens meubles ou immeubles avec l'accord du ministre
- c) acquérir les terrains nécessaires pour les emplacements d'écoles et de voir à bâtir, réparer et entretenir les écoles ou louer des bâtiments pour y tenir des écoles compte tenu de l'approbation préalable du ministre
- d) acheter ou réparer le mobilier scolaire
- e) obtenir l'autorisation du ministre pour fin d'emprunt et négocier les emprunts qu'il a été autorisé à faire pour ces fins.

• Au niveau de la perception des revenus

- a) imposer des taxes pour le maintien des écoles sous leur contrôle et de percevoir ces taxes
- b) contracter des emprunts, après approbation du ministre, pour les cas de construction, d'acquisition, de location ou de réparation

- c) émettre avec l'autorisation du ministre des affaires municipales et sur recommandation du ministre de l'éducation, des obligations échéant de six mois en six mois ou d'année en année jusqu'à l'extinction de l'emprunt
- d) établir des prévisions budgétaires pour fin d'obtention de subvention d'équilibre budgétaire provenant du ministère de l'éducation.

• Au niveau de la dépense :

- D'effectuer les dépenses nécessaires pour le maintien et le fonctionnement des écoles et le contrôle des dépenses
- Tenir suivant les formalités prescrites, des livres de comptes des recettes et des dépenses
- Effectuer des appels d'offres ou de soumissions et attribuer les contrats selon les dispositions de la législation
- Produire au ministère de l'Education des états financiers annuels détaillés.

Comme on peut le constater, le Conseil des commissaires en plus d'être élu par suffrage universel, possède des pouvoirs exécutoires réels sur la gestion pédagogique des écoles élémentaires comprises dans son territoire. Il possède une autre caractéristique d'un gouvernement autonome, le pouvoir de taxation. Il faut toutefois préciser que ses pouvoirs s'exercent dans les limites prescrites par la loi générale de l'instruction publique et sont soumis aux impératifs des politiques générales édictées par le ministère de l'Education. En effet au niveau même de la perception des revenus, le Conseil des commissaires n'est que partiellement autonome puisqu'en fait la majorité des revenus des commissions scolaires provient des subventions d'équilibre budgétaire distribuées par le

ministère de l'Education. L'ensemble des responsabilités respectives du Conseil des commissaires et du ministère de l'Education sera d'ailleurs décrit dans le chapitre suivant.

B) L'organisme administratif

Pour l'assister dans sa tâche, le Conseil des commissaires jouit de personnels permanents qui composent avec le Conseil des commissaires la direction de la commission scolaire. Certains de ces postes sont même prévus par législation; c'est notamment le cas du directeur général, du directeur général adjoint, et du secrétaire général.

"Le Conseil des commissaires nomme un directeur général, et sous la direction de ce dernier, un directeur général adjoint et un secrétaire général."(1)

Les tâches principales qu'effectue pour le Conseil des commissaires le directeur général sont les suivantes:

- la garde des registres, livres et autres documents déposés à son bureau
- assistance aux réunions de la commission et rédaction des procès-verbaux
- perception des deniers payables à la corporation scolaire
- paiement sur le fonds de la corporation scolaire de toute somme due par elle
- tenue à jour des livres de comptes
- soumission au Conseil du rapport annuel du budget et au public un résumé

(1) Loi sur le regroupement et la gestion des commissions scolaires, 1971 article 44

Toutefois la loi prévoit que le Conseil des commissaires peut par règlement et après approbation du ministre, répartir certaines de ces tâches entre le directeur général, le directeur général adjoint et les personnes qui exercent une fonction de cadre.

En plus des trois personnes ci-haut mentionnées, le Conseil des commissaires jouit d'un certain nombre de personnes composant l'administration de la commission scolaire. En effet la loi stipule que le Conseil des commissaires:

"... nomme également sous la direction du directeur général le personnel de cadre et tout autre personnel requis pour l'administration"(1)

Les règles administratives du ministère de l'Education pour l'année 1973/74 déterminent la liste des effectifs autorisés qui composent normalement l'administration des commissions scolaires. On y retrouve les principales fonctions suivantes:

- Directeur général
- Directeur général adjoint
- Secrétaire général
- Directeur des services de l'enseignement
- Directeur des services personnels à l'élève
- Directeur des services financiers
- Directeur des services de l'équipement
- Directeur des services du personnel
- Coordonnateur de l'enseignement à l'enfance inadaptée
- Coordonnateur des centres de documentation
- Coordonnateur des techniques audio-visuelles

Il est toutefois à noter que plus d'une fonction peut être cumulée par la même personne selon le type de gestion interne adoptée par la commission scolaire. Par ailleurs, le nombre de

(1) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 article 44

postes autorisé pour l'administration de la commission scolaire varie selon l'importance de sa clientèle allant de 2 pour une commission scolaire de moins de 2,000 élèves à 10 postes pour une commission de plus de 18,000 élèves.

En résumé la responsabilité de dispenser l'enseignement élémentaire au Québec repose sur la corporation scolaire, gouvernement local, élu par suffrage universel, auquel on adjoint un certain nombre d'administrateurs pour soutenir son action.

C) L'organisme consultatif

Enfin cette corporation responsable jouit d'un organisme consultatif prévu par la loi; le comité de parents:

"Un comité de parents est institué auprès de chaque commission scolaire ou commission régionale; il est composé des présidents de chaque comité d'école.

Tout comité de parents a pour fonctions:

- a) d'assurer la concertation nécessaire au bon fonctionnement des comités d'école
- b) de transmettre à la commission scolaire l'expression des besoins identifiés par les comités d'école et canaliser vers elle les recommandations de portée générale
- c) de promouvoir la participation des parents à toutes les activités de la commission scolaire ---
- d) de recommander à la commission scolaire toute mesure susceptible d'améliorer l'administration et la gestion des écoles".(1)

(1) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 article 68

3.2.2- Organisme responsable de l'enseignement secondaire: LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE

La responsabilité de dispenser l'enseignement secondaire au Québec est confiée à un organisme appelé commission scolaire régionale.

Au Québec, on compte 55 commissions scolaires régionales catholiques, 9 commissions scolaires protestantes en plus du Conseil scolaire de l'île de Montréal.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut à la demande des commissions scolaires intéressées et sur la recommandation du ministre, constituer des commissions scolaires en une commission scolaire régionale sous le nom et les conditions qu'il juge à propos pour les fins de la construction, de l'entretien d'une ou de plusieurs écoles secondaires ou high schools"(1)

Cet organisme est similaire, pour l'essentiel à la commission scolaire chargée de l'enseignement élémentaire. En fait la commission scolaire régionale est une association d'un certain nombre de commissions scolaires couvrant un territoire donné.

A) La corporation scolaire régionale

La responsabilité de l'administration de la commission scolaire régionale est placée sous la responsabilité du Conseil des commissaires.

"Le Conseil des commissaires visé à l'article 91 est, dans le cas de toute commission régionale, composé de tous les commissaires ou syndics des commissions scolaires qui en sont membres"(2)

(1) Loi de l'instruction publique SR 1964 c 235 article 469

(2) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 article 78

"Le comité exécutif visé à l'article 91 est composé pour les commissions régionales de cinq commissaires nommés par le Conseil des commissaires, il est composé de sept commissaires si la commission régionale comprend plus de vingt-cinq commissaires.

Le comité exécutif d'une Commission régionale doit comprendre au moins un commissaire provenant de chacune des commissions membres de cette commission régionale"(1)

Ainsi le Conseil de la commission scolaire régionale est de fait élu au suffrage universel puisqu'il est composé de tous les commissaires des commissions scolaires qui sont élus par la population. De plus le Conseil exécutif est élu par les commissaires, de même que le président.

Par ailleurs, les responsabilités dévolues au Conseil des commissaires de la commission scolaire régionale sont les mêmes que celles qui appartiennent aux commissions scolaires, telles qu'elles ont été décrites plus haut:

"Les dispositions de la présente loi, quant aux pouvoirs, devoirs et obligations des commissions scolaires et des commissaires d'écoles s'appliquent mutatis mutandis à la Commission scolaire régionale et à ses commissaires"(2)

Ainsi la Conseil des commissaires se voit confié les responsabilités de la gestion pédagogique et administrative des écoles secondaires sous sa juridiction, de la gestion des biens meubles et immeubles qui lui appartiennent ainsi que de l'affectation et du contrôle des dépenses.

Toutefois, il faut souligner que la commission scolaire régionale n'a pas de pouvoir de taxation directe, par l'impôt foncier. Une partie de ses revenus provient de la contribution des commissions scolaires formant la commission régionale.

(1) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 article 76

(2) Loi de l'instruction publique SR 1964 c235 article 473

"La Commission régionale établit les sommes que doivent lui payer, pour chaque année scolaire, les commissions scolaires qui en font partie, aux fins de défrayer le coût de ses dépenses, déduction faite des subventions accordées à ces fins. Ces dépenses nettes sont réparties entre chaque commission scolaire en proportion de la valeur totale des biens imposables par chacune d'elle"(1)

"Chaque commission scolaire qui fait partie d'une commission régionale doit imposer une cotisation ou une taxe spéciale suffisante pour acquitter sa part de toute répartition des dépenses de la commission régionale" (2)

Ainsi la commission scolaire régionale reçoit ses revenus des subventions du ministère de l'Education et de la contribution des commissions scolaires comprises sur son territoire.

B) L'organisme administratif

Tout comme pour la commission scolaire, le Conseil des commissaires de la commission régionale est assisté d'un personnel permanent qui compose l'administration de la commission régionale. D'ailleurs les modalités de la loi exposées pour la commission scolaire s'appliquent pour la régionale. Au sein de cette administration on peut retrouver les fonctions suivantes:

- Directeur général
- Directeur général adjoint
- Directeur des services de l'enseignement
- Adjoint au directeur des services de l'enseignement
- Directeur des services aux étudiants
- Adjoint au directeur des services aux étudiants
- Directeur des services financiers

(1) Loi de l'instruction publique SR 1964 c235 article 488

(2) Loi de l'instruction publique SR 1964 c235 article 492

- Adjoint au directeur des services financiers
- Directeur des services de l'équipement
- Adjoint au directeur des services de l'équipement
- Directeur des services du personnel
- Adjoint au directeur des services du personnel
- Coordonnateur de l'enseignement général
- Coordonnateur de l'enseignement professionnel
- Coordonnateur de l'enseignement à l'enfance inadaptée
- Coordonnateur des programmes, examens et techniques didactiques
- Coordonnateur de la mesure et de l'évaluation
- Coordonnateur de l'animation des activités étudiantes
- Coordonnateur de la consultation personnelle
- Coordonnateur des contrôles financiers
- Coordonnateur du perfectionnement et de l'évaluation
- Coordonnateur de l'emploi
- Coordonnateur des relations de travail
- Coordonnateur de l'aménagement
- Coordonnateur de l'informatique
- Coordonnateur des centres de documentation
- Coordonnateur des techniques audio-visuelles
- Coordonnateur des opérations comptables
- Coordonnateur de l'approvisionnement
- Responsable de l'éducation des adultes
- Adjoint au responsable de l'éducation des adultes

Il faut signaler encore ici que la même personne peut cumuler plus d'une fonction selon les modalités de gestion adoptée par la commission scolaire régionale. D'ailleurs le nombre de postes autorisés varie encore ici selon la grosseur de la commission. Ainsi pour une régionale possédant 2,500 élèves, les postes d'administration autorisés sont de 3; ce chiffre s'élève jusqu'à 13 pour les commissions régionales ayant plus de 12,000 élèves.

C) L'organisme consultatif

Comme c'était le cas pour la commission scolaire chargée de l'enseignement élémentaire, le Conseil des commissaires de la commission régionale jouit d'un organisme consultatif ayant pour nom "Comité de parents" composé de représentants des comités d'école; il recommande à la commission toute mesure susceptible d'améliorer l'administration et la gestion des écoles.

3.2.3- Organisme responsable de l'enseignement collégial

LA CORPORATION DU COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL

L'enseignement de niveau collégial est confié au Québec à l'établissement d'enseignement appelé Collège d'enseignement général et professionnel. (CEGEP) On peut distinguer à l'intérieur de cet établissement deux types de fonctions bien distinctes, les fonctions relatives à l'enseignement et les fonctions relatives à l'administration et à la gestion de l'établissement. Cette dernière catégorie sera traitée dans cette partie alors que la fonction enseignement sera traitée à la partie suivante.

A) La corporation du CEGEP

Le CEGEP est administré par une corporation publique ayant le même statut légal que la commission scolaire antérieurement décrite.

"Un collège est une corporation au sens du code civil et il peut en exercer tous les pouvoirs en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi..."(1)

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-16 Elizabeth II ch 71 article 6

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut sur la recommandation du ministre, instituer, par lettres patentes sous le grand sceau, des collèges ayant pour fin de dispenser l'enseignement général et professionnel de niveau collégial..."(1)

Donc c'est le gouvernement du Québec qui voit à la création des CEGEP. Par ailleurs, il lui délègue certains de ses pouvoirs en le constituant en corporation publique. Cette corporation est administrée par un conseil dont la composition est spécifiée dans la loi:

"Les droits et les pouvoirs d'un collège sont exercés par un conseil; celui-ci est formé des personnes qui font partie du collège."(2)

"Un collège se compose des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

- a) cinq personnes nommées pour trois ans par le lieutenant gouverneur en conseil après consultation des institutions d'enseignement post- secondaire et supérieur, et des groupes socio-économiques du territoire principalement desservi par le collège, des commissions scolaires régionales ou à défaut des commissions scolaires locales de ce territoire;
- b) dix personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil dont quatre nommées pour trois ans sont des professeurs du collège désignés par les professeurs, quatre nommés pour deux ans sont des parents d'étudiants du collège désignés par les parents, et deux, nommés pour un an sont des étudiants du collège désignés par les étudiants;
- c) deux personnes nommées pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil et désignées par la majorité des personnes qui composent le collège

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, 15-16 Elizabeth II ch 71 article 13

(2) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, 15-16 Elizabeth II ch 71 article 8

- d) le directeur général du collège
- e) le directeur des services pédagogiques du collège"(1)

Ainsi comme on peut le constater, même si le Collège d'enseignement général et professionnel est une corporation publique tout comme la Commission scolaire, il en diffère par le mode de nomination des membres formant le Conseil. Il ne s'agit pas de membres élus par suffrage universel mais de membres nommés par le gouvernement:

- après consultation auprès des organismes concernés lorsqu'il s'agit de représentants du monde scolaire et des groupements socio-économiques
- après désignation par mode électif des représentants des professeurs, des parents et des étudiants

La corporation publique chargée d'administrer le CEGEP est donc composé de dix-neuf membres regroupant les représentants des groupements directement impliqués dans le fonctionnement et le développement de ce type d'institution. Toutefois pour assurer une efficacité maximale à la prise de décision, le Conseil du collège se nomme un exécutif:

"Le Collège choisit chaque année son président parmi ceux de ses membres qui sont âgés d'au moins vingt et un ans et qui ne font pas partie du personnel du collège;"(2)

"L'administration courante du collège relève du comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par règlement du collège..."

Le conseil élit parmi ses membres ceux qui font partie du comité exécutif

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-16 Elizabeth II ch 71 article 8

(2) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-16 Elizabeth II ch 71 article 14

Le directeur général préside le comité exécutif dont il est membre ex officio" (1)

Ainsi comme pour le cas de la commission scolaire régionale, les membres de la corporation désignent au sein de leurs membres un président et un conseil exécutif chargé de l'administration courante.

Au niveau même des responsabilités de la corporation du collège, on note des pouvoirs sensiblement identiques à ceux d'une commission scolaire soit:

- conclure avec tout organisme ou tout établissement d'enseignement des conventions relatives à l'enseignement dont il a charge
- faire sur son crédit des emprunts par tout mode reconnu par la loi
- hypothéquer ou nantir ses immeubles ou ses biens meubles
- émettre des obligations ou autre titre
- acquérir, posséder, louer, détenir et administrer des biens meubles et immeubles avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et exproprier avec l'accord de ce dernier certains immeubles
- faire des règlements concernant
 - a) sa régie interne
 - b) la nomination, les fonctions et les pouvoirs membres de son personnel
 - c) la gestion de ses biens
 - d) la composition du comité exécutif et la commission pédagogique
 - e) la poursuite de ses fins

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-16 Elizabeth II ch 71 article 16

Ainsi la corporation du CEGEP possède des pouvoirs similaires à ceux des Conseils des commissions scolaires. C'est particulièrement le cas au niveau de la gestion des services pédagogiques, des propriétés scolaires et des emprunts et au niveau de la gestion des fonds qui lui sont alloués.

Par ailleurs, quant à la perception des revenus, les pouvoirs du Conseil du CEGEP varient par rapport à ceux de la commission scolaire ou de la régionale car il n'a pas de pouvoir de taxation directe ou indirecte. La totalité de ses revenus provient des subventions qu'il reçoit du ministère de l'Éducation et des sommes qu'il se procure à même la gestion de ses propres biens. À cet effet la corporation doit de par la loi:

- soumettre chaque année au ministre avant la date prescrite son budget pour l'année suivante
- transmettre au ministre dans les soixante-jours qui suivent la fin de chaque année financière les états financiers.

Par ailleurs la loi stipule que:

"Les dépenses d'un collège qui ont fait l'objet de l'approbation ou de l'autorisation"--- (du ministre)
 "sont payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature"(1)

Ainsi sur examen des prévisions budgétaires et des états financiers le gouvernement verse au Conseil du CEGEP les sommes nécessaires à la réalisation de ses opérations.

B) L'organisme d'administration du CEGEP

Encore ici comme pour les commissions scolaires le Conseil du CEGEP est assisté dans ses fonctions par du personnel qui lui est affecté et qui compose le personnel permanent de l'administration du CEGEP.

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
 15-16 Elizabeth II c 71 article 31

Certains de ces postes sont d'ailleurs prévus dans la loi:

"Le conseil, après avoir pris l'avis de la commission pédagogique, nomme un directeur général et un directeur des services pédagogiques pour une période qui ne peut excéder trois ans..."

"Le directeur général veille à l'exécution des décisions du conseil et du comité exécutif"

"Sous l'autorité du directeur général, le directeur des services pédagogiques s'occupe des questions d'ordre pédagogique, il exerce les fonctions et pouvoirs du directeur général en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier"(1)

Ainsi l'organisme permanent d'administration du CEGEP est d'abord formé du directeur général et du directeur des services pédagogiques. Ceux-ci exécutent ou voient à l'exécution des décisions du Conseil ou du comité exécutif.

En plus de ces deux personnes, les règles administratives du ministère de l'Education définissent comme faisant partie de l'administration du CEGEP les fonctions suivantes:

- L'adjoint au directeur des services pédagogiques
- Le directeur des services aux étudiants
- Le coordonnateur dans les services aux étudiants
- Le contrôleur et directeur des services financiers
- Le directeur des services de l'équipement
- Le directeur des services du personnel
- Le directeur de l'informatique
- Le coordonnateur de l'informatique
- Le secrétaire général
- Le coordonnateur de la recherche et de l'expérimentation

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-16 Elizabeth II c 71 article 20

- Le coordonnateur de l'éducation des adultes
- Le coordonnateur de l'aide pédagogique individuelle
- Le coordonnateur des centres de documentation
- Le coordonnateur des techniques audio-visuelles

Il est prévu que plus d'une fonction peut être confiée à la même personne selon la nature des besoins de gestion interne du collège. Par ailleurs le nombre de postes autorisés varient selon la grosseur du collège; le nombre de personnes qu'un collège de moins de 1,500 élèves est autorisé à engager est de 9, il s'élève jusqu'à 16 personnes pour un collège de plus de 4,500 étudiants.

C) L'organisme consultatif

Tout comme le conseil des commissaires, le Conseil du Collège d'enseignement général et professionnel est aussi assisté par un organisme consultatif: la commission pédagogique. Celle-ci est clairement définie par la loi:

"Le conseil établit une commission pédagogique dont la fonction principale est de l'aviser sur l'organisation et le développement de l'enseignement et sur les nominations aux fonctions de directeur pédagogique.

Les membres de cette commission sont nommés par le conseil, mais au moins trois doivent être choisis parmi les personnes désignées par les professeurs du collège.

Le directeur des services pédagogiques est membre ex officio de la commission pédagogique".(1)

En guise de conclusion il est bon de rappeler que tout comme pour la commission scolaire, le Conseil du CEGEP constitue un véritable gouvernement autonome dont les membres représentent la population concernée par l'enseignement collégial.

(1) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel
15-15 Elizabeth II c 71 article 17

Ce gouvernement est assisté dans son action par des permanents à l'administration et par un organisme consultatif, la commission pédagogique.

3.2.4- Organisme responsable de l'enseignement universitaire:
LE CONSEIL DE L'UNIVERSITE

Au Québec, l'enseignement universitaire est confié aux universités. La création de ces établissements s'est échelonnée sur une certaine période de temps; en 1968, il existait six universités, trois de langue française et trois de langue anglaise. Le mandat et le fonctionnement de ces universités est régi par des chartres particulières. Toutefois avec la création de l'Université du Québec, par législation en décembre 1968, les autres universités existantes ont graduellement modifié leur chartre respective pour s'approcher du fonctionnement prévu par la loi pour l'Université du Québec.

Il faut toutefois noter que l'Université du Québec diffère des autres universités sur au moins un point, elle est déconcentrée, i.e. elle administre des campus universitaires qui sont situés à des endroits différents de la province.

Par ailleurs puisque les autres universités tendent de plus en plus à adopter les modalités générales de fonctionnement de l'Université du Québec, l'exposé qui va suivre ne concernera que cette université.

A) La corporation de l'université

L'université du Québec est administrée par une corporation publique ayant le même statut légal que la commission scolaire ou le CEGEP:

"L'Université est une corporation au sens du Code civil et elle peut en exercer tous les pouvoirs généraux en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la loi"(1)

"L'Université a pour objet l'enseignement supérieur et la recherche; elle doit notamment, dans le cadre de cet objet, contribuer à la formation des maîtres"(2)

Ainsi en 1968 le gouvernement créait une corporation publique, chargée d'administrer l'Université du Québec. Cette corporation est dirigée par l'assemblée des gouverneurs:

"Les droits et les pouvoirs de l'Université sont exercés par l'assemblée des gouverneurs, composée des personnes suivantes:

- a) le président de l'université
- b) le recteur de chaque université constituante
- c) au plus trois personnes nommées pour trois ans par le lieutenant gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre parmi les directeurs d'instituts de recherche et des écoles supérieures
- d) cinq personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil dont trois nommées pour trois ans sont des membres du corps professoral des universités constituantes, des écoles supérieures et des instituts de recherche désignés par le corps professoral de ces universités, écoles et instituts et deux nommées pour un an sont des étudiants de ces universités, écoles et instituts désignés par les étudiants de ces universités, écoles et instituts.
- e) trois personnes nommées pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre après consultation des associations les plus représentatives du milieu des affaires et du travail

(1) Loi de l'Université du Québec 1968 c66 article 4

(2) Loi de l'Université du Québec 1968 c66 article 3

f) au plus quatre vice-présidents nommés en vertu de l'article 14 et désignés par la majorité des personnes qui composent l'assemblée des gouverneurs "(1)

"L'administration courante de l'Université relève d'un comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par règlement de l'assemblée des gouverneurs"(2)

"Le comité exécutif se compose du président de l'Université ainsi que d'au moins trois et d'au plus six personnes que l'assemblée des gouverneurs nomme parmi ses membres"(3)

A l'instar des autres corporations scolaires chargées de l'enseignement élémentaire, secondaire et collégial, l'Université de Québec est dirigée par une assemblée des gouverneurs dont les membres sont recrutés parmi les associations directement concernées par le fonctionnement de l'Université soit les instituts de recherche et les écoles supérieures, le corps professoral, les étudiants, le milieu des affaires et l'administration de l'Université.

Cette assemblée, représentée pour les affaires courantes par le comité exécutif possède les responsabilités principales suivantes:

- décerner tous grades, diplômes ou certificats universitaires
- recommander la création d'universités constituantes
- conclure des accords avec tout établissement d'enseignement ou de recherche
- faire sur son crédit des emprunts
- hypothéquer ou nantir ses immeubles
- émettre des obligations
- acquérir, posséder, louer, détenir, administrer et aliéner des biens meubles et immeubles

(1) Loi de l'Université du Québec 1968 c 63 article 7

(2) Loi de l'Université du Québec 1968 c 68 article 15

(3) Loi de l'Université du Québec 1968 c 68 article 16

- adopter des règlements généraux concernant

- a) la constitution d'organismes de régie
- b) l'engagement du personnel
- c) la forme dans laquelle doivent être présentés les états financiers et les prévisions budgétaires
- d) la comptabilité, la vérification, les registres à tenir.

On constate donc que l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec possède les mêmes responsabilités que celles qui sont dévolues aux corporations scolaires chargées de l'enseignement de niveau inférieur. Elle a la responsabilité de la gestion pédagogique de l'affectation des fonds recueillis et de la gérance de ces fonds ainsi que des biens meubles et immeubles qui lui appartiennent.

Toutefois à l'instar des CEGEP, l'assemblée des gouverneurs n'a pas de pouvoir de taxation directe mais tire une partie de ses revenus des frais de scolarité. Toutefois la majorité des sommes nécessaires lui sont fournies par subventions gouvernementales. Ce dernier point est d'ailleurs inscrit dans la loi:

"L'université doit transmettre au ministre chaque année, avant la date que ce dernier prescrit, son budget d'investissement et de fonctionnement pour l'année financière suivante ---"(1)

"Les états financiers de l'Université sont transmis au ministre dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice financier---"(2)

"Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées--- à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature"(3)

(1) Loi de l'Université du Québec 1968 c66 article 23

(2) Loi de l'université du Québec 1968 c66 article 24

(3) Loi de l'Université du Québec 1968 c66 article 59

B) L'organisme administratif

L'assemblée des gouverneurs est assistée dans ses travaux par un organisme administratif appelé "siège social". Le siège social est composé de personnel permanent en nombre suffisant pour assurer une saine administration de l'Université. D'ailleurs certaines fonctions assumées par le siège social sont prévues dans la loi:

"Le président de l'Université est nommé pour cinq ans par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. Il doit s'occuper exclusivement du travail et des devoirs de sa fonction"(1)

"L'assemblée des gouverneurs peut nommer un vice-président à la recherche, un vice-président à l'enseignement, un vice-président à la planification et un vice-président aux affaires administratives et financières; elle peut aussi, avec l'approbation du ministre, nommer tout autre vice-président et lui attribuer le titre qui convient à ses fonctions" (2)

Depuis l'adoption de la loi, l'assemblée des gouverneurs a créé un nouveau poste de vice-président, celui de vice-président aux communications. En plus des vice-présidents composant les cadres supérieurs du siège social de l'Université du Québec, les fonctions les plus importantes que l'on y retrouve sont:

- Secrétaire général
- Directeur du service d'information
- Adjoint au vice-président à l'enseignement
- Adjoint au vice-président à l'administration et aux finances:
 - a) systèmes et méthodes
 - b) comptable en chef
 - c) coordonnateur des relations de travail

(1) Loi de l'Université du Québec 1968 c 66 article 13

(1) Loi de l'Université du Québec 1968 c 66 article 14

- d) adjoints exécutifs
- e) conseiller en personnel
- f) directeur du budget
- g) conseiller en gestion

- adjoints au vice-président aux communications:

- a) directeur du développement audio-visuel
- b) coordonnateur des bibliothèques
- c) conseiller en télécommunications de l'audio-visuel

- adjoint au vice-président à la planification
- adjoints au vice-président à la recherche
- adjoint au secrétaire général
- secrétaire exécutif - téléuniversité
- directeur du service de la documentation, administration
- conseiller juridique
- coordonnateurs du développement-service informatique
- coordonnateur du réseau informatique
- directeur de l'exploitation informatique

En plus de ces personnes le siège social possède des permanents chargés de diverses tâches administratives.

C) Les organismes consultatifs

L'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec jouit, en plus des services permanents de l'administration, de l'assistance d'organismes consultatifs dont la composition et le mandat sont prévus dans la loi pour certains d'entre eux; c'est notamment le cas du Conseil des études et de la Commission de planification.

• Le Conseil des études

Il est l'organisme auquel la loi confie la responsabilité de préparer les politiques communes en matière d'enseignement et de recherche. En particulier il prépare et

soumet à l'Assemblée des gouverneurs les règlements généraux applicables aux universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche concernant:

- l'organisation de l'enseignement et de la recherche
- la structure des programmes et la nomenclature des diplômes
- l'admission des étudiants
- les critères et la procédure d'engagement et de promotion du corps professoral
- la procédure à suivre lors des consultations au corps professoral pour les nominations aux postes de direction d'enseignement ou de recherche
- les pouvoirs et la composition des commissions des des études des universités constituantes

Le conseil se compose selon la loi:

- du président de l'université, du vice-président à l'enseignement et du vice-président à la recherche
- du recteur de chaque université constituante
- de quatre personnes ayant une responsabilité de direction d'enseignement ou de recherche au sein de l'Université
- de trois professeurs de l'Université désignés par les membres du corps professoral
- de deux étudiants désignés par les étudiants

• La commission de planification

Cette commission est chargée d'étudier toute question relative au développement de l'Université du Québec, des universités constituantes, des écoles supérieures et des instituts de recherche, et de faire des recommandations à l'Assemblée des gouverneurs.

L'Assemblée des gouverneurs nomme les membres de cette commission, elle en fixe, par règlement, le nombre de membres, la durée de leur mandat et l'étendue de leurs pouvoirs.

- En plus de ces deux organismes prévus par la loi, deux autres commissions consultatives à l'Assemblée des gouverneurs ont été créées:

- La commission administrative a pour mandat de conseiller l'Assemblée des gouverneurs sur toute question administrative et financière et particulièrement sur les budgets de fonctionnement et d'investissement. Elle se compose du vice-président à l'administration et aux finances, des vice-recteurs à l'administration et aux finances, des directeurs administratifs ou contrôleurs des écoles et instituts.
- La commission des communications a pour mandat d'élaborer et de proposer à l'Assemblée des gouverneurs des politiques d'ensemble pour le fonctionnement en réseau des services impliqués, de surveiller l'application des politiques adoptées par l'Assemblée des gouverneurs, de transmettre son avis touchant les budgets des services impliqués. Cette commission se compose du vice-président aux communications, du vice-président à l'enseignement et de deux personnes désignées par le conseil d'administration de chacune des unités constituantes de l'Université.

D) Les autres universités

Les autres établissements universitaires du Québec se sont dotés depuis la sanction de la loi de l'université du Québec, de structures administratives similaires, elles peuvent différer au niveau du mandat précis et des modalités de composition mais elles possèdent toutes en commun les caractéristiques principales suivantes:

- Un conseil directeur de l'université composé de représentants des principaux organismes intéressés, soit les professeurs, les étudiants, l'administration le milieu des affaires.

- Un exécutif formé à même les membres du conseil directeur
- Un service d'administration chargé de préparer les informations nécessaires à la prise de décision et d'assurer l'application de celles-ci.
- Un ou des organismes consultatifs chargés d'émettre des avis ou des recommandations sur les orientations générales de l'établissement.

3.2.5- Conclusion : les organismes intermédiaires responsables de la gestion du système scolaire

Les pages qui précèdent ont permis d'identifier la nature, le mode de composition et le mandat des organismes décisionnels chargés de l'administration des divers réseaux d'enseignement du système d'éducation québécois. Ces organismes sont chargés du niveau intermédiaire de décision car leur responsabilité se situe entre l'organisme central, le ministère de l'Éducation et les organismes locaux que sont les établissements d'enseignement.

L'exposé précédent a permis de faire ressortir un certain nombre de constantes au niveau de la nature même de ces organismes intermédiaires. Avant de passer à la description de la nature des organismes locaux, il apparaît judicieux de rappeler brièvement ces constantes:

- Leur composition, nature et mandat sont tout précisés et stipulés en vertu de lois administrées par le ministère de l'Éducation.
- Tous les organismes intermédiaires sont constitués en corporation publique au sens juridique du terme. Ils possèdent les pouvoirs de toute corporation publique et se voient conférer de plus des pouvoirs spécifiques.

- Les corporations scolaires sont toute composées de représentants de personnes ou d'organismes directement intéressés. Il faut toutefois noter des différences au niveau des modalités de nomination:

- les membres des corporations scolaires chargées de l'administration de l'enseignement élémentaire sont élus au suffrage universel
- les membres des corporations scolaires chargées de l'enseignement secondaire sont élus par les représentants élus au suffrage universel
- les membres des corporations de l'enseignement collégial et universitaire sont nommés par le gouvernement après consultation ou désignation de la part des organismes directement concernés.

- Toutes les corporations scolaires ainsi instituées sont responsables de la gestion pédagogique, administrative et financière des ressources humaines, matérielles et financières qui leur sont confiées.

Par ailleurs la source de revenu peut différer selon le cas. Malgré que la majorité de leurs revenus proviennent du gouvernement:

- la commission scolaire chargée de l'enseignement élémentaire tire de l'impôt foncier une partie de ses revenus
- la commission scolaire régionale chargée de l'enseignement secondaire acquiert une partie de ses revenus de la cotisation obligatoire des commissions scolaires comprises dans son territoire
- la presque totalité des revenus des CEGEP et des universités provient des subventions gouvernementales.

- Au niveau du fonctionnement de ces corporations scolaires, on note que l'administration courante est confiée à un conseil ou un comité exécutif présidé par une personne formellement nommée à cette fin et que les membres de l'exécutif sont recrutés au sein des membres constituant la dite corporation.
- Toute corporation scolaire est assistée dans sa prise de décision par un bureau d'administration composé de fonctionnaires permanents et par un ou des organismes consultatifs composés de représentants d'organismes directement intéressés.

3.3-LE NIVEAU LOCAL: LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Les exposés précédents nous ont permis de saisir la nature, la composition et les responsabilités des organismes centraux et intermédiaires chargés de l'administration du système d'éducation du Québec. L'exposé qui va suivre vise à décrire la composition et les responsabilités des institutions locales; les établissements scolaires chargés de dispenser l'enseignement.

Il ne s'agit toutefois pas d'un exposé concernant le fonctionnement pédagogique de l'établissement tel qu'il se présente à l'élève puisque ce point a été traité au chapitre III. De même le partage des responsabilités entre l'organisme central, les organismes intermédiaires et les établissements d'enseignement devant être exposé au chapitre suivant, la description qui va suivre ne tiendra compte que de la nature et des responsabilités propres à ces établissements.

Enfin il est nécessaire de distinguer les divers niveaux d'enseignement, comme c'était le cas pour les organismes intermédiaires puisque la nature du fonctionnement des établissements varie quelque peu selon le niveau d'enseignement.

Toutefois les établissements d'enseignement possèdent tous, quel que soit le niveau d'enseignement dont ils sont chargés, un objectif général commun et des fonctions communes; c'est uniquement au niveau des modalités de fonctionnement qu'on observe des différences.

Ainsi avant de procéder à l'exposé de ses différences, le portrait qui va suivre retracera brièvement, l'objectif général et la nature des fonctions dévolues à tout établissement d'enseignement du système scolaire québécois.

3.3.1- Objectif et fonctions des établissements d'enseignement

3.3.1.1- Objectif et nature

Dans le système scolaire québécois, l'établissement d'enseignement est essentiellement chargé de dispenser aux étudiants la formation dont les objectifs sont fixés par les régimes pédagogiques des divers niveaux d'enseignement. Le rôle de l'établissement d'enseignement ne peut toutefois se limiter à favoriser l'acquisition de connaissances par l'étudiant; celui-ci doit pouvoir de plus, non seulement apprendre à apprendre mais apprendre à devenir.

Pour rencontrer ce double objectif, l'établissement place l'étudiant dans des situations lui permettant de coordonner des activités académiques découlant du programme d'enseignement offert et des activités plus spécifiquement orientées vers sa formation personnelle, sociale, affective et morale.

3.3.1.2- Fonctions de l'établissement d'enseignement

Quatre grandes catégories de fonctions peuvent être identifiées: les deux premières catégories (enseignement et vie étudiante) regroupent des activités qui visent directement la formation de l'étudiant, alors que les deux catégories suivantes représentent un support aux activités des deux premières catégories.

a) la fonction d'enseignement

Cette fonction regroupe toutes les activités orientées vers la réalisation du régime pédagogique de l'établissement en vue de l'apprentissage intellectuel des élèves. Elle a donc comme objectif de planifier, organiser et contrôler d'ensemble les activités du champ de l'enseignement conformément aux

politiques générales de l'école. Cette fonction comprend les activités principales suivantes:

- étudier les besoins de la clientèle scolaire en vue de l'adoption du programme institutionnel approprié
- prendre les mesures appropriées pour que le climat pédagogique de l'école fasse réellement de l'étudiant le premier agent de sa formation
- organiser et favoriser le fonctionnement de groupes de travail en vue d'assurer la participation du personnel à l'élaboration des programmes d'enseignement et au choix des méthodes.
- évaluer l'enseignement, les méthodes et les techniques utilisées en vue d'une meilleure adaptation aux besoins de la clientèle
- établir des liaisons fonctionnelles avec les autres champs d'activités de l'école

Les activités reliées à la fonction d'enseignement touchent donc, les contenus d'enseignement, l'organisation scolaire, l'aide pédagogique individuelle, les techniques d'enseignement et les auxiliaires de l'enseignement.

b) la fonction de vie étudiante

Alors que le champ de l'enseignement recouvre toutes les activités axées sur l'apprentissage intellectuel de l'étudiant, le champ de la vie étudiante regroupe toutes les autres activités de l'étudiant à l'école. L'objectif principal de planifier, organiser et contrôler l'ensemble des activités du champ de la vie étudiante, conformément aux politiques générales de l'école, recouvre selon les

niveaux d'enseignement les activités suivantes:

- Etudier les besoins des étudiants et encourager, selon le cas, ceux-ci à participer à l'élaboration des programmes d'activités étudiantes qui concourent à l'épanouissement de leur personnalité et à leur intégration à l'école et à la société
- Organiser les services requis pour répondre aux besoins des étudiants
- Susciter, selon le cas, des situations qui amènent les étudiants à assurer eux-mêmes la responsabilité de leur comportement individuel et de la bonne marche de leur société étudiante
- Avec la collaboration du personnel affecté aux divers services aux étudiants et, s'il y a lieu, avec la participation de l'association des étudiants, élaborer les règlements concernant la société étudiante.
- Organiser le contrôle positif de l'application des règlements de l'école en mettant l'accent sur l'aspect préventif.
- Organiser et favoriser le fonctionnement de la société étudiante
- Organiser le contrôle positif de l'application des règlements de l'école en mettant l'accent sur l'aspect préventif

- Organiser et favoriser le fonctionnement de comités de façon à rendre plus cohérente et plus efficace le travail de l'équipe multidisciplinaire des services aux étudiants.
- Evaluer la réalisation de programmes d'action du champ de la vie étudiante et en assurer la coordination avec les autres champs d'activités de l'école.

Les activités reliées à la fonction de la vie étudiante touchent donc selon le cas, les services de consultation personnelle, les services de santé et de bien-être, les services d'orientation et d'aide psychologique, l'aide sociale, la direction spirituelle, le placement des étudiants, l'animation socio-culturelle et sportive, et les associations étudiantes.

c) La direction générale de l'établissement

Elle regroupe toutes les activités pour la gestion de l'ensemble de l'établissement et en particulier pour la coordination des divers champs, l'enseignement, la vie étudiante et les activités auxiliaires. La direction générale doit donc, planifier organiser et contrôler l'ensemble des activités de l'institution conformément aux politiques générales établies par les niveaux supérieurs. De façon spécifique elle doit:

- Définir et préciser les objectifs de l'établissement
- Elaborer les politiques nécessaires à la réalisation de ces objectifs.
- Organiser l'établissement sous les aspects administratif, pédagogique, financier et matériel et en établir les structures organisationnelles de fonctionnement.

- Constituer les conseils et comités nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

Ces responsabilités s'exercent au niveau

- de la gestion du personnel, i.e. recrutement, engagement, promotion, détermination de la charge de travail, évaluation du rendement, étude des besoins en personnel et application des conventions collectives.
- des relations extérieures par la participation aux conseils et comités de niveau supérieur et par l'établissement de relations soutenues avec les usagers de l'école, les parents et le milieu socio-économique.
- de l'administration et du secrétariat par l'élaboration et la mise en application de normes, méthodes et procédures de fonctionnement de l'école.

d) Les fonctions auxiliaires

Il s'agit d'assurer à l'intérieur de l'établissement, l'organisation physique et matérielle nécessaire au niveau de l'équipement et des activités des services communautaires. Cette fonction vise donc à planifier, organiser et contrôler l'ensemble des activités auxiliaires ayant trait à l'équipement, aux services de transport, de logement, d'alimentation, conformément aux politiques générales de l'établissement.

Cette fonction s'exerce au niveau des activités suivantes:

- L'entretien et le fonctionnement de l'équipement (terrains, bâtisse et matériel didactique) la surveillance de l'utilisation de l'équipement ainsi que l'approvisionnement.
- Les services communautaires de transport, de logement et d'alimentation des élèves.

L'ensemble des fonctions déjà décrites s'appliquent en général à tout établissement d'enseignement du Québec quel qu'en soit le niveau. Toutefois compte tenu de la différence des caractéristiques des clientèles scolaires selon les niveaux d'enseignement, on observe une application différenciée de ces fonctions selon qu'elles s'appliquent à l'un ou l'autre des niveaux d'enseignement du système scolaire québécois.

3.3.2- Les établissements d'enseignement maternelle et élémentaire

Au Québec les écoles élémentaires sont chargées de dispenser aux élèves l'enseignement du niveau de la maternelle et élémentaire.

a) Objectif de l'école élémentaire

Un des buts principaux de l'enseignement aux élèves de l'élémentaire consiste à préparer les enfants:

- aux activités d'éveil aux réalités humaines et sociales
- aux activités d'éveil aux réalités scientifiques et mathématiques
- aux activités d'expression et de communication
- aux activités de mouvement et d'expression corporelle

b) Nature de l'école élémentaire

Ces objectifs sont poursuivis par l'école élémentaire qui est une entité institutionnelle sous la direction d'un directeur groupant des élèves à qui on dispense l'enseignement de niveau maternelle et élémentaire. Cette entité institutionnelle est composée de quatre catégories différentes de personnel correspondant aux catégories de fonctions de toute institution d'enseignement.

c) Les fonctions d'enseignement

Ces fonctions sont confiées au personnel enseignant de l'école. En général le nombre d'enseignants en classe maternelle et à l'école élémentaire est fixé selon le nombre d'élèves inscrits à l'établissement d'enseignement. Ainsi en maternelle le nombre de personnes autorisées à exercer la fonction d'enseignement est d'un professeur pour 40 élèves à la maternelle. En fait, à ce niveau, il s'agit d'un enseignant par 20 élèves puisque les enfants de classe maternelle ne sont à l'école qu'une demi-journée par jour de classe. Ainsi l'enseignant en maternelle s'occupe de deux groupes de 20 élèves par jour. Par ailleurs les élèves qui fréquentent l'école élémentaire y viennent toute la journée, le personnel enseignant à ce niveau se chiffre à un enseignant par 27 élèves.

Les élèves de l'enseignement élémentaire sauf pour les cas exceptionnels, comme l'enfance inadaptée, sont groupés selon leurs aptitudes et ainsi l'enseignant devient titulaire d'un groupe. Par ailleurs pour assister l'enseignant au niveau de la consultation pédagogique ou au niveau de certaines charges d'enseignement, l'engagement d'un certain nombre de spécialistes est autorisé selon la grandeur des écoles. Ces spécialistes s'occupent de la coordination de l'enseignement de l'éducation physique, des arts plastiques ou de la langue seconde.

d) Les fonctions de direction

La fonction de direction de l'école élémentaire est confiée au directeur d'école (ou principal). Il en dirige l'administration conformément aux règlements et aux politiques de la commission scolaire, il est chargé de la gestion du personnel de l'école et de la liaison à établir avec le directeur général de la commission scolaire.

Toutefois le directeur de l'école peut posséder un ou deux adjoints selon l'envergure de la clientèle fréquentant son école. En effet si une école compte au moins six cents élèves, la commission scolaire peut nommer un directeur adjoint. Dans le cas d'une école élémentaire de plus de 1000 élèves, on peut y retrouver deux adjoints.

Au niveau de l'administration pédagogique, la direction de l'école se doit de consulter son personnel exerçant une fonction pédagogique ou éducative sur les problèmes concernant l'administration pédagogique ou disciplinaire de l'école. Un organisme consultatif est prévu à cette fin, on le nomme communément "conseil d'école et quelquefois, comité de gestion".

e) L'organisme consultatif

Enfin chaque école élémentaire est pourvue d'un conseil consultatif. La création et le mandat de ce conseil est d'ailleurs prévu dans la législation; c'est le "comité d'école".

"Avant le 15 octobre de chaque année le directeur ou le responsable de chaque école administrée par une commission scolaire ou une commission régionale, convoque une assemblée générale des parents des enfants qui fréquentent telle école afin d'y former avant cette date un comité d'école.

Le directeur ou le responsable de l'école et un représentant désigné par les instituteurs de l'école sont membres du comité d'école"(1)

"Tout comité d'école a pour fonctions:

- a) de stimuler par des moyens appropriés la participation des parents et du milieu en général à l'amélioration des services éducatifs de l'école;
- b) d'étudier les mesures susceptibles de favoriser la personnalisation des services éducatifs de l'école
- c) de faire à la direction de l'école toute recommandation propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de l'école"(2)

3.3.3- Les établissements d'enseignement de niveau secondaire: les écoles secondaires polyvalentes

L'école secondaire polyvalente est un établissement d'enseignement caractérisé par l'intégration de la formation générale et professionnelle dans un programme institutionnel décloisonné à promotion par matière et à options graduées.

(1) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 bill 37 article 66

(2) Loi du regroupement et de la gestion des commissions scolaires 1971 bill 37 article 67

a) Nature de l'école secondaire polyvalente

L'école secondaire polyvalente dispense deux types d'enseignement soit l'enseignement général conduisant à des études collégiales et l'enseignement professionnel conduisant à l'exercice d'un métier dès la fin des études secondaires.

Comme le régime pédagogique est axé sur une grille matière individuelle de l'étudiant, il n'existe pas pour ainsi dire de titulaire de classe. Les étudiants sont regroupés selon des groupes matières qui tiennent compte des choix et des aptitudes individuelles. Ainsi l'enseignement est dispensé par des spécialistes qui sont chargés de l'enseignement d'une matière à plusieurs groupes d'étudiants. De plus des professionnels non enseignant font aussi parti du personnel qui entre en contact direct avec l'étudiant, il s'agit de spécialistes des services aux étudiants et de la vie étudiante.

Comme il a été précisé précédemment, on note quatre fonctions principales à l'école secondaire polyvalente, les fonctions relatives à l'enseignement, à la vie étudiante, aux services auxiliaires et à la direction de l'école. La description viendra après, consistera en un bref exposé de l'aménagement et de l'encadrement de ces fonctions au niveau de l'école secondaire polyvalente.

b) La fonction d'enseignement

Celle-ci relève principalement de l'enseignant spécialiste dans une matière. C'est lui qui est chargé de l'adaptation des programmes d'étude aux besoins des étudiants, de la transmission des connaissances et des habiletés et de l'évaluation des acquisitions.

Bien que la gestion de l'enseignement relève en première instance du personnel pédagogique de l'école, la Commission scolaire est dotée d'un Service d'enseignement. Ce service est chargé d'assurer la coordination nécessaire des activités de formation entre les écoles d'une même régionale. De plus ce service procure aux enseignants les supports techniques requis pour les assister dans leur tâche d'adaptation des programmes aux besoins particuliers. Outre le directeur de ce service les principaux professionnels qui assistent l'enseignant sont les coordonnateurs en enseignement général, en enseignement professionnel, en enfance inadaptée, en mesure et évaluation et en technique didactique ainsi que d'un certain nombre de conseillers pédagogiques.

Par ailleurs, au sein même de l'école secondaire polyvalente, les enseignants sont assistés dans leur fonction par des chefs de groupe. Celui-ci a comme fonction principale de coordonner et d'animer les activités conjointes d'un groupe d'enseignants (regroupés selon les matières) afin de les inciter à développer et à préciser ensemble dans le cadre des politiques et des programmes en vigueur les contenus, les méthodes et les techniques d'enseignement de même que les modes de mesure et d'évaluation susceptibles de favoriser l'apprentissage des élèves. Il est à noter que ces chefs de groupes sont des enseignants partiellement dégagés de leurs tâches d'enseignement pour accomplir le travail de chef de groupe. En général on compte un chef de groupe par dix enseignants.

Les tâches de coordonner et de superviser l'acte d'enseigner sont donc confiées au personnel de direction de l'école assisté par les chefs de groupe. Cette supervision doit s'effectuer sur toutes les tâches que supposent les activités de formation soit, la transmission de connaissance, le développement des habiletés par l'animation pédagogique et les mesures et évaluation des acquis.

c) Les fonctions reliées à la vie étudiante

Les activités regroupées autour de cette fonction visent à assurer à l'étudiant un milieu de vie approprié, propre à développer ses facultés sociales et culturelles et à lui fournir des services de support à son activité académique. C'est pourquoi le programme de l'étudiant prévoit non seulement des activités académiques mais des activités sociales et culturelles intégrées. Par ailleurs l'école doit aussi offrir des services de support individuel à l'étudiant en difficulté. Ces deux types de fonctions sont regroupées sous le terme "vie étudiante".

• Les activités de vie étudiante

Celles-ci regroupent deux types d'activités

- Les activités parascolaires comprennent des activités socio-culturelles, sportives ou autres auxquelles participent librement les étudiants en dehors des périodes de l'horaire régulier mais dans le cadre des activités de l'école.

- Les activités intégrées appartiennent le plus souvent aux domaines des arts et des sports collectifs et sont organisées durant l'horaire régulier de l'étudiant. L'horaire permet aussi la participation de l'étudiant à des activités scientifiques, à des associations à caractère philanthropique etc.

La direction et la coordination de ces activités est confiée aux personnel régulier de l'école soit le personnel enseignant et les professeurs ou les non enseignant du secteur de la vie étudiante.

• Les services aux étudiants

Ces services de consultation mis à la disposition de l'étudiant constituent un ensemble multidisciplinaire de services ayant pour fonction d'aider l'étudiant dans son développement intégral. Cet ensemble comprend généralement:

- le service d'orientation scolaire et professionnelle composé en moyenne de 1 conseiller d'orientation par mille étudiant et d'un nombre à peu près égal de professeurs d'information.
- le service de psychologie est assuré par un psychologue dans chaque école polyvalente.
- le service social est assuré par des travailleurs sociaux spécialisés. On en retrouve en moyenne un par école.
- le service de santé; chaque école polyvalente possède une ou des infirmières selon l'importance de sa clientèle
- le service de pastorale est composé d'aumôniers et d'animateurs de pastorale. En général trois personnes sont affectées à ce service par école secondaire polyvalente.

d) Les fonctions de support

Les fonctions de support aux activités de l'école secondaire consistent à assurer les services d'entretien et de supervision de l'utilisation du matériel et comprend des appariteurs, des magasiniers et des surveillants d'élèves. On observe en moyenne 13 personnes affectées à ces fonctions par école. Par ailleurs le personnel de secrétariat est composé outre des secrétaires d'écoles, des auxiliaires de bureau et des commis. En moyenne 9 personnes composent le personnel de secrétariat d'une école. Enfin le personnel technique comprend des bibliothécaires, des techniciens en audio-visuel et des techniciens en organisation scolaire.

e) La direction de l'école

La coordination de l'administration de l'école est confiée au directeur, (ou principal d'école) qui dirige l'administration de l'école conformément aux politiques de la commission scolaire régionale. Il est assisté de un ou plusieurs adjoints selon l'importance de la clientèle inscrite à l'école. L'administration comprend la détermination des ressources humaines, l'organisation et la gestion de ces ressources, la détermination et la gestion du budget de l'école.

f) Les organismes consultatifs

Les écoles secondaires ont mis en place et font fonctionner un bon nombre de mécanismes de consultation et de participation: comité pédagogique, comité d'animation de la vie étudiante, comité de discipline, conseil étudiant, etc. L'existence de ces organismes est toutefois décidée par l'école elle-même.

Par ailleurs la constitution de deux organismes est obligatoire selon la législation en vigueur:

- le conseil d'école est un organisme consultatif de la direction de l'école sur les questions pédagogiques. Il est composé des représentants des enseignants.
- le comité d'école est composé de parents, d'étudiants, du directeur de l'école et d'un représentant des enseignants. Les pouvoirs et responsabilités sont les mêmes que celles décrites antérieurement pour le comité d'école élémentaire.

3.3.4- Les établissements d'enseignement de niveau collégial:
le Collège d'enseignement général et professionnel

Le CEGEP est l'établissement d'enseignement chargé de dispenser les études pré-universitaires et professionnelles comprenant les matières requises pour l'admission aux études universitaires ou à une occupation professionnelle reconnue comme exigeant une formation de niveau technique.

La partie précédente sur les organismes intermédiaires a consisté à préciser l'organisme décisionnel qui préside à l'administration générale du Collège, le Conseil d'administration et la direction générale. L'exposé qui va suivre sera pour sa part axé sur le fonctionnement interne de cet établissement d'enseignement.

a) Nature du CEGEP

Les études de niveau collégial telle que dispensées par le CEGEP reposent sur le concept d'enseignement polyvalent. Pour réaliser ce type d'enseignement, les programmes d'études sont regroupés selon des concentrations de matières connexes qui préparent l'étudiant dans un champ d'activités donné soit à l'accès aux facultés universitaires concerné par ce champ d'activités soit l'accès aux professions de niveau technique relatives à ce champ d'activités.

Ainsi l'enseignement polyvalent de niveau collégial est donc organisé par concentration de programmes particuliers; cette concentration comportant à la fois une formation générale (science) et une formation professionnelle (technique). Ces concentrations sont:

- Science et techniques biologiques
- Science et techniques physiques
- Science et techniques humaines
- Science et techniques de l'administration
- Science et techniques artistiques

Ainsi le fonctionnement des activités d'un CEGEP est donc tributaire de cette division des programmes en champ d'activité ou de concentration.

b) La fonction d'enseignement

La division des programmes en concentration ou secteur conditionne particulièrement la fonction d'enseignement au sein du CEGEP. Ainsi les enseignants de niveau collégial sont donc des spécialistes d'une matière faisant partie d'un secteur donné. Ils enseignent cette matière à des groupes d'étudiants inscrits dans le dit secteur.

C'est pourquoi les enseignants sont regroupés au sein du CEGEP par secteur d'enseignement. L'enseignement de chaque secteur est placé sous la responsabilité d'un coordonnateur de secteur qui, sous l'autorité du directeur des services pédagogiques, se préoccupe surtout des aspects pédagogiques. Il est notamment responsable de l'évaluation pédagogique de tout le personnel de son secteur (engagement, évaluation, répartition des tâches). Il collabore à l'établissement des prévisions budgétaires de son secteur. Il doit promouvoir le développement de nouveaux programmes, de nouvelles méthodes d'enseignement et d'évaluation des étudiants.

De plus l'ensemble du corps professoral d'un CEGEP est assisté dans la tâche d'élaboration des programmes pédagogiques, de méthodes et de techniques d'enseignement et d'évaluation des acquis par deux services ayant chacun à leur tête un coordonnateur:

- le coordonnateur du service des techniques audiovisuelles. Il est un pédagogue animateur et un concepteur réalisateur. Pédagogue, animateur, il initie et encourage les professeurs à l'utilisation rationnelle et optimale des techniques audio-visuelles; concepteur réalisateur, il conseille et assiste les professeurs dans la production de matériel audio-visuel.
- le coordonnateur de la recherche et de l'expérimentation assiste le corps professoral au sujet d'innovations pédagogiques. Ces fonctions principales consistent à faire ou provoquer des recherches sur l'implantation et l'évaluation soit de méthodes d'auto évaluation des enseignements, soit de nouvelles méthodes d'enseignement, soit de moyens d'évaluation des acquisitions des étudiants. Il doit aussi fournir la documentation et l'information pertinente à la recherche et interpréter auprès des professeurs les résultats de recherches effectuées.

c) Fonctions de support à l'étudiant

Au sein du CEGEP, on observe deux types de fonctions qui sont considérées comme support direct à l'apprentissage de l'étudiant:

- les centres de documentation

Le CEGEP met à la disposition des étudiants pour les assister au niveau de leur apprentissage une bibliothèque, une audiovisiothèque et un centre

de documentation où les étudiants peuvent consulter à loisir toute documentation pertinente à leur apprentissage. Ces services sont placés sous la responsabilité du coordonnateur des centres de documentation qui a la responsabilité de l'acquisition, du catalogage et classification, de la préparation matérielle, de l'entretien et du prêt des documents.

• les services aux étudiants

Comme pour l'école secondaire polyvalente, le CEGEP met à la disposition de ses étudiants une gamme de services et d'activités qui constituent des supports à la formation et à la vie étudiante dans le Collège. Ces services, placés sous la responsabilité du coordonnateur des services aux étudiants sont les suivants:

- culte et pastorale
- santé et clinique
- placement et assistance financière aux étudiants
- loisirs et sports
- psychologie et orientation
- service social
- services socio-culturels
- services de résidence et de logement

En plus de ces services certains collèges offrent à l'étudiant un service d'aide pédagogique individuelle.

d) fonctions de direction et d'administration

Les principales fonctions de direction ont été décrites à la partie antérieure traitant des organismes intermédiaires. Essentiellement la fonction

de direction est assumée par le conseil d'administration composé de représentants des milieux socio-économiques et scolaires concernés, des enseignants et des étudiants. De plus, la direction générale du CEGEP est placée sous la responsabilité du directeur général et du directeur des services pédagogiques.

Par ailleurs, cet organisme central décisionnel du collège est assisté au niveau de l'administration par un certain nombre de services chargés de l'application des décisions administratives et de la gestion des ressources du collège. Il s'agit :

- du service financier qui assure la gestion et le contrôle des fonds du CEGEP, de la comptabilité, de la vérification interne de la paye et des analyses financières
- du service de l'équipement responsable des services de magasins, des achats, des terrains et bâtisses, des services alimentaires, des services des résidences et du transport,
- du service du personnel chargé des activités relatives au recrutement et à l'engagement du personnel, à son perfectionnement et à son évaluation de même qu'à l'application des conventions collectives
- du service de l'informatique qui organise et coordonne les activités d'un centre de traitement des données et met à la disposition des autres services les services informatiques requis pour la gestion et l'enseignement

- du secrétariat général qui assiste la direction au niveau de la coordination des travaux des principaux comités internes du collège, l'organisation des secrétariats, les publications et rapports, les relations externes avec le ministère de l'Éducation, les universités, les autres institutions d'enseignement et le public.

3.3.5- Les établissements d'enseignement de niveau universitaire: les universités

L'enseignement universitaire au Québec est dispensé par les universités. Il existe 7 universités au Québec, trois anglophones et quatre francophones. Une de ces dernières, l'Université du Québec est déconcentrée sur le territoire, elle possède des universités constitutives à Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi, un centre d'études universitaires à Rimouski, une école nationale d'administration publique et un Institut national de recherche scientifique.

Comme il a été précisé antérieurement, depuis la création de l'Université du Québec, les autres universités québécoises ont progressivement adopté un mode de fonctionnement qui se rapproche de celle-ci. C'est pourquoi l'exposé qui va suivre sera surtout axé sur le fonctionnement des institutions universitaires en se servant de l'Université du Québec comme exemple.

a) la fonction d'enseignement et de recherche

Tout comme pour le CEGEP l'organisation pédagogique de l'université est basée en fonction des disciplines connexes dans un champ d'activité donné. Le fonctionnement de l'Université est donc axé sur un regroupement appelé département dans le cas de l'université du Québec et faculté dans le cas des autres universités.

La faculté ou le département constitue une unité d'enseignement regroupant une équipe de professeurs travaillant en commun dans une même discipline. Un département (ou faculté) est responsable de la recherche dans sa discipline et de l'enseignement de sa discipline.

Par ailleurs, le département est divisé en modules. Les modules correspondent à des programmes d'études, au groupe d'étudiants inscrits à ces programmes et à des équipes de professeurs qui conseillent et encadrent les étudiants au cours de leur cheminement. Chaque module est régi par un conseil composé paritairement d'étudiants et de professeurs. Le Conseil peut aussi faire appel à des personnes choisies à l'extérieur de l'Université pour assurer une liaison fonctionnelle des programmes d'enseignement avec les besoins de la société et ceux du marché du travail.

Enfin le regroupement de modules en département (ou faculté) est aussi régi par un Conseil de département (ou de faculté) composé d'étudiants, de professeurs et du directeur du département (ou doyen de faculté).

Comme on peut le constater, l'organisation pédagogique de l'Université est basée sur le regroupement de programmes connexes et sur la formation de groupement humain homogène comprenant étudiants, professeurs et directeurs engagés dans un processus commun de recherche et de formation.

De plus comme c'était le cas pour le CEGEP, les services pédagogiques des modules et des départements jouissent de support auxiliaire à la recherche et à l'enseignement. Les principaux services de support sont:

- les centres de recherches, constitués d'équipes multidisciplinaires de professeurs réunis par une activité complémentaire de recherche dans un domaine donné. Les étudiants aux niveaux de la maîtrise et du doctorat peuvent participer aux travaux d'équipe qui s'effectuent dans ces centres.
- Les services de bibliothèque et de documentation. Chaque université met au service des étudiants et des professeurs un service de documentation nécessaire à la recherche et à la formation. Ces services de documentation comportent en général, une bibliothèque, un audiovisothèque, et divers autres services connexes.

b) Les services aux étudiants et la vie étudiante.

Ici encore comme au CEGEP on trouve au sein de l'Université des activités de support à l'étudiant en formation et à la vie communautaire de l'Université. Ces services sont les suivants:

- santé et clinique
- placement et assistance financière aux étudiants
- loisirs et sports
- psychologie et orientation
- service social
- services socio culturels
- service de résidence aux étudiants
- culte et pastorale

c) la direction et les services administratifs

L'organisme décisionnel au sujet de l'administration générale de l'Université a été décrit antérieurement; toutefois rappelons qu'il est essentiellement formé d'un conseil de l'Université où siègent des représentants de la direction, des professeurs, des étudiants et de certains organismes à caractère socio économique. Tout comme le CEGEP cet organisme décisionnel est supporté par un ensemble de services administratifs chargés de la gestion des divers services centralisés d'une université. Généralement chaque université possède les services suivants:

- le service financier
- le service de l'équipement
- le service du personnel
- le service de l'informatique
- le service du registrariat et de l'admission
- le secrétariat général et le service d'information et de relation publique

3.3.6- Conclusion sur les établissements d'enseignement

En terminant, il est bon de rappeler que les établissements d'enseignement du Québec possèdent des caractéristiques communes et ce quelque soit le niveau d'enseignement:

- Ils possèdent quatre fonctions principales:

- la fonction d'enseignement
- la fonction de vie étudiante et de service de support à l'étudiant
- la fonction administrative
- la fonction de gérance des services de support à l'enseignement

- Ils ont une autonomie relative sur la régie interne. Ils sont toutefois dirigés par un organisme décisionnel composé de représentants élus.

- Quant aux prises de décisions internes, on note que dans la majorité des cas elles originent d'une consultation préalable des principaux partenaires intéressés, les professeurs, les étudiants et la direction de l'école.

- Il faut aussi souligner que le fonctionnement général de tout établissement d'enseignement est régi dans ses grandes lignes soit par législation soit par réglementation provenant du ministère de l'Éducation.

Il faudrait mentionner en terminant que l'exposé précédent concernait principalement les établissements publics d'enseignement. Il existe par ailleurs au Québec un réseau privé d'établissements d'enseignement.

Ces établissements pour être reconnus pour fins de subventions doivent se conformer aux mêmes règlements que les écoles publiques d'enseignement en ce qui a trait au programme dispensé, et à qualification des enseignants. De plus l'établissement privé est tenu de présenter ses élèves aux examens de fin d'études du niveau en cause tenus par le ministère de l'Éducation.

C'est donc dire que les établissements privés reconnus d'intérêt public (dont 80% des dépenses sont subventionnées) suivent les mêmes réglementations générales que les établissements publics. Ils diffèrent toutefois car ils ne dépendent pas d'un organisme intermédiaire comme la commission scolaire et la corporation du CEGEP. Ils doivent cependant être constitués en corporation publique.

A toute fin pratique les établissements privés tendent dans leur fonctionnement à adopter des modalités similaires aux écoles publiques de même niveau; c'est pourquoi leur fonctionnement ne sera pas analysé plus en profondeur.

3.4- Caractéristiques générales des composantes chargées de la gestion du système scolaire

Le précédent exposé a essentiellement dégagé les pouvoirs et responsabilités ainsi que le fonctionnement interne des trois types de composantes du système scolaire québécois, l'instance centrale, les organismes intermédiaires et les établissements d'enseignement. Afin de faire mieux saisir la spécificité de chacune d'elles, la description a tenu compte des divers niveaux d'enseignement.

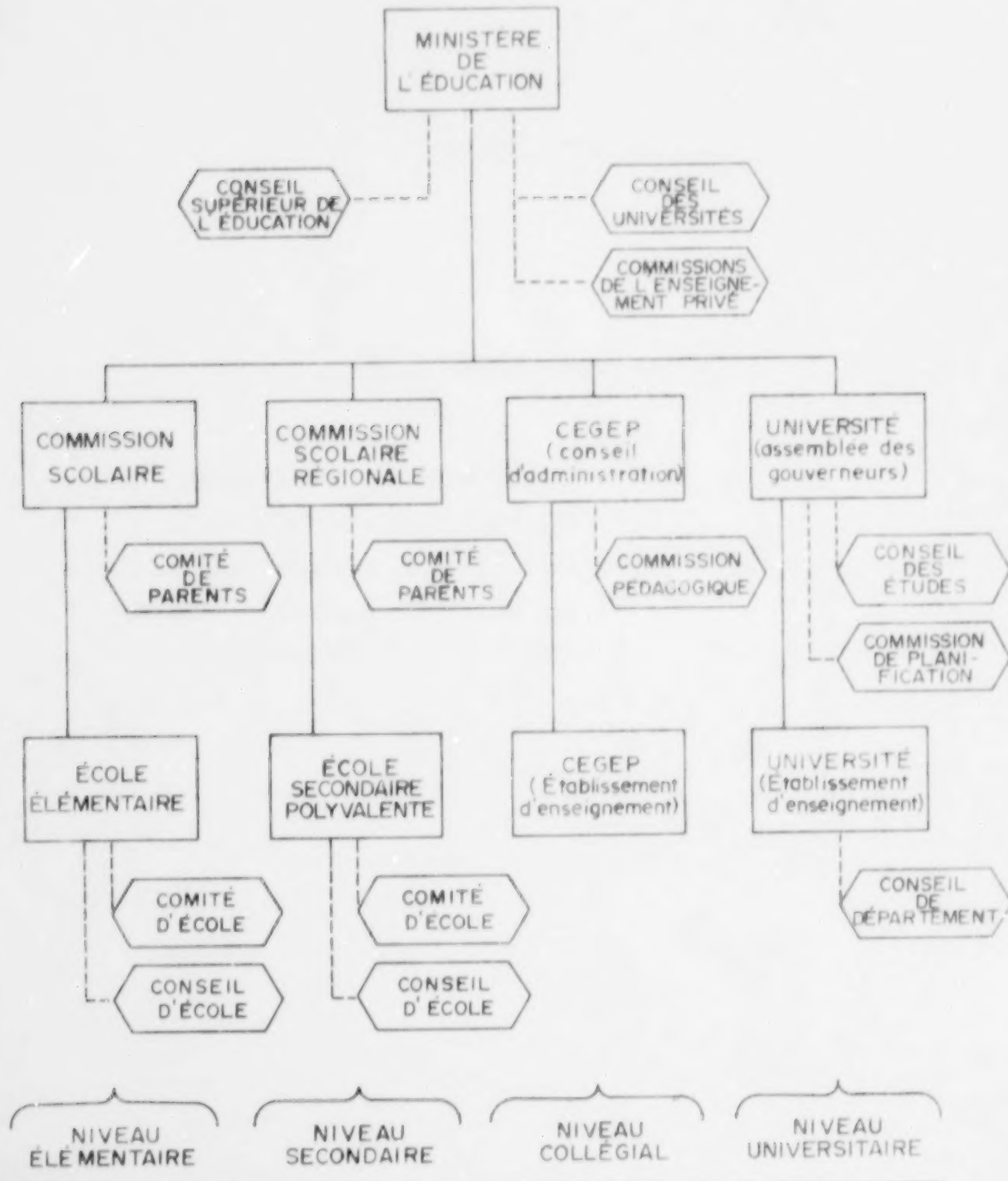
Malgré le caractère spécifique de chacune de ces composantes, on retrouve à travers le mandat et le fonctionnement des organismes des divers niveaux d'enseignement des similitudes qu'il est bon de rappeler:

- Chaque type de composantes soit l'instance centrale, les organismes intermédiaires et les établissements d'enseignement ont une existence juridique reconnue par la législation. La législation qui les définit leur fixe de plus des pouvoirs et des responsabilités propres.
- Par ailleurs, l'instance centrale et les organismes intermédiaires sont tout constitués selon les termes de la loi en corporation publique possédant une certaine autonomie de décision et de gestion interne. La composition de ces corporations est aussi identifiée dans la loi, les personnes composant les Conseils de corporation sont soit élus par suffrage universel soit nommés après désignation des principaux organismes intéressés.

- Le conseil de Direction de toute composante est assisté dans ses fonctions d'un certain nombre de service et d'employés permanents de la corporation qui sont chargés de l'application des décisions du conseil et de la gestion quotidienne du secteur placé sous leur responsabilité.
- Dans la constitution même de la corporation une grande place est faite à la consultation des groupements sociaux intéressés par la bonne marche de la composante soit les étudiants, les enseignants, les parents et les associations socio économiques et éducatives. La majorité des corporations que ce soit le ministère de l'Education, les organismes intermédiaires ou les établissements d'enseignement sont tenus par législation de maintenir des conseils ou comités consultatifs dont la composition et les pouvoirs sont consignés dans la législation ou par réglementation du ministère de l'Education.

Après avoir analysé dans ses grandes lignes le mandat, les responsabilités et le fonctionnement interne des diverses composantes du système scolaire québécois, le prochain chapitre sera consacré à la description du partage de responsabilité existant entre ces composantes au niveau même du fonctionnement intégré du système d'éducation du Québec.

ORGANISMES DÉCISIONNELS ET ORGANISMES CONSULTATIFS CRÉÉS PAR LÉGISLATION DU SYSTÈME SCOLAIRE QUÉBÉCOIS



LÉGENDE



Organisme décisionnel

Organisme consultatif

CHAPITRE 4

LE FONCTIONNEMENT

- ADMINISTRATION FINANCIÈRE
 - ADMINISTRATION DES ÉQUIPEMENTS
 - ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES
 - ADMINISTRATION PÉDAGOGIQUE
- ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Les chapitres précédents ont permis de décrire la nature des divers éléments qui composent le système scolaire québécois. Le chapitre I a présenté les grands objectifs d'éducation actuellement poursuivis et leur hiérarchie telle qu'elle se présente à l'étudiant dans son cheminement pédagogique. Le chapitre II a quantifié les principaux éléments qui entrent en jeu dans le fonctionnement du système; soit les clientèles et les ressources humaines, financières et matérielles. Enfin le chapitre III a décrit les composantes administratives du système qui à un niveau ou l'autre sont chargées de la prise de décision et du fonctionnement de ce système.

Le présent chapitre tentera donc de décrire, de façon intégrée, les modalités de gestion du système scolaire québécois en indiquant les liens fonctionnels qui existent entre les diverses composantes décrites plus haut. Ainsi il sera possible d'établir un portrait dynamique du fonctionnement du système d'éducation en indiquant comment les politiques définies au niveau central se réalisent au sein des organismes intermédiaires et des établissements d'enseignement.

Pour mieux faire saisir le partage des responsabilités existant entre l'instance centrale, les instances intermédiaires et les instances locales, il devient nécessaire que cette présentation dissocie les grandes catégories d'opérations qui fixent le fonctionnement général du système. Ainsi le partage des responsabilités sera analysé différemment quant à l'administration (qui comporte prise de décision et réalisation d'opérations):

- des ressources financières
- des ressources matérielles
- des ressources humaines
- des opérations proprement pédagogiques
- des opérations de recherche et d'innovation

A l'intérieur de ces catégories, il sera, dans certains cas, nécessaire d'analyser séparément le partage des responsabilités existant pour l'un ou l'autre des niveaux d'enseignement. En effet comme le chapitre précédent l'a illustré, le mandat et les responsabilités des composantes chargées du fonctionnement varient quelque peu d'un niveau d'enseignement à l'autre; c'est pourquoi dans l'analyse des relations entre ces composantes, il sera parfois nécessaire de distinguer les niveaux d'enseignement.

Enfin la description qui va suivre tiendra compte autant que possible de l'insertion du système scolaire québécois ou de ses composantes au sein du contexte socio-économique où il s'insère. En effet une partie des décisions prises au sujet des orientations du système scolaire sont influencées par le contexte socio-économique général du Québec.

Ainsi au cours de l'exposé qui va suivre, on fera mention des influences extérieures sur les prises de décisions internes au système scolaire. Il faut toutefois noter que cette description ne tiendra compte de ces influences que dans la mesure où elles se concrétisent au sein de mécanismes formels de liaison entre le système scolaire et les organismes extérieurs.

Dans un même ordre d'idées, il apparaît important au point de départ de décrire dans ses grandes lignes la situation du système d'éducation et de son organisme responsable le ministère de l'Éducation au sein du contexte socio-politique québécois.

Situation du ministère de l'Éducation au Québec

Il est inévitable que les décisions prises au sujet du fonctionnement ou du développement du système d'éducation soient reliées aux impératifs de développement de la société québécoise dans son ensemble. Ainsi les politiques d'éducation doivent être en

concordance avec les politiques sociales et économiques du gouvernement du Québec. De même les ressources dont dispose le ministère de l'Éducation pour le fonctionnement du système dépendent pour une très grande part de la répartition de l'ensemble de l'assiette fiscale selon les priorités déterminées par le gouvernement du Québec.

Ainsi les politiques d'éducation concernant le développement du système scolaire doivent donc être soumises aux organismes gouvernementaux suivants selon la nature des implications qu'elles comportent:

- Le Conseil des ministres du gouvernement du Québec

Ce Conseil composé des ministres formant le gouvernement voit à fixer les priorités de développement de la société québécoise. Il s'assure donc que les politiques d'éducation à être édictées soient en accord avec les orientations générales. De plus il évalue et fixe les limites de l'effort fiscal qui doit être consenti pour le fonctionnement du système d'éducation.

C'est par la suite le ministre des Finances et le Conseil du Trésor qui établit de façon précise les montants nécessaires à la réalisation des politiques d'éducation retenues et qui exerce certains contrôles dans la dépense des sommes allouées.

- L'assemblée nationale

De plus l'ensemble des politiques du gouvernement du Québec doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale constituée des parlementaires élus au suffrage universel. Dans le cadre de ses activités, l'Assemblée nationale doit voir à discuter et à adopter les lois concernant l'éducation présentée par le ministre titulaire ainsi que le budget alloué à ce secteur.

De plus l'Assemblée nationale s'est dotée d'un organisme opérationnel pour étudier les projets de lois, les prévisions budgétaires et les orientations générales des divers ministères. Il s'agit de la commission parlementaire composée d'un nombre restreint de députés et ministres tant du parti au pouvoir que de l'opposition. Ainsi les principales orientations des politiques d'éducation, la législation qui les soutient et les prévisions budgétaires sont discutées à la commission parlementaire de l'Éducation et des Affaires culturelles avant d'être votées à l'Assemblée nationale.

• Le gouvernement fédéral

Même si l'éducation est de juridiction provinciale, le ministère de l'Éducation, tout au moins au niveau des budgets alloués, reçoit des contributions du gouvernement du Canada dans certains secteurs de l'éducation. C'est notamment le cas de l'enseignement technique et professionnel, de l'enseignement post-secondaire, de l'éducation des adultes et de la recherche universitaire.

Cette contribution du gouvernement du Canada est soit régie par législation du gouvernement canadien, soit réglementée par des ententes fédérales provinciales. Il faut toutefois noter qu'il s'agit dans la majorité des cas d'une redistribution fiscale des fonds perçus par le gouvernement canadien.

La suite de ce chapitre permettra de dresser un portrait succinct de l'aménagement des pouvoirs et des responsabilités concernant l'administration du système d'éducation en excluant les niveaux supérieurs d'intervention dont on vient de faire mention.

4.1- L'ADMINISTRATION FINANCIERE

L'administration des politiques d'éducation a une incidence financière évidente. Toutefois il apparaît nécessaire d'isoler dans l'exposé qui va suivre l'administration financière de l'ensemble des opérations concernant l'éducation afin de faire mieux saisir cet aspect important du système d'éducation et le partage des responsabilités entre l'instance centrale, les instances intermédiaires et les établissements d'enseignement.

L'administration financière du système d'éducation comporte deux grands aspects qui seront tour à tour analysés ci-après; d'une part la perception des fonds, et d'autre part la redistribution des fonds et le contrôle de leur utilisation.

Par ailleurs, l'exposé qui va suivre devra dans certains cas être différencié selon les niveaux d'enseignement puisque comme on l'a constaté au chapitre précédent, la nature des pouvoirs des instances chargées de l'administration des réseaux d'enseignement varie d'un niveau à l'autre.

4.1.1- La perception des fonds

Compte tenu des pouvoirs différents des organismes en cause, il sera ici nécessaire de distinguer trois types d'organismes de gestion du système scolaire, les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales et les établissements post-secondaires.

4.1.1.1- Sources de revenus des commissions scolaires

a) l'impôt foncier

Les commissions scolaires qui administrent au Québec

les réseaux d'écoles maternelles et élémentaires, sont les seuls organismes habilités à percevoir des fonds auprès de la population et des entreprises situées sur leur territoire respectif. Ce pouvoir de taxation, que constitue l'impôt foncier, est une redevance calculée à partir de la valeur imposable d'une propriété (terrain et édifices) depuis la création du ministère de l'Education, il existe deux types d'impôt foncier:

- L'impôt foncier normalisé

Afin de fixer un effort fiscal homogène d'une commission scolaire à l'autre, le ministère de l'Education oblige les commissions scolaires à percevoir un taux uniforme de redevance, il s'agit de l'impôt foncier normalisé. Ce taux est à l'heure actuelle de \$1.20 du \$100. d'évaluation.

- L'impôt foncier supplémentaire

Toutefois au-delà de cette obligation, les corporations scolaires peuvent si elles le désirent, lever un impôt foncier dit "supplémentaire". Les revenus ainsi perçus servent à couvrir les dépenses autorisées mais non admissibles aux subventions du ministère de l'Education.

b) La contribution du ministère de l'Education

Il faut noter que la majorité des revenus des commissions scolaires provient de la contribution du ministère de l'Education. En effet, malgré l'effort fiscal de la population par l'impôt foncier scolaire, près des deux tiers des revenus des commissions sco-

lares proviennent des subventions que leur fournit l'instance centrale. On note quatre types différents de subventions:

- les subventions statutaires sont celles que le ministère de l'Education est tenu par la loi de verser à toute commission scolaire pour son administration générale, défrayer une partie du salaire du personnel enseignant, les livres et manuels scolaires et le transport scolaire. Ces subventions statutaires représentent environ 20% des subventions dispensées par le ministère de l'Education pour le fonctionnement des commissions scolaires.
- les subventions d'équilibre budgétaire qui représentent 70% de la contribution provinciale constituent la source de revenu qui permet à la commission scolaire d'équilibrer son budget de fonctionnement. Elle est établie à partir de normes budgétaires qui fixent les dépenses admissibles et des contributions de l'impôt foncier normalisé, de la subvention statutaire et des revenus d'autres sources.
- les subventions diverses. Elles constituent pour des commissions scolaires des revenus d'appoint qui leur sont accordés par le ministère de l'Education pour des dépenses spécifiques telles que le service de la dette, le transport scolaire et l'éducation des adultes. Ces revenus d'appoint ne représentent environ que 10% des subventions de fonctionnement des commissions scolaires.

- les subventions pour les immobilisations. Bien que la moitié des revenus applicables aux constructions et renovations d'écoles proviennent d'émission d'obligations, le ministère de l'Education contribue par ses subventions à l'effort des commissions scolaires à ce chapitre pour la moitié des dépenses encourues.

c) Les revenus provenant de la vente d'obligation

Les commissions scolaires ont recours, pour financer leurs immobilisations aux emprunts publics sous forme d'obligations. En effet chaque corporation scolaire a le pouvoir d'émettre des obligations en son nom. Ainsi pour ce qui est de la construction d'écoles, 50% des revenus nécessaires proviennent de cette source. Toutefois le ministère de l'Education garantit le remboursement des investisseurs en cas d'incapacité de la commission scolaire.

4.1.1.2- Sources de revenus des commissions scolaires régionales

Les commissions scolaires régionales, corporations publiques chargées de l'administration de l'enseignement secondaire, constituent en fait, comme on l'a noté au chapitre précédent, une union formelle de plusieurs commissions scolaires locales sur un territoire donné. C'est pourquoi la provenance de leur source de revenus est différente de celle des commissions scolaires chargées de l'enseignement élémentaire. On peut toutefois y distinguer trois types principaux.

a) la contribution des commissions scolaires

Il s'agit en fait d'un transfert de fonds entre la commission scolaire locale qui est chargée de l'éducation des enfants sur son territoire jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire et la commission scolaire régionale. Ces contributions établies selon les besoins des commissions scolaires régionales sont obligatoires selon les termes mêmes de la loi de l'Instruction publique. La contribution des commissions scolaires représentent de plus 70% des revenus des commissions scolaires régionales applicables à leur fonctionnement.

b) la contribution du ministère de l'Education

Contrairement à ce qui existe pour les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales ne jouissent pas de subventions d'équilibre budgétaire en provenance du ministère de l'Education. C'est la contribution des commissions scolaires à la commission scolaire régionale qui permet à cette dernière d'équilibrer son budget. D'ailleurs les subventions d'équilibre budgétaire allouées aux commissions scolaires tiennent compte de cette contribution obligatoire au fonctionnement de la commission scolaire régionale.

Ainsi les commissions scolaires régionales ne jouissent donc que de deux types de subventions en provenance du ministère soit:

- les subventions statutaires qui couvrent de la même façon que pour les commissions scolaires une partie des dépenses d'administration, du salaire des enseignants, des manuels scolaires et du transport

- les autres subventions spéciales pour le service de la dette et l'éducation permanente

c) les revenus provenant de la vente d'obligations

Comme c'était le cas pour les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales ont le pouvoir d'émettre des obligations pour la construction ou la rénovation d'écoles. Ainsi environ 50% des dépenses imputables aux immobilisations sont financées à partir de cette source. La moitié restante est financée directement par les subventions qu'accorde le ministère de l'Éducation aux commissions scolaires.

4.1.1.3- Sources de revenus des CEGEP et des universités

Les organismes d'enseignement post-secondaires au niveau collégial, (le CEGEP) et au niveau universitaire, (l'université), ne possèdent pas comme c'était le cas pour les commissions scolaires de pouvoir de taxation. Ils sont donc dans une très large mesure dépendants des subventions que leur accorde le ministère de l'Éducation.

a) Les CEGEP

La quasi totalité du budget de fonctionnement de ces établissements provient des subventions du ministère puisque l'enseignement de niveau collégial est gratuit pour les étudiants. Seuls quelques services d'appoint de l'établissement doivent s'autofinancer. (cafétéria, résidence, etc.)

Par ailleurs, les immobilisations (construction, achat, renovation) sont presque entièrement financées par l'émission publique d'obligations au nom des différents CEGEP, ces obligations sont garanties par le ministère de l'Education.

b) les universités

Encore ici la majorité des revenus affectés aux universités provient de subventions provinciales. Ces subventions représentent environ 75% des dépenses de fonctionnement des universités. Le reste de ces budgets de fonctionnement provient de la perception des frais de scolarité (environ 15% des revenus globaux affectés au fonctionnement) et des dons ou achats de services provenant de particuliers ou de corporations. Enfin comme c'était le cas pour les CEGEP certains services auxiliaires doivent s'autofinancer.

Il faut toutefois noter l'existence de subventions spéciales pour la recherche. A ce chapitre, le gouvernement fédéral fournit directement aux individus ou aux établissements environ les trois quarts des subventions de recherche, le ministère de l'Education fournissant le reste des subventions.

En ce qui concerne les immobilisations universitaires, les revenus proviennent pour la majeure partie (85%) des sommes obtenues de prêts à long terme sous forme d'obligations. Le reste provient généralement de dons.

c) revenus des étudiants

Comme il vient d'être précisé plus haut les étudiants de niveau post-secondaire contribuent pour une part aux revenus des établissements qu'ils fréquentent soit directement par les frais de scolarité payés aux universités soit indirectement par l'achat de service (résidence, cafétéria, etc.) qui doivent s'autofinancer.

En tenant compte de l'objectif d'accessibilité générale à l'éducation, le ministère de l'Éducation a mis sur pied un régime de prêts et bourses aux étudiants qui est une forme de subventions aux étudiants ayant besoin de revenus pour continuer leurs études. Les montants ainsi accordés tiennent compte du revenu de l'étudiant lui-même et de ses parents ainsi que des dépenses qu'il doit défrayer compte tenu de sa situation particulière et de son niveau d'études. Environ 25,000 prêts et 12,000 bourses sont accordés annuellement aux étudiants universitaires alors que 27,000 prêts et 15,000 bourses sont accordés aux étudiants de niveau collégial.

4.1.1.4-Sources de revenus du ministère de l'Éducation

Comme on a pu le constater précédemment la majorité des revenus des organismes publics chargés de l'administration des niveaux d'enseignement proviennent de subventions accordées par le ministère de l'Éducation. Les revenus qui lui permettent d'opérer ce système de redistribution proviennent de deux sources: l'affectation

d'un budget spécifique par le gouvernement du Québec au ministère de l'Éducation et les transferts de fonds entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec prévus soit par la législation fédérale soit au niveau d'ententes fédérales provinciales négociées. Ainsi la contribution directe du gouvernement du Québec représente environ 60% des revenus affectés à l'éducation et provenant des contributions de la population et des entreprises aux taxes et impôts provinciaux. Le gouvernement du Canada redistribue au gouvernement québécois des sommes qui équivalent à 40% du financement subventionné de l'éducation au Québec.

4.1.2- La redistribution des fonds et le contrôle de leur utilisation

Les pages précédentes ont permis d'identifier les sources de revenus des corporations publiques chargées par la loi d'administrer les divers établissements d'enseignement. Comme on l'a vu précédemment ces corporations, que nous avons appelées les organismes intermédiaires jouissent d'une autonomie relative quant à la gestion des ressources qui sont placées sous leur juridiction par la législation. Par ailleurs, comme la majorité des revenus de ces organismes proviennent du ministère de l'Éducation sous forme de subventions, ce dernier a établi un système de normalisation de distribution des revenus qui repose sur le principe de péréquation des ressources. Ce système de distribution des revenus est par ailleurs assorti d'un contrôle des dépenses.

4.1.2.1- Distribution des revenus et contrôle de la dépense
des corporations scolaires

Il faut noter que les grands principes qui sous-tendent ce système de gestion financière s'appliquent quelque soit le niveau d'enseignement concerné. Ainsi la distribution des revenus aux organismes intermédiaires s'établit à partir des critères suivants:

- a) Toute subvention accordée à une corporation scolaire doit découler de l'établissement détaillé de prévisions budgétaires.
- b) Les prévisions budgétaires doivent être établies à partir d'une normalisation qui fixe le coût moyen par élève des services éducatifs mis à sa disposition. C'est la corporation scolaire qui établit ses prévisions budgétaires.
- c) La portion des subventions accordées par le ministère de l'Education constitue en fait une subvention d'équilibre budgétaire qui tient compte des revenus d'autres sources de ces corporations et des normes de financement des divers services éducatifs.
- d) Il appartient à la corporation scolaire d'effectuer la repartition des sommes ainsi perçues aux établissements d'enseignement dont elle a la charge en tenant compte des critères d'admissibilité des dépenses édictées par le ministère de l'Education.
- e) A la fin d'un exercice financier, toute corporation scolaire doit rendre compte de son administration financière au ministère de l'Education qui contrôle

alors si les dépenses effectuées correspondent aux prévisions approuvées. S'il y a mauvaise administration, le ministère de l'Education peut mettre en tutelle toute corporation scolaire dans les cas prévus par la loi.

Il faut aussi noter que les responsabilités et pouvoirs des corporations scolaires face à l'administration financière des sommes qui leur sont allouées sont dans la majorité des cas identifiés dans la législation qui régit ces corporations.

4.1.2.2- Distribution des revenus et contrôle de la dépense des établissements d'enseignement

Une fois en possession de ses revenus, la corporation scolaire effectue la répartition des sommes obtenues entre les divers établissements dont elle a la charge. Cette redistribution est effectuée à partir des priorités qu'établit la corporation scolaire face à l'ensemble des besoins exprimés par chaque établissement d'enseignement.

Toutefois lors de l'affectation des sommes aux institutions, la corporation scolaire doit tenir compte des législations, normes et directives en vigueur pour la gestion des établissements d'enseignement, en particulier des conventions collectives régissant le personnel enseignant et des conditions de travail qui y sont spécifiées. Ces normes et directives constituent en fait les règles permettant de déclarer admissibles aux subventions d'équilibre budgétaire les dépenses des corporations scolaires.

Enfin en cours d'opération la corporation scolaire peut si le besoin s'en fait sentir transférer des montants prévus d'un item spécifique du budget à un autre item ou des fonds s'avèrent nécessaires. Toutefois ce pouvoir de transférabilité est restreint par les normes et directives du ministère.

Quant aux établissements privés d'enseignement c'est le ministère de l'Education qui leur distribue directement les sommes nécessaires à leur opération sous forme de subventions à l'enseignement privé. Il faut toutefois noter que ces subventions découlent des mêmes critères que ceux qui régissent les établissements publics d'enseignement. Ainsi le ministère de l'Education selon les termes mêmes de la loi de l'enseignement privé est tenu de verser à chaque établissement privé reconnu d'intérêt public une subvention équivalente à 80% des dépenses admissibles et équivalente à 60% s'il est reconnu pour fin de subventions.

4.1.3- Conclusion sur l'administration financière

Comme on a pu le constater dans la pages qui précédent, l'administration du budget alloué à l'éducation est placée sous la responsabilité du ministère de l'Education et des organismes intermédiaires qui sont les corporations scolaires. Sauf pour le cas des établissements privés on peut noter que les établissements d'enseignement n'ont que très peu de responsabilités directes dans le domaine de la gestion financière si ce n'est que l'identification des besoins financiers.

Par ailleurs, même les corporations scolaires exercent des responsabilités limitées au niveau de l'administration des sommes affectées en éducation. En effet les corporations scolaires dépendent en majeure partie des subventions du ministère de l'Éducation pour assurer le financement de leurs opérations courantes. Même lorsque ces corporations scolaires ont un pouvoir direct de taxation, leur autonomie demeure relative puisque la dite corporation scolaire se doit d'imposer un taux normalisé de taxe dont les revenus sont calculés lors de l'établissement des subventions.

Ainsi la distribution des sommes allouées aux corporations scolaires est donc assujettie à un ensemble de normes et de directives visant à une péréquation des services entre les divers organismes scolaires. Ces normes et directives sont élaborées par le ministère de l'Éducation qui voit aussi au contrôle de leur application.

Par ailleurs, les corporations scolaires possèdent une autonomie relativement plus grande en ce qui concerne la dépense du budget alloué, puisque le principe de la transférabilité des postes budgétaires s'applique en cours d'opération financière. Toutefois même à ce niveau les normes générales de gestion financière se doivent d'être observées.

4.2- L'ADMINISTRATION DES EQUIPEMENTS

Il est indéniable que l'achat, la construction ou le remplacement d'équipement scolaire est lié de près à l'administration financière puisqu'une bonne partie des sommes allouées à l'éducation depuis la réforme scolaire de 1964 ont été affectées à la constitution d'une infrastructure scolaire publique généralisée sur tout le territoire du Québec. Il est toutefois nécessaire de dissocier l'aspect financier de la gestion même de l'équipement si l'on vise à décrire clairement le partage des responsabilités existants entre les divers organismes responsables de l'administration du système d'éducation.

De plus l'exposé qui va suivre devra considérer séparément deux types de ressources matérielles puisque le partage des responsabilités entre les organismes est différent s'il s'agit des équipements immobiliers ou des équipements scolaires qui constituent le matériel didactique.

4.2.1- Les équipements immobiliers

Les opérations relatives aux équipements immobiliers des réseaux scolaires se distinguent selon qu'il s'agit d'acquisition (achat, construction, rénovation majeure, location) ou de l'entretien des biens immobiliers acquis.

4.2.1.1- L'acquisition de biens immobiliers

Il a été noté à la partie précédente que les acquisitions de biens immobiliers (terrains et bâtiments) étaient financées soit par des émissions d'obligations publiques au nom des corporations

scolaires soit par des subventions directes du ministère de l'Education. Toutefois c'est ce dernier qui en dernier ressort est l'ultime responsable du financement de l'acquisition d'immeubles puisqu'il garantit les emprunts auprès des investisseurs privés. Par ailleurs, une fois acquis, les biens immobiliers deviennent la possession de la corporation scolaire.

Ainsi le partage des responsabilités pour l'acquisition des immobilisations s'effectue uniquement entre l'instance centrale, le ministère de l'Education et les organismes intermédiaires, les corporations scolaires. Les opérations relatives à l'acquisition d'immeubles sont ainsi partagées:

- a) La corporation scolaire étudie ses besoins en matière d'immobilisation et d'équipements scolaires et formule une demande qui tient compte de l'évolution démographique, de prévisions de clientèles et des équipements scolaires déjà en place. Le projet soumis par la corporation scolaire au ministère de l'Education comprend aussi un aperçu sommaire des moyens prévus pour combler ces besoins.
- b) Le ministère de l'Education vérifie la validité des besoins exprimés, approuve ou refuse les moyens proposés de les combler et les budgets d'immobilisation afférents.
- c) Après acceptation du projet par le ministère, la corporation scolaire fait préparer les esquisses.

plans préliminaires, plans et devis à partir de guide cadre préparé par le ministère. Elle soumet alors ces plans au ministère pour approbation.

- d) Par la suite la corporation scolaire procède aux appels d'offres et à l'octroi des contrats qui sont toutefois soumis au ministère pour approbation finale.
- e) C'est enfin la corporation scolaire qui voit à la surveillance de l'exécution des contrats et prend possession légale du bien immobilier.

Il est à noter que ce partage de responsabilités s'applique dans le cas de construction comme dans les cas de transformations majeures (plus de \$100,000) touchant la rénovation ou l'agrandissement d'édifices existants. Il s'applique aussi pour les transactions immobilières courantes telles que achat et vente de terrains et immeubles, ainsi que pour la location de locaux.

Il faut aussi souligner que pour l'acquisition de biens immobiliers universitaires le ministre de l'Education doit, selon les termes mêmes de la loi, consulter le Conseil des Universités avant de prendre décision sur les investissements immobiliers à consentir aux différentes universités québécoises.

4.2.1.2- L'entretien des équipements immobiliers

Une fois acquis les immeubles appartiennent en propre à la corporation scolaire. Ainsi leur entretien est sous la responsabilité de la corporation. Les principales opérations d'entretien admissibles aux

subventions du ministère sont les suivantes:

- les dépenses en entretien ménager et les fournitures utilisées à cette fin
- les services de concierge et de sécurité
- l'entretien et la réparation des biens immobiliers
- les services de chauffage d'électricité et d'eau

Il faut toutefois souligner que les opérations des corporations scolaires relatives à l'entretien doivent se conformer à certaines normes édictées par le ministère de l'Education pour être considéré comme admissibles aux subventions.

4.2.2- L'achat et l'entretien d'équipement et de matériel didactique

En plus des ressources immobilières, dont la gestion incombe aux corporations scolaires, celles-ci pour assurer un enseignement de qualité se doivent de doter les établissements d'enseignement du matériel didactique nécessaire. Ce matériel comprend de façon générale les équipements d'ateliers et de laboratoire, ainsi que des fournitures pour ces ateliers. Enfin pour les niveaux élémentaire et secondaire le matériel didactique comprend aussi les manuels scolaires qui doivent être fournis aux élèves par la corporation scolaire. Bien que toute corporation scolaire est en fait propriétaire de l'équipement et du matériel didactique, et est responsable de son entretien et de son renouvellement, les

normes et processus d'acquisition varient d'un niveau d'enseignement à l'autre.

• Pour les niveaux élémentaire et secondaire

C'est la commission scolaire qui est responsable de l'acquisition d'équipement didactique. Toutefois le ministère de l'Education a élaboré des guides identifiant l'équipement didactique dont l'acquisition est autorisée pour fins d'admissibilité aux subventions. La corporation scolaire peut toutefois acquérir de l'équipement autre que celui mentionné aux guides d'achat après avoir obtenu l'autorisation du ministère de l'Education.

Quant aux manuels scolaires, la loi de l'Instruction publique oblige toute commission scolaire à fournir gratuitement aux élèves les manuels scolaires nécessaires. Toutefois la commission scolaire doit se limiter aux manuels scolaires approuvés annuellement par le ministère de l'Education et le Conseil supérieur de l'Education.

Une fois l'acquisition autorisée par le ministère de l'Education, la commission scolaire voit à l'achat de l'équipement et du matériel didactique et elle en devient le propriétaire légal. A ce titre elle doit voir à son entretien et renouvellement et reçoit les subventions nécessaires du ministère de l'Education.

• Pour le niveau collégial

Le Conseil d'administration du Collège d'enseignement général et professionnel, est responsable de l'acquisition de l'équipement et du matériel didactique nécessaire à l'enseignement qu'il doit dispenser. A la différence des niveaux élémentaire et secondaire, le Conseil n'est pas tenu de respecter, lors de telles acquisitions, de normes régissant le matériel autorisé. Toutefois le ministère de l'Education met à la disposition des collèges une liste d'équipement suggéré. Par ailleurs, les subventions pour achat d'équipement sont fixées à partir de cette liste type et sont versées au pro rata du nombre d'élèves inscrits. Le Collège est donc entièrement libre d'acheter l'équipement et le matériel didactique qu'il désire, à condition que le coût d'achat soit égal ou inférieur aux subventions accordées.

Enfin le Collège est le propriétaire légal des équipements didactiques; à ce titre il doit voir à leur entretien.

• Pour le niveau universitaire

Comme pour les autres niveaux, la corporation scolaire qui administre l'université est responsable de l'acquisition et de l'entretien de l'équipement et du matériel didactique. Par ailleurs, comme chaque université est responsable de l'élaboration des programmes d'études,

L'équipement nécessaire à l'enseignement est aussi déterminé par chaque université. Les subventions reçues tiennent donc compte à ce chapitre d'une moyenne observée par étudiant universitaire pour l'achat et l'entretien de l'équipement didactique.

4.2.3- Conclusion sur l'administration des équipements

Il faut tout d'abord noter qu'au niveau même de l'acquisition et de l'entretien des biens immobiliers et du matériel didactique, l'établissement d'enseignement n'exerce pas de responsabilités étendues. En effet, son rôle n'est que de préciser les besoins nécessaires à l'enseignement.

Ainsi le partage de responsabilités au niveau de la gestion des ressources matérielles ne s'effectue présentement qu'entre deux types de composantes, l'organisme central (le ministère de l'Education) et les corporations scolaires. De plus on observe que même si la corporation scolaire est propriétaire légal des équipements immobiliers et mobiliers placés sous sa responsabilité, le ministère de l'Education exerce un contrôle assez ferme sur le processus conduisant à l'acquisition de ces biens. Cette situation s'applique surtout à l'acquisition de biens immobiliers puisque la corporation scolaire pour obtenir les subventions nécessaires à l'achat, la location et la rénovation ou l'agrandissement des biens immeubles doit se conformer à des normes rigides et doit obtenir en cours de processus, les autorisations requises du ministère de l'Education. De même les corporations scolaires qui administrent les établissements d'enseignement élémentaire et secondaire ne doivent acquérir que le matériel didactique autorisé par le ministère de l'Education. Par

ailleurs les Collèges d'enseignement général et professionnel et les universités jouissent d'une autonomie beaucoup plus grande au niveau du matériel didactique. Ils ne sont en fait limités que par le montant maximum de subventions qui leur sont allouées à cette fin.

4.3- L'ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Cette partie sera consacrée à une brève description du partage des responsabilités entre les diverses composantes administratives du système scolaire québécois en ce qui touche le personnel enseignant et non enseignant. Il est nécessaire pour mieux clarifier ce partage, de l'examiner sous différentes facettes: la détermination des critères d'embauche (qualification, nombres) la négociation collective et les conditions générales de travail, l'embauche du personnel et l'application des conventions collectives (rémunération, conditions de travail et évaluation) et la formation du personnel enseignant.

4.3.1- La détermination des critères d'embauche

Comme il a été spécifié antérieurement, un des rôles du ministère de l'Education face à l'ensemble du système scolaire québécois, est de s'assurer que tout étudiant reçoive un enseignement d'égale qualité quelle que soit son origine géographique. Ainsi, il a donc été appelé à élaborer une normalisation qui garantit que chaque institution d'enseignement sera dotée de personnel compétent en nombre suffisant.

Ainsi c'est au ministère de l'Education que revient la tâche d'élaborer une politique administrative qui identifie la nature et le nombre de postes requis, ainsi que les qualifications requises pour remplir adéquatement les fonctions prévues. Il est à souligner que pour élaborer cette politique, le ministère de l'Education a assuré la mise en place et le fonctionnement de mécanismes de consultation et de concertation avec les organismes intermédiaires impliqués et les représentants des

fédérations ou associations directement concernées par ces politiques.

La politique d'embauche ainsi élaborée concerne autant le personnel enseignant que les professionnels non enseignant, le personnel de direction et le personnel de soutien des corporations scolaires et de leurs établissements d'enseignement. La mise en application de cette politique est d'ailleurs contrôlée par le ministère de l'Education par la biaux des subventions qu'il accorde aux corporations scolaires. En effet chaque corporation scolaire doit se conformer aux normes de cette politique pour que les dépenses qu'elle effectue au chapitre de l'administration du personnel sous sa responsabilité soient admissibles aux subventions.

Il faut toutefois noter que les commissions scolaires et les commissions scolaires régionales qui administrent respectivement les réseaux d'écoles élémentaires et d'écoles secondaires peuvent déborder les normes de cette politique à condition qu'elles financent elles-mêmes le surplus budgétaire nécessaire à partir des taxes complémentaires que les commissions scolaires peuvent imposer à la population en surcroît de la taxe scolaire normalisée et obligatoire.

Il faut enfin noter que la politique qui est mise en place à l'heure actuelle ne concerne que les niveaux d'enseignement élémentaire, secondaire et collégial. Quant aux universités, elles sont libres de définir elles-mêmes leur propre politique d'embauche qui doit toutefois tenir compte des critères d'admissibilité aux subventions qu'elles reçoivent du ministère de l'Education.

4.3.2- La négociation collective et les conditions générales de travail

Selon le même principe d'équité et de justice distributive, le ministère de l'Éducation prend une part active aux négociations entre les syndicats des diverses catégories de personnels d'éducation et les employeurs locaux qui sont les corporations scolaires. En fait puisque la masse salariale constitue environ 70% des dépenses de fonctionnement des corporations scolaires, les subventions qu'attribue le ministère de l'Éducation sont donc intimement liées à la négociation collective qui fixe cette masse salariale, les bénéfices marginaux et les conditions générales de travail.

Par ailleurs, depuis 1972, le gouvernement du Québec a fait en sorte qu'une négociation centralisée soit mise sur pied pour tout le secteur public et parapublic. C'est donc dans ce cadre plus global que se déroulent maintenant les négociations du secteur de l'éducation.

Ainsi on assiste donc à deux types de négociations concurrentielles :

- d'une part la table centrale de négociations est chargée d'établir des politiques de rémunération et de bénéfices marginaux conjoints à tous les secteurs concernés (fonction publique, secteur des Affaires sociales, secteur de l'éducation). Cette table centrale de négociations regroupe donc des représentants du ministère des Finances, des ministères de la Fon-

tion publique, des Affaires sociales et de l'Education et des syndicats représentant les employés de ces secteurs.

- D'autre part, parallèlement aux négociations des clauses référées à la table centrale, des tables de négociations sectorielles sont mises sur pied. Elles sont chargées de fixer les clauses des conventions collectives pour les secteurs particuliers. Ainsi la table sectorielle de l'Education a pour but de fixer les conditions particulières de travail qui doivent être appliquées dans le système d'éducation et qui doivent prolonger la négociation entreprise à la table centrale en y incorporant les résultats fixés pour l'ensemble des secteurs publics et para publics.

Cette table sectorielle de l'Education groupe des représentants du ministère de l'Education et des associations ou fédérations de corporations scolaires d'une part et des représentants des syndicats d'enseignants, de personnel non enseignants et de personnel de gérance des corporations scolaires et des établissements d'enseignement.

Il faut toutefois souligner que le personnel engagé par les universités n'est pas soumis au processus de négociation qui vient d'être décrit plus haut. En fait, il revient à chaque université d'établir avec son propre personnel des négociations collectives. Dans cette optique l'université doit toutefois tenir compte des contraintes budgétaires que représentent les montants maxima de

subventions accordées par le ministère de l'Education.

4.3.3- L'embauche du personnel et l'application des conventions collectives

Comme on a pu le constater au chapitre précédent, les lois créant les diverses corporations scolaires confèrent à celles-ci de réels pouvoirs en matière de gestion de personnel.

Ainsi toute corporation scolaire est responsable des processus conduisant à l'embauche du personnel enseignant, du personnel administratif ou de soutien. Elle doit donc voir au recrutement du personnel en nombre suffisant, choisir parmi les candidats disponibles ceux qu'elle désire engager et signer avec ceux-ci des contrats de travail. Ces contrats de travail doivent toutefois respecter les clauses des conventions collectives signées au niveau provincial. Par ailleurs, pour être admissibles aux subventions, les nombres de postes ainsi que les qualifications du personnel qui combleront ces postes doivent respecter les normes de la politique administrative élaborée par le ministère de l'Education. C'est aussi la corporation scolaire qui fixe les tâches du personnel, leur lieu de travail et qui effectue le paiement des salaires et autres bénéfices marginaux.

En plus du recrutement du personnel, la corporation scolaire est responsable de la gestion administrative du personnel engagé et du respect des conventions collectives en vigueur. C'est aussi la corporation scolaire qui voit à l'évaluation du personnel et aux sanctions disciplinaires s'il y a lieu.

Toutefois l'organisation administrative de toute corporation scolaire est en général en partie décentralisée et ceci afin de permettre une gestion plus efficace et plus adaptée aux besoins spécifiques.

- Ainsi la gestion administrative du personnel est-elle confiée à un directeur du personnel pour l'ensemble d'une corporation
- Par ailleurs, la détermination et l'aménagement des tâches confiées au personnel, et l'évaluation du rendement est généralement confiée:
 - au directeur général et par délégation de pouvoir aux directeurs de service lorsqu'il s'agit du personnel administratif de la corporation et des directeurs ou principaux d'écoles.
 - au directeur d'école et par délégation de pouvoir aux directeurs de service ou de département lorsqu'il s'agit de personnel enseignant, non enseignant ou de soutien affecté directement à un établissement d'enseignement.

4.3.4- La formation du personnel du système d'éducation

Puisque le ministère de l'Education doit veiller à la qualité de l'enseignement dispensé aux différents niveaux du système d'éducation, il doit aussi s'assurer que le personnel engagé soit préparé à exercer adéquatement les fonctions qui lui sont confiées. C'est pourquoi il élabore et voit à la mise en application de politiques

de formation, de certification et de perfectionnement du personnel du système scolaire.

- Au niveau de la formation du personnel du système scolaire, le ministère de l'Éducation collabore activement avec les universités québécoises quant à l'élaboration et à la révision des programmes de formation des maîtres. Ce sont toutefois les universités qui possèdent la responsabilité de former adéquatement les maîtres dont le système scolaire a besoin.
- Au niveau de la certification, le ministère de l'Éducation est responsable de la qualification des enseignants. Le contrôle de cette qualification se fait par l'émission d'autorisations d'enseigner qui prennent la forme de brevet et de permis d'enseigner. Il émet aussi des permis provisoires pour les nouveaux enseignants en période de probation.
- Quant au perfectionnement du personnel en place, le ministère de l'Éducation pratique une politique incitative en procurant aux enseignants des bourses de perfectionnement pour études supérieures à temps partiel ou complet. De plus il a favorisé la création de deux écoles chargées d'appliquer les politiques de perfectionnement des administrateurs scolaires.

4.3.2- Conclusion sur la gestion des ressources humaines

Comme on a pu le constater les responsabilités de l'organisme central, le ministère de l'Éducation, sont assez considérables en ce qui concerne l'aspect gestion du personnel du système scolaire. De par le fait même

qu'il doit assurer une uniformisation de la qualité des services éducatifs offerts entre d'une part les différentes régions du Québec et d'autre part, les divers niveaux d'enseignement, le ministère de l'Éducation a été doté de leviers susceptibles de favoriser une équitable répartition des ressources humaines du système d'éducation.

Ainsi il participe à titre de négociateur patronal privilégié à la conclusion de conventions collectives. De même c'est le ministère de l'Éducation qui voit à l'établissement du nombre de personnes admissibles aux subventions; ce nombre étant généralement fixé en rapport avec la clientèle inscrite.

Par ailleurs, comme le ministère de l'Éducation se doit aussi d'assurer à tout étudiant des services éducatifs de qualité, il voit à définir les qualifications requises du personnel du système d'éducation et à donner aux enseignants des permis de travail attestant leur qualification.

Il faut toutefois noter que les autres organismes responsables de la gestion du système d'éducation et notamment les associations de corporations scolaires participent à ce processus de détermination des conditions générales de travail et de partage des ressources humaines en éducation soit par une participation conjointe à la négociation soit par un apport à l'élaboration de politiques provenant du ministère de l'Éducation.

Cette participation est d'autant plus nécessaire que ce sont ces mêmes corporations scolaires, qui dans les limites de leur mandat, auront à assurer l'application de ces conventions collectives et politiques administratives; en général en ce qui concerne cette application,

on note que l'organisation administrative du système vise à ramener les opérations de gestion le plus près possible du lieu d'application de ces conventions et politiques c'est-à-dire le service, l'établissement d'enseignement et le département. C'est donc au niveau local que se fait l'affectation des tâches, leur aménagement respectif et l'évaluation du rendement du personnel.

Enfin il faut spécifier que les universités sont à ce chapitre plus autonomes puisqu'elles négocient elles-mêmes leur propre convention collective avec leur personnel, et établissent leur propre règle de gestion elles-mêmes. Pour ce faire elles doivent toutefois tenir compte des subventions que leur accorde le ministère de l'éducation.

4.4- L'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE

Les parties précédentes ont permis d'identifier l'aménagement des responsabilités respectives entre les diverses composantes du système scolaire pour la gestion des ressources financières, matérielles et humaines. La partie qui va suivre décrira sommairement les responsabilités de chacune d'entre elles au niveau de l'organisation pédagogique. Il ne s'agira toutefois pas de préciser comment l'activité pédagogique se présente à l'étudiant, cette perspective a fait l'objet d'un bref exposé au premier chapitre lorsque les divers régimes pédagogiques ont été décrits.

Il s'agit plutôt de retracer comment et par qui sont élaborés les contenus d'enseignement formant des régimes pédagogiques, sont implantés les programmes d'études au sein des institutions d'enseignement, sont coordonnées toutes les activités conduisant à la formation de l'étudiant et sont reconnues ses acquisitions. Au cours de cette présentation, il sera parfois nécessaire de distinguer les niveaux d'enseignement.

4.4.1- L'élaboration des contenus: les programmes d'enseignement

Du fait même que le ministère de l'Education doit garantir à l'élève une qualité d'enseignement égale quelle que soit l'établissement fréquenté, il se doit d'intervenir au sein même du processus de détermination des contenus de formation. Par ailleurs, si l'on vise à ce que l'enseignement dispensé puisse correspondre aux besoins réels et diversifiés des clientèles scolaires, il faut donner une latitude assez large aux organismes et personnes qui peuvent plus facilement percevoir ces besoins et y adapter la pédagogie c'est-à-dire à des niveaux différents, la corpora-

tion scolaire, l'institution d'enseignement et le personnel enseignant lui-même.

Cette double perspective de conserver aux contenus d'enseignement une qualité uniforme et d'adapter la pédagogie aux besoins diversifiés des clientèles scolaires amène un partage de responsabilité où chacune des composantes impliquées joue un rôle bien défini et complémentaire. De plus il faut distinguer les contenus de la formation générale de ceux de la formation professionnelle parce que cette dernière doit tenir compte des besoins du marché du travail.

A) les contenus de formation générale

Pour tenir compte de la double perspective citée au paragraphe précédent, les contenus de formation à être dispensés sont élaborés en deux étapes successives:

- Le programme cadre fixe essentiellement les objectifs généraux du programme d'étude, détermine les objectifs spécifiques et les étapes d'apprentissage et spécifie dans ses grandes lignes les contenus à enseigner. Le programme cadre est aussi accompagné d'un guide pédagogique qui constitue un instrument de travail élaboré pour le bénéfice des professeurs ou autres responsables locaux qui auront à construire des programmes institutionnels et des cours.
- Le programme institutionnel constitue un développement et une adaptation du programme cadre aux besoins des clientèles locales. Il apporte des précisions supplémentaires à la formulation des objectifs pédagogiques et des contenus à enseigner. C'est donc à partir de ce

programme institutionnel que le professeur construit de façon définitive son programme de cours qu'il dispensera aux élèves. Toutefois les programmes institutionnels doivent respecter les objectifs du programme cadre.

Les responsabilités réciproques des diverses composantes du système scolaire quant à l'élaboration des contenus d'enseignement général, s'établissent donc comme suit:

- Le ministère de l'Education a la responsabilité d'élaborer les programmes cadres et les guides méthodologiques qui les accompagnent.
 - Pour ce faire le ministère de l'Education engage habituellement des spécialistes de l'enseignement pour des périodes temporaires
 - De plus avant la sanction d'un programme cadre le ministère se doit de consulter le Conseil supérieur de l'Education pour tout aspect moral et religieux compris dans ce programme.
- La corporation scolaire voit de son côté à l'élaboration du programme institutionnel dans les limites fixées par le programme cadre.
 - Pour ce faire l'administration pédagogique de la corporation scolaire met habituellement à contribution les chefs de groupe qui sont des enseignants que la corporation dégage de certaines périodes d'enseignement à cette fin.
 - Par ailleurs le ministère de l'Education met à la disposition des corporations scolaires

qui en font la demande les services de spécialistes appelés agents de développement pédagogique pour les assister dans l'élaboration de programmes institutionnels.

- Il est à noter que les programmes institutionnels ne requièrent aucune autorisation du ministère de l'Éducation pour être enseignés.

C'est donc à partir du programme cadre et du programme institutionnel que l'enseignant élabore de façon définitive les contenus à dispenser et les méthodes pédagogiques à utiliser et les instruments d'évaluation des acquis.

Le processus qui vient d'être décrit concerne surtout les niveaux d'enseignement élémentaire et secondaire. Par ailleurs un partage de responsabilité identique s'applique pour l'enseignement général de niveau collégial à la différence près que les programmes institutionnels sont élaborés par les départements sous la direction du directeur des services pédagogiques.

Enfin il faut spécifier que les programmes d'études universitaires relèvent uniquement des universités, bien qu'une certaine coordination de ceux-ci soit assurée par le ministère de l'Éducation en collaboration avec le Conseil des universités.

B) Les contenus de formation professionnelle

Les contenus d'enseignement professionnel recouvrent une réalité plus complexe. En effet ils doivent tenir compte d'un besoin d'adaptation aux clientèles scolaires mais aussi de la nature propre de l'enseignement professionnel et en particulier des besoins du monde du travail et des qualifications requises pour exercer un métier. Ainsi l'élaboration même des

contenus doit tenir compte des impératifs pédagogiques et la qualification à l'exercice d'une profession. C'est pourquoi les contenus des programmes d'enseignement professionnel doivent être définis de façon beaucoup plus précise que pour l'enseignement général afin d'assurer une homogénéité qui permette au travailleur une mobilité géographique.

Ces conditions liées à la nature même de la formation professionnelle font clairement ressortir un besoin d'homogénéité et de précision au niveau même de l'élaboration des contenus de la formation professionnelle.

De plus il est essentiel que cette élaboration tienne compte beaucoup plus des besoins de formation inhérents à l'exercice adéquat d'une profession. C'est pourquoi il n'existe pas à proprement parler de programmes institutionnels en formation professionnelle.

Il revient donc au ministère de l'Éducation de déterminer de façon précise les programmes d'études en formation professionnelle. Ces programmes d'études sont complétés par des guides pédagogiques ainsi que la mention du matériel didactique nécessaire à l'enseignement.

- Pour ce faire le ministère de l'Éducation s'assure de la collaboration du ministère québécois du Travail et de la main-d'œuvre. Celui-ci consulte les employeurs les plus représentatifs et établit avec eux une description détaillée des tâches à réaliser dans le cadre d'une profession.

- Le ministère de l'Éducation voit à transformer ces descriptions de fonctions de travail en programmes d'enseignement à partir d'une méthode rigoureuse qui permet de maintenir à jour les programmes lorsqu'il y a des modifications dans l'un ou l'autre des tâches qui composent une fonction de travail.
- Habituellement ces programmes d'études sont réalisés par des enseignants et des spécialistes de l'industrie que le ministère de l'Éducation engage de façon temporaire.

Il faut toutefois noter que dans certains cas des programmes de formation professionnelle sont élaborés directement par les établissements d'enseignement. Ces programmes constituent habituellement une adaptation du programme élaboré par le ministère à des besoins locaux du marché du travail et leur emploi n'est pas généralisé.

Ainsi l'enseignant du secteur professionnel dispose d'un programme très élaboré dont les objectifs et les contenus sont précisés, et les cheminements pédagogiques prévus; il peut dès lors élaborer lui-même le cours qu'il dispensera à ses étudiants.

Le processus qui vient d'être décrit s'applique tant au niveau secondaire qu'au niveau collégial. Toutefois comme il a été noté plus haut les programmes d'études universitaires ne relèvent que de chacune des universités, pour les élaborer, elles consultent habituellement des représentants du monde du travail.

4.3- L'implantation des programmes d'études au sein des institutions d'enseignement

Même si le ministère de l'Éducation n'a pas à autoriser les programmes institutionnels, il se doit de voir à ce que des services éducatifs d'égale qualité soient mis à la disposition des étudiants quel que soit l'établissement d'enseignement qu'ils fréquentent. De même, il doit s'assurer que les services éducatifs offerts correspondent aux objectifs déterminés dans le programme cadre ou le programme officiel du ministère. C'est pourquoi avant de dispenser tout nouveau cours faisant partie d'un programme d'étude la corporation scolaire se doit d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Éducation, si elle veut obtenir les subventions requises pour défrayer les dépenses inhérentes à un tel enseignement.

Ainsi la corporation scolaire adresse donc une résolution au ministère de l'Éducation demandant la permission de dispenser un cours. Cette demande doit comporter les objectifs pédagogiques prévus pour le cours, un sommaire des contenus et des méthodes d'enseignement ainsi qu'une prévision de l'équipement et du matériel didactiques nécessaires.

Le ministère de l'Éducation vérifie donc alors si les objectifs pédagogiques prévus sont conformes aux objectifs généraux du programme cadre et si les équipements prévus correspondent aux normes budgétaires établis. De plus, s'il s'agit d'un cours d'enseignement professionnel, il analyse la demande en fonction des perspectives d'emploi sur le marché du travail et en fonction de l'enseignement de métiers connexes.

au sein de la même corporation scolaire. A la suite de cette analyse, le ministère de l'Éducation autorise la corporation scolaire à dispenser le cours demandé et lui procure les sommes nécessaires sous forme de subventions.

Toutefois, il faut noter qu'une corporation scolaire peut, sans autorisation du ministère, dispenser un cours. Mais dans ce cas les dépenses encourues pour les frais d'enseignement et pour le matériel didactique ne sont pas admissibles pour fins de subvention et la corporation scolaire doit trouver elle-même les sommes nécessaires.

Enfin notons que pour l'enseignement universitaire, aucune autorisation officielle du ministère n'est requise pour dispenser un programme d'enseignement. Toutefois les subventions que le ministère de l'Éducation accorde aux universités tiennent compte du plan de développement qu'elles ont préparé et soumis pour examen au Conseil des universités.

4.4.3- Coordination des activités de formation

Au chapitre I, lorsqu'il a été fait mention des objectifs et des régimes pédagogiques, on a noté que l'activité éducative de l'élève ne consistait pas uniquement à une acquisition de savoir. En effet au sein même du processus de formation sont intégrées des activités d'enseignement proprement dit, des activités étudiantes qui permettent d'exercer la pratique des connaissances acquises tout en favorisant le développement intégré de l'affectivité et de la sociabilité et des activités de support à la formation selon les besoins particuliers de chacun des étudiants.

L'ensemble de ces activités constituant l'essence même de la formation doit donc former un tout cohérent où chacune de ces activités y trouve un complément nécessaire.

Cette coordination d'ensemble pour être efficace doit pouvoir être adaptée aux besoins particuliers des clientèles scolaires. Elle doit donc être finalisée au sein de mécanismes susceptibles de percevoir ces besoins particuliers. C'est donc en premier lieu au niveau même des établissements d'enseignement que se réalise d'abord cette coordination. A un niveau plus global, la corporation scolaire est aussi chargée d'assurer une certaine coordination des activités de formation entre les établissements d'enseignement dont elle a la responsabilité. Les paragraphes qui suivent tenteront donc de dresser un portrait de l'aménagement des responsabilités face à cette activité de coordination, cette description sera d'ailleurs différenciée pour certains niveaux d'enseignement.

A) Enseignement élémentaire et secondaire

Il est indéniable que les régimes pédagogiques élaborés par le ministère de l'éducation ont une incidence sur l'aménagement des diverses activités entourant le processus global de formation. Toutefois le régime pédagogique est de par sa nature même assez souple d'application. Il permet aux responsables locaux de s'adapter aux besoins particuliers et à l'étudiant de se constituer un plan d'études adapté à ses goûts, ses aspirations et son rythme d'apprentissage. Ce même régime représente aussi, pour l'étudiant, une garantie qu'il recevra une formation complète, puisqu'il oblige les établissements d'enseignement et les corporations

scolaires à mettre à sa disposition plusieurs des activités qui concourent à une formation intégrale.

Toutefois, il revient à la direction de l'établissement d'enseignement d'établir les modalités d'application des régimes pédagogiques et d'assurer la cohérence et la complémentarité nécessaire entre toutes les activités de formation en tenant compte des besoins particuliers des étudiants qui lui sont confiés. Afin que cet aménagement tienne vraiment compte des besoins des étudiants la direction se doit de consulter les personnes les plus aptes à percevoir ces besoins et à proposer les aménagements qui s'imposent pour y parvenir:

- Ainsi le directeur de l'établissement d'enseignement doit consulter le comité d'école formé de représentants de parents et d'enseignants sur les besoins des clientèles scolaires et les mesures susceptibles de favoriser la personnalisation des services éducatifs de l'école.
- De même il doit consulter les conseils d'écoles (ou comité de gestion) composés de représentants du personnel exerçant une fonction pédagogique ou éducative sur les problèmes concernant l'administration pédagogique ou disciplinaire de l'école.

Afin d'assurer une certaine uniformité de l'application des grandes orientations des régimes pédagogiques entre les établissements d'enseignement dont elle a la charge, la corporation scolaire détermine certaines modalités générales d'application des régimes pédagogiques et des aménagements horaires. Il revient entre autre à la corporation scolaire

de voir à la détermination du calendrier scolaire pour les écoles sous sa juridiction, en conformité avec les règlements du ministère qui identifient la date du début des cours, la date de fin de l'année scolaire ainsi que le nombre de jours que doit comporter cette année scolaire.

Pour établir ces modalités générales d'application, le Conseil de la corporation scolaire et sa direction administrative se doivent de consulter le comité de parents, organisme composé de représentants de comité d'école et institué par la loi afin de conseiller la corporation scolaire et son administration sur toute mesure susceptible d'améliorer l'administration et la gestion des écoles, sur la concertation nécessaire dans l'établissement de modalités générales de gestion ainsi que sur les services communs à dispenser en regard des besoins généraux des clientèles scolaires.

B) Enseignement collégial

Tout comme les niveaux précédents, le régime pédagogique de l'enseignement collégial est assez souple d'application pour permettre à l'administration pédagogique CEGEP d'adapter les programmes aux besoins particuliers tout en respectant les politiques générales conduisant à dispenser une formation complète et intégrée.

Encore ici on note que la direction pédagogique du collège se doit de consulter la commission pédagogique, organisme dont la création est identifiée dans la législation et composé de représentants des enseignants. Cette commission doit aviser la direction du collège sur l'organisation et le développement de l'enseignement au sein de l'établissement,

Enfin il faut rappeler que c'est au Conseil du Collège, constitué par la loi en corporation publique, que revient la responsabilité de définir les modalités générales d'applications du régime pédagogique au sein de l'établissement. Comme ce conseil est composé de représentants des étudiants, des enseignants, des associations socio-économiques et de la direction de l'institution, il lui revient de préciser les besoins particuliers des clientèles scolaires et de déterminer les moyens pédagogiques à mettre en oeuvre pour les satisfaire.

C) L'enseignement universitaire

Il faut tout d'abord rappeler que pour les études universitaires, il n'existe pas à proprement parler de régime pédagogique universel. Chaque université a donc la responsabilité d'élaborer son propre régime pédagogique. Toutefois le Conseil des Universités assure une certaine coordination entre les régimes pédagogiques élaborés de chacune des universités.

Par ailleurs, afin d'élaborer ces régimes pédagogiques, le conseil de chaque université constitue habituellement un organisme qu'il crée aux fins de recevoir les besoins spécifiques de formation des clientèles universitaires et de proposer des moyens adéquats pour répondre aux besoins. Par exemple l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec se doit de consulter le conseil des études formé de représentants de la direction pédagogique, d'enseignants et d'étudiants sur toute question concernant:

- l'organisation de l'enseignement et de la recherche
- la nomenclature des programmes et l'admission des étudiants.

k.k.k- Certification des acquis

Comme il a été précisé auparavant la majorité des programmes de cours sont élaborés au sein même l'établissement scolaire. Cette responsabilité première appartient d'ailleurs à l'enseignant qui doit pour ce faire tenir compte des programmes cadres et des programmes institutionnels. Il est donc normal que ce soit l'enseignant et l'établissement d'enseignement qui voit à l'élaboration et à l'application d'instruments de mesure et d'évaluation des acquis puisqu'ils sont responsables en définitive de l'élaboration des contenus de formation qui seront effectivement transmis aux élèves.

De plus compte tenu du principe d'équivalence de la qualité de l'enseignement entre les établissements, il est nécessaire que le ministère de l'Éducation intervienne au sein de ce processus d'évaluation à des périodes privilégiées, afin de rendre officiel et uniforme la certification des acquis et des apprentissages. Toutefois cette intervention du ministère est différente selon les niveaux d'enseignement.

A) Au niveau élémentaire

Il n'existe pas à proprement parler de test d'évaluation normalisée pour mesurer l'apprentissage des élèves

à l'élémentaire. L'élaboration et l'application de tels instruments relèvent selon le niveau de responsabilité de l'enseignant et l'établissement d'enseignement.

Toutefois les corporations scolaires sont tenues de faire appliquer périodiquement de tels instruments afin d'évaluer le rendement progressif des élèves et d'en informer périodiquement les parents. Elles sont aussi tenues de maintenir à jour un bulletin cumulatif qui rend compte des résultats de cette évaluation qui doit être continue tout au long du processus de formation.

De plus, les commissions scolaires sont tenues d'administrer aux élèves qui terminent leurs études élémentaires des tests de développement général qui permettront de juger de l'aptitude de l'élève à accéder aux études secondaires. Ces tests peuvent être élaborés par la corporation scolaire chargée de l'enseignement élémentaire en collaboration avec la commission scolaire régionale chargée de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, le ministère de l'Éducation peut vérifier la valeur de ces moyens d'évaluation.

Pour assister les corporations scolaires, les établissements d'enseignement et les enseignants dans leur tâche respective d'évaluation de l'apprentissage, le ministère de l'Éducation met à leur disposition des tests d'évaluation standardisés et des guides d'application et d'interprétation des résultats de ces tests.

6. Le niveau secondaire

Tout comme pour le niveau élémentaire, les programmes d'études secondaires sont sous la responsabilité collective des enseignants et des établissements scolaires.

C'est pourquoi ceux-ci sont chargés de l'élaboration de tout d'évaluation permettant une mesure continue des acquis de l'étudiant. Encore ici le ministère de l'Éducation met à leur disposition un certain nombre d'instruments standardisés dont l'application demeure au choix de ces établissements.

Par ailleurs, la fin des études secondaires représente une étape importante qui souvent marque la fin du processus de formation pour les étudiants qui y sont inscrits. La fin des études secondaires est donc sanctionnée de façon officielle par une certification qui permet à l'élève d'être considéré apte à suivre des études collégiales de son choix ou à accomplir adéquatement les tâches d'une profession. C'est pourquoi la fin des études secondaires est sanctionnée par une évaluation standardisée et homogène des connaissances et des habiletés acquises.

Ainsi la certification de fin des études secondaires s'effectue selon les normes établies par le ministère de l'Éducation. Parmi ces examens les uns ont un contenu uniforme pour tous les élèves du Québec et sont préparés par des équipes d'enseignants engagés par le ministère de l'Éducation, les autres relèvent de la juridiction des commissions scolaires. Toutefois c'est le ministère de l'Éducation qui atteste par un diplôme officiel les résultats obtenus à ces examens.

C) Au niveau collégial

Comme pour le niveau secondaire, la détermination finale des contenus de l'enseignement collégial appartient aux enseignants et aux établissements d'enseignement. C'est donc à ceux-ci que revient la responsabilité d'élaborer et d'appliquer des tests d'évaluation continue de l'acquis des connaissances et des habiletés.

Par ailleurs, contrairement à la situation qui prévaut au niveau secondaire, les instruments d'évaluation appliqués au terme des études collégiales sont placés sous la responsabilité des établissements d'enseignement. Mais, le ministère de l'Éducation peut mesurer la valeur des tests appliqués puisque c'est lui, conjointement avec les établissements d'enseignement collégial qui certifie les résultats des étudiants à ces tests de fin d'études.

D) Au niveau universitaire

Puisque chaque université est responsable de l'élaboration des programmes de formation, elle est aussi l'unité responsable de l'élaboration des tests d'évaluation. De plus, les attestations de compétence professionnelle sont accréditées par chacune des universités à la fin des divers cycles d'études.

4.3- La recherche et l'expérimentation

Afin de favoriser le développement harmonieux du système scolaire, de prévoir les tendances futures et d'expérimenter de nouvelles méthodes pédagogiques, le ministère de l'Éducation connaît une certaine portion des besoins et s'efforce à l'éducation à la réalisation de projets de recherche et d'expérimentation. On peut y distinguer deux types

de recherches; les unes visent à développer une instrumentation permettant de définir les grandes orientations du système d'éducation pour le futur à partir de la perception des tendances actuelles, les autres ont pour but d'assister le corps professoral dans son ensemble quant à l'élaboration de nouvelles techniques concernant la détermination des contenus d'enseignement, les méthodes pédagogiques et l'évaluation de la formation.

En général ces deux types de recherche sont prises en charge par le ministère de l'Education pour les unes et par les corporations scolaires et les établissements d'enseignement pour les autres.

A) Les recherches sur les orientations générales du système scolaire

Comme ce type de recherches vise à percevoir et analyser le fonctionnement actuel du système scolaire afin de déceler les modifications à y apporter à court terme et les tendances du développement à plus long terme, le ministère de l'Education y affecte une certaine partie de son propre budget d'opération. Les études ainsi réalisées portent sur des aspects sociologiques, démographiques, économiques, pédagogiques et administratifs affectant le développement du système scolaire. Bien que la majorité de ces recherches soient réalisées au sein même du ministère de l'Education, la réalisation de certaines d'entre elles peuvent être confiées à des corporations scolaires. Il faut toutefois noter que les recherches entreprises à ce niveau ont comme caractéristique commune qu'elles s'adressent au développement de l'ensemble du système scolaire ou des réseaux d'enseignement et permettent de connaître les informations nécessaires à l'élaboration de politiques

mieux adaptées au changement.

B) Les recherches sur les nouvelles techniques d'enseignement

Comme on a pu le constater précédemment, une bonne partie de la responsabilité de l'élaboration de programmes d'enseignement, de méthodes pédagogiques et d'instrument d'évaluation de la formation est confiée à l'ensemble du corps professoral et aux établissements d'enseignement.

Afin de favoriser les recherches nécessaires à l'élaboration et l'expérimentation de ces nouvelles méthodes, le ministère de l'Education met à la disposition des corporations scolaires un certain montant de subventions à la recherche et à l'expérimentation pédagogique.

Ainsi dans la majorité des CEGEP et dans certaines écoles secondaires un service de recherche est mis à la disposition des enseignants désireux d'expérimenter de nouvelles méthodes pédagogiques.

De même certains projets de recherche peuvent être financés directement à même les subventions spéciales qu'accorde le ministère de l'Education. Ces subventions sont attribuées à une corporation scolaire à la suite d'un examen par le Ministère de l'opportunité, du caractère prioritaire du projet, de la valeur du schéma expérimental, compte tenu des ressources disponibles et des ressources additionnelles requises.

4.6- Conclusion sur l'administration pédagogique

Contrairement à ce qui a été noté au sujet du partage des responsabilités concernant l'administration des ressources financières, matérielles et humaines, on voit que l'administration pédagogique est confiée principalement aux organismes et personnes qui sont les plus susceptibles de percevoir les besoins des clientèles scolaires. Ce partage des responsabilités trouve son fondement dans la nécessité d'adapter le plus possible la pédagogie aux besoins particuliers. Ce souci ne doit toutefois pas jouer au détriment de l'homogénéité de la formation dispensée par le système scolaire. C'est pourquoi certaines responsabilités générales appartiennent en propre au ministère de l'Éducation au chapitre même de la gestion pédagogique.

Ainsi, le ministère de l'Éducation établit des programmes cadres qui fixent les objectifs généraux de formation; par ailleurs, il revient aux établissements d'enseignement et au corps professoral de préciser les objectifs particuliers en ayant soin de les adapter aux besoins des clientèles locales. Il leur revient aussi d'évaluer la formation.

Pour viser à une plus grande adéquation de la formation aux besoins, les établissements d'enseignement doivent dans l'exercice de leurs responsabilités, prendre avis d'organismes consultatifs prévus par législation, et composés de représentants des principales personnes impliquées, les parents ou les étudiants, les enseignants et la direction des établissements.

Par ailleurs pour assister le corps professoral des établissements d'enseignement dans ses responsabilités face à l'administration pédagogique, le ministère de l'Éducation met à sa disposition un ensemble de services tels des guides méthodologiques d'enseignement ou encore des tests d'évaluation standardisés, l'assistance de spécialistes en docimologie et en pédagogie que sont les agents de développement pédagogique et le personnel des services de recherche et d'expérimentation.

Enfin pour que le ministère de l'Éducation s'assure de l'homogénéité de la qualité de l'enseignement, il élabore lui-même les tests d'évaluation de l'acquisition des connaissances et des habiletés à la fin du processus de formation dont il officialise les résultats en émettant des certificats ou diplômes.

Il est aussi important de noter que plus le niveau d'enseignement est élevé, plus grande est la responsabilité de l'établissement d'enseignement au niveau de l'administration pédagogique. En effet les établissements d'enseignement élémentaire et secondaire jouissent d'une autonomie relativement moindre que celle des CEGEP tandis que les universités possèdent une complète quasi autonomie en matière d'administration pédagogique.

CONCLUSION

A la suite de cet exposé sur le partage des responsabilités concernant l'administration du système scolaire, il importe de rappeler certains faits marquants et certaines constantes observées.

On note d'une part que les composantes administratives chargées de l'administration du système ne possèdent pas un niveau équivalent de responsabilités lorsqu'il s'agit de l'administration des ressources ou de l'administration pédagogique. Un des objectifs que s'est fixé le ministère de l'Education est de mettre au service de toute la population du Québec des services éducatifs de qualité équivalente quelle que soit sa situation socio-économique ou géographique. Cet objectif nécessite donc un partage équitable des ressources entre les différentes corporations scolaires et les différents établissements d'enseignement.

Ainsi en vertu même de ce principe de péréquation des ressources, les responsabilités effectives du ministère de l'Education sont très élevées au niveau de la gestion financière et matérielle. Puisqu'une grande partie des fonds affectés à l'enseignement proviennent de subventions du ministère de l'Education, le contrôle de la distribution de ces fonds et de la dépense des sommes allouées restreignent l'autonomie relative des corporations scolaires. Le même fait est d'ailleurs observable au niveau de la répartition des ressources matérielles et surtout lorsqu'il s'agit de biens immobiliers. Il faut noter enfin que les établissements scolaires n'exercent que très peu de responsabilités sur l'administration des ressources financières ou matérielles. En fait les responsabilités sont partagées entre le ministère de l'Education et les corporations scolaires.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit des activités relatives à l'enseignement, on constate que les responsabilités sont davantage exercées au niveau de la corporation scolaire et de l'établissement d'enseignement. En fait si l'on vise à ce que la pédagogie soit adaptée aux besoins particuliers des clientèles scolaires, il est nécessaire de rapprocher les centres de décisions de ces clientèles. Ainsi en ce qui concerne l'administration pédagogique, le ministère de l'Éducation a comme responsabilité principale de veiller à l'homogénéité de la qualité de l'enseignement tout en permettant cette adaptation aux besoins particuliers. Ainsi le ministère de l'Éducation joue donc à ce niveau un rôle de leadership et un rôle de support aux activités de conception et de décisions concernant la gestion pédagogique assumée en bonne partie par les institutions d'enseignement elles-mêmes.

Enfin, il faut noter que le partage des responsabilités décrit plus haut est différent selon les niveaux d'enseignement. En fait, on observe une progression du degré d'autonomie locale selon les niveaux d'enseignement; la commission scolaire chargée de l'enseignement élémentaire possédant une autonomie restreinte (surtout pour ce qui concerne les ressources financières et matérielles) et l'université possédant une autonomie presque totale à tous les niveaux.

CONCLUSION

Comme il a été précisé dans l'introduction, l'ensemble de la description du système scolaire québécois qui se termine ici se veut objective. Dans ce sens elle ne cite ou ne présente que des résumés de textes reconnus comme officiels. Toutefois en conclusion, nous privilégierons l'exposé d'un certain nombre de constantes qui sont ressorties de cet exposé, ce qui permettra de saisir les caractéristiques essentielles du système scolaire québécois de 1974. Ce rappel des grandes caractéristiques sera assorti d'un certain nombre de jugements sur l'atteinte des objectifs fixés. Ces jugements se veulent toutefois fondés sur l'exposé antérieur.

1- Un système centré sur l'étudiant

Depuis le début de la réforme scolaire en 1964, le système d'éducation du Québec s'est engagé dans un effort de démocratisation de ses structures et de son fonctionnement. Une évaluation assez complète des politiques mises de l'avant depuis lors, constitue en fait le document portant sur la revue des politiques d'éducation. Cet effort de démocratisation ne s'est pas borné à une réforme structurelle. Il a touché le coeur même de l'activité du système d'éducation, la pédagogie.

Les objectifs actuels d'éducation présentés au premier chapitre illustrent bien cette volonté de démocratisation de l'éducation, en fondant l'activité pédagogique sur les besoins particuliers de l'étudiant lui-même. Loin de nous l'idée d'évaluer le degré de l'atteinte de ces objectifs, nous nous bornerons à en rappeler que les caractéristiques essentielles.

a) Une pédagogie centrée sur les besoins de l'étudiant

Les objectifs tant généraux que particuliers à chaque catégorie de clientèles scolaires trouvent leur point d'origine dans le respect même de la personnalité de l'étudiant. Le principe qui les sous-tend est que l'étudiant est le principal agent de sa transformation ou de sa formation. Cette perspective implique que les objectifs d'éducation doivent correspondre à un besoin réel de l'étudiant.

Ainsi le système scolaire se doit d'avoir comme objectif principal de favoriser cette auto formation en mettant à la disposition de l'étudiant toutes les ressources éducatives nécessaires.

b) Un respect des différences individuelles

Par ailleurs, une pédagogie centrée sur l'étudiant agent principal de sa transformation, implique une adaptation nécessaire aux besoins et aptitudes particuliers. Les objectifs généraux d'éducation et les différents régimes pédagogiques qui en découlent doivent donc être assez souples pour permettre que la formation soit bien adaptée à ces différences individuelles.

C'est pourquoi ils comportent une série de mesure visant l'individualisation de l'enseignement tel que le respect des rythmes d'apprentissage individuels par la promotion par matière et le progrès continu et par la formation de groupes homogènes d'étudiants.

De même des services d'appoint tels que les services de psychologie, d'orientation et autres services d'aide

individuelle permettent à l'étudiant en difficulté de trouver au sein même du système scolaire, les ressources dont il a besoin pour soutenir son effort.

Enfin, les régimes pédagogiques sont constitués de telle sorte que l'étudiant, lorsqu'il en a la capacité, peut choisir lui-même le type de formation qui convient à ses aspirations et ses aptitudes.

c) Une pédagogie visant le développement de l'autonomie personnelle

Enfin l'homme que vise à former le système scolaire québécois n'est pas avant tout un savant. Si on admet que l'étudiant est le principal agent de sa formation, c'est que l'on vise avant tout à le rendre autonome, capable d'opérer lui-même des choix personnels et de solutionner à même ses propres ressources les problèmes qu'il rencontrera tout au cours de son existence. Dans cette optique le développement des capacités de réflexion, de créativité et l'équilibre socio-affectif deviennent des objectifs primordiaux du système scolaire.

Ainsi les objectifs d'éducation et les régimes pédagogiques recherchent le développement intégral de la personnalité de l'individu. Cette approche pédagogique amène tout étudiant à s'autoformer par la participation à des activités visant à appliquer les connaissances transmises à des situations concrètes. C'est pourquoi les activités de vie étudiante deviennent partie intégrante de la formation. De ce fait même les méthodes pédagogiques utilisées dans le système scolaire québécois font plus appel aux capacités de

réflexion et de créativité et à l'exercice de ses capacités qu'à la centration de l'activité pédagogique sur la transmission de connaissance découlant d'un enseignement de type magistral.

2- Un système mis à la disposition de toute la population

Le Québec a consacré et consacre encore une bonne partie des fonds publics au maintien d'un système d'éducation accessible à toutes les couches sociales de la population du Québec quelle que soit leur situation sociale, économique, géographique, leur croyance ou leur appartenance linguistique.

a) Un réseau complet d'école de tous les niveaux

Le ministère de l'Éducation a vu à la mise en place de réseaux d'établissements d'enseignement couvrant tout le territoire géographique du Québec et qui tient compte des caractéristiques principales des diverses populations du Québec. Ces réseaux d'enseignement se doivent d'offrir tous les services éducatifs dont les populations ont besoin.

On retrouve dans chaque quartier urbain ou dans chaque municipalité rurale une école élémentaire chargée de dispenser l'enseignement de niveau maternelle et de niveau élémentaire à toute la population scolaire comprise sur son territoire.

L'enseignement secondaire pour sa part est régionalisé. L'école secondaire polyvalente chargée de dispenser l'enseignement général et professionnel couvre donc un territoire plus vaste que l'école élémentaire. Toutefois l'accès au est généralisée par l'instauration d'un système universel de transport scolaire.

L'enseignement de niveau collégial est dispensé par un réseau de Collèges d'enseignement général et professionnel dispersés sur tout le territoire du Québec et offrant des facilités de résidence pour la population étudiante des régions éloignées.

Enfin, la création de l'Université du Québec a permis de déconcentrer l'enseignement universitaire. On retrouve donc des centres universitaires implantés dans les principaux centres urbains du Québec offrant eux aussi des facilités de résidence pour les populations éloignées.

Enfin des cours de formation aux adultes sont mis à la disposition de toute la population du Québec et sont dispensés au niveau des écoles secondaires, des CEGEP et des universités.

b) Des services éducatifs de qualité égale

En plus d'offrir un réseau complet d'écoles pour tous les niveaux d'enseignement, le ministère de l'Éducation voit à assurer des services éducatifs de qualité égale pour chacune d'elles. Il a donc instauré un système de normalisation et de péréquation des ressources visant à procurer à chacune des écoles les ressources humaines, financières et matérielles de qualité et de quantité comparables.

c) Le respect des communautés religieuses et linguistiques

Les réseaux d'écoles sont aussi organisés en fonction du respect des croyances religieuses ou de l'appartenance à une ou l'autre des communautés linguistiques québécoises.

Ainsi la population catholique et la population protestante du Québec ont à leur disposition respective un réseau complet d'écoles élémentaires et d'écoles secondaires polyvalentes.

Par ailleurs, il existe au Québec des établissements d'enseignement francophones ou anglophones qui desservent les deux communautés linguistiques et cela pour tous les niveaux d'enseignement de la maternelle à l'université.

d) Des services éducatifs offerts à toutes les couches sociales

Afin de faciliter l'accès des milieux économiquement défavorisés aux services éducatifs, le système d'éducation québécois a mis sur pied une série de mesures compensatoires.

- La gratuité des frais de scolarité, des manuels et du transport scolaire pour les niveaux élémentaire et secondaire
- La gratuité scolaire aux niveaux collégial, et pour l'éducation des adultes
- L'instauration d'un régime de prêts et bourses assurant la subsistance des étudiants économiquement défavorisés inscrits aux études collégiales et universitaires.

De plus le ministère de l'Éducation permet par ses subventions l'existence d'un réseau privé d'enseignement.

3- Un système décentralisé basé sur la participation de la population

Le chapitre 3 a permis de faire ressortir que les prises de décision concernant les orientations, le développement et

l'administration du système d'éducation étaient organisés autour du principe de la participation de la population concernée à ce processus.

L'ensemble des établissements d'enseignement sont gérées par des corporations publiques composées de représentants élus ou choisis des divers groupes concernés. Ces corporations publiques ont des pouvoirs réels définis par la législation, et doivent pour l'exercice de leurs responsabilités, consulter sur des sujets définis des organismes formels prévus à cette fin.

De la même façon le ministère de l'Éducation est structuré de façon telle qu'il doit tenir compte des principaux intéressés dans la gestion ou le développement du système scolaire puisque les corporations possèdent d'une part des pouvoirs réels de décision et que d'autre part la législation a créé des organismes consultatifs provinciaux pour assister le ministre dans ses décisions.

4- Un niveau de participation différencié quant aux objets de décisions

Dans un système démocratique, il est nécessaire de tenir compte du principe de justice distributive dans l'élaboration des politiques générales régissant les unités locales. Ainsi le ministère de l'Éducation ayant comme principal mandat de gérer le système scolaire du Québec, c'est à lui qu'il incombe d'établir les limites de juridiction des unités locales à l'administration du système.

Par ailleurs, l'objectif d'offrir à toute la population du Québec un enseignement de qualité comparable, amène l'instance centrale à intervenir de façon plus soutenue au niveau du partage équitable des ressources éducatives. La normalisation et le

contrôle de l'utilisation des ressources qui s'en suivent amènent les instances locales à n'exercer que des responsabilités limitées quant à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

Par contre, le fait de centrer l'activité pédagogique sur les besoins diversifiés des clientèles scolaires entraîne une autonomie beaucoup plus grande des instances locales qui sont plus susceptibles de percevoir et de satisfaire ces besoins diversifiés. Ainsi à l'intérieur de certaines limites dictées par un besoin d'uniformisation de la qualité de l'enseignement dispensé, les organismes locaux se voient confier des pouvoirs étendus sur les activités relatives à la conception et à l'enseignement des contenus de formation, à l'évaluation des acquis de l'élève ainsi qu'à l'organisation de l'activité pédagogique. C'est donc au niveau de la réalisation de l'acte éducatif lui-même que l'autonomie locale s'exerce de façon plus étendue.

A N N E X E S

A N N E X E 1

Lois administrées par le ministère de l'Education
du Québec

1- Loi du ministère de l'Education	ch 233, SRQ 1964
2- Loi du Conseil supérieur de l'Education	ch 234, SRQ 1964
3- Loi de l'instruction publique	ch 235, SRQ 1964
4- Loi des collèges d'enseignement général et professionnel	ch 71, 1966/67
5- Loi de l'admission à l'étude des professions (extrait)	ch 246, SRQ 1964
6- Loi de l'enseignement privé	ch 67, 1968
7- Loi de l'enseignement spécialisé	ch 242, SRQ 1964
8- Loi de l'école de laiterie et des écoles d'agriculture	ch 117, SRQ 1964
9- Loi des écoles des beaux arts	ch 243, SRQ 1964
10- Loi des subventions aux commissions scolaires	ch 237, SRQ 1964
11- Loi assurant le droit de l'enfant à l'éducation et instituant un nouveau régime de convention collective dans le secteur scolaire	ch 63, 1966/67
12- Loi concernant les conventions collectives entre les commissions scolaires et les associations d'instituteurs	ch 54, 1970
13- Loi de l'Université du Québec	ch 66, 1968
14- Loi du Conseil des Universités	ch 64, 1968
15- Loi de l'aide aux universités	ch 239, SRQ 1964
16- Loi concernant le financement des investissements universitaires	ch 34, 1960/61
17- Loi des investissements universitaires	ch 65, 1968
18- Loi des prêts et bourses aux étudiants	ch 70, SRQ 1964
19- Loi des bourses pour le personnel enseignant	ch 241, SRQ 1964
20- Loi du mérite scolaire	ch 245, SRQ 1964
21- Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires	ch 67, 1971
22- Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal	ch 60, 1972

A N N E X E 2

Liste des principaux documents consultés

- 1- Recueil des lois de l'éducation.
Éditeur officiel du Québec 1970
- 2- Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec
Rapport Parent (5 tomes) Gouvernement du Québec
- 3- Rapports annuels du ministère de l'Éducation de 1965 à 1973
Gouvernement du Québec
- 4- Recueil de gestion des commissions scolaires
Ministère de l'Éducation
- 5- Bulletins officiels du Ministère de l'Éducation
Ministère de l'Éducation
- 6- Règlements du ministère de l'Éducation (no 1 à 7)
Ministère de l'Éducation
- 7- Divers documents des Statistiques de l'Éducation
Service Informatique du Ministère de l'Éducation
- 8- Divers documents d'analyse des clientèles et des personnels d'éducation
Groupe Statistiques et Analyse démographique
Direction générale de la Planification
- 9- Divers documents de la "Politique administrative et salariale"
Ministère de l'Éducation
- 10- Documents "École milieu de vie" (Elémentaire et secondaire)
Ministère de l'Éducation
- 11- Devis techniques et devis pédagogiques des CEGEP
Ministère de l'Éducation
- 12- Annuaire de l'enseignement secondaire 1973/74
Ministère de l'Éducation
- 13- Cahiers de l'enseignement collégial 1973/74
Ministère de l'Éducation
- 14- Prospectus et Annuaire de l'Université du Québec
Université du Québec
- 15- Éducation des adultes prospectus 1974/75
Ministère de l'Éducation
- 16- Numéros des revues "Hebdo Éducation" et "Éducation Québec"
Ministère de l'Éducation



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
SERVICE DE LA REPROGRAPHIE

Juillet 1975